



LE PROCHAIN NIVEAU  
RAPPORT ANNUEL 2016

**1996**

Une entente est conclue pour transférer le système de navigation aérienne civile du gouvernement du Canada à NAV CANADA le 1<sup>er</sup> novembre.

**1997**

NAV CANADA annonce ses projets d'investissement dans le renouvellement du système de navigation aérienne et la diminution de ses charges administratives.

**1998**

La première « tour de verre » au monde est inaugurée à l'aéroport international Pearson de Toronto, où des écrans tactiles remplacent les fiches de données de vol papier.

**1999**

À partir du 1<sup>er</sup> mars, les redevances sont établies sur la base du plein recouvrement des coûts et sont beaucoup moins élevées que la taxe sur le transport aérien qu'elles remplacent.

**2000**

NAV CANADA investit pour favoriser une utilisation accrue des routes polaires qui permettent d'économiser du carburant (en 2016, plus de 15 000 vols ont emprunté ces routes).

**2001**

Le 11 septembre, l'espace aérien des États-Unis et du Canada est fermé à la circulation aérienne en raison d'attaques terroristes. Dans les heures qui suivent, la Société ramène au sol sans incident plus de 1 500 aéronefs.

**2002**

NAV CANADA et les NATS, le fournisseur de SNA du Royaume-Uni, signent une entente qui mènera à une collaboration accrue dans le développement et le déploiement de la technologie.

**2003**

Modernisation de la Tour de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal.

**2004**

Fin de la mise en place des six emplacements radar dans le cadre du Programme d'expansion des radars du Nord qui a permis d'étendre la surveillance à un million de kilomètres carrés d'espace aérien du Nord.

**2005**

L'ACC de Moncton est le premier à passer au CAATS, notre système automatisé de la circulation aérienne.

**2006**

Naviar, le fournisseur de SNA du Danemark, signe une entente pour l'installation de la technologie de NAV CANADA dans la nouvelle tour de contrôle de Copenhague.

**2007**

Le suivi des vols qui traversent l'espace aérien de l'Atlantique Nord est désormais assuré par une technologie conçue au Canada, le résultat d'un partenariat réussi entre NAV CANADA et les NATS.

# LE PROCHAIN NIVEAU

2008

La Société instaure son programme de culture juste pour encourager les employés à communiquer ouvertement sur des questions liées à la sécurité.

2009

Le 1<sup>er</sup> janvier, l'ADS-B, avec communications VHF à grande puissance, est mise en service au-dessus de la baie d'Hudson, un espace aérien de 250 000 milles marins carrés.

2010

Grâce à sa mise en service dans les sous-unités Sud des ACC de Vancouver et d'Edmonton, le CAATS est maintenant un processeur de données de vol avec des transferts automatisés partout au pays.

2011

NAV CANADA reçoit son troisième prix Eagle de l'IATA du meilleur fournisseur de SNA (les deux autres ayant été reçus en 2001 et en 2010).

2012

NAV CANADA annonce qu'elle investira dans l'ADS-B satellitaire par l'entremise d'Aireon, coentreprise formée avec Iridium Communications Inc., qui permettra d'assurer la surveillance des aéronefs partout dans le monde.

2013

Lancement de la détection de conflit à moyen terme dans des secteurs d'espace aérien supérieur des ACC de Moncton, de Montréal, d'Edmonton et de Winnipeg.

2014

NAV CANADA conclut la mise en œuvre nationale des communications contrôleur-pilote par liaison de données dans l'espace aérien intérieur du Canada au FL290 et plus.

2015

Fin du Programme de mise à niveau des systèmes météorologiques de 66 millions \$, qui a permis de moderniser et d'étendre l'infrastructure et la technologie qui appuient nos services météorologiques à l'aviation.

2016

Après avoir investi plus de 2 milliards \$ depuis 1996, la Société annonce un programme triennal de dépenses d'immobilisations de 500 millions \$ pour investir davantage dans ses ressources humaines, sa technologie, ses systèmes et la modernisation de ses aménagements.

Mise en vigueur, pour une période d'un an, d'une réduction temporaire supplémentaire de 3,7 %, en plus d'une réduction de 3,9 % des tarifs de base. Le 1<sup>er</sup> septembre, les redevances sont moins élevées que ce qu'elles étaient à leur introduction en 1999, alors que l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de plus de 40 % durant la même période.

20  
ANS



## IL Y A DU CHANGEMENT DANS L'AIR...

Nous sommes ravis de vous révéler le nouveau logo de NAV CANADA, la pierre angulaire de notre image de marque renouvelée, que nous déploierons en 2017. Il s'agit de la première modification au graphisme de NAV CANADA depuis la création de la Société en 1996. Après 20 ans d'existence, le temps était venu de présenter un nouveau graphisme qui célèbre notre croissance, qui est le reflet de notre vision renouvelée et qui indique la direction que prend NAV CANADA pour « servir un monde en mouvement » au prochain niveau.

Une réinterprétation de notre logo elliptique initial, le nouveau logo est moins confiné et permet au nom de la Société d'être plus notable et percutant. Comme rappel du passé, l'aile a été conservée afin de nous rappeler la création de la Société, mais elle a été repensée pour donner une impression de mouvement ascensionnel et d'évolution. Nous avons aussi choisi une couleur bleue plus moderne et vive qui rappelle la lumière du ciel, et donne un sentiment d'innovation, d'inspiration et de confiance.

Dans le cadre de la refonte de notre image de marque, nous avons aussi établi des attributs de marque qui traduisent le caractère de la Société. Nous sommes fiers de dire que nous nous soucions de la sécurité, que nous sommes prêts à viser haut en matière d'objectifs et à établir de nouvelles normes de performance et d'excellence, que nous souhaitons vraiment collaborer avec les partenaires de l'industrie et que nous nous engageons à chercher des façons créatives de fournir un service amélioré.

Nous partageons notre nouveau logo avec fierté et enthousiasme. Nous comptons deux décennies de service exceptionnel et sommes une société mature, et ceci devrait se refléter dans notre nouvelle image de marque. Elle correspond véritablement à notre engagement envers la modernisation et le leadership dans la prestation de services de navigation aérienne sécuritaires, efficaces et rentables.

# TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL	4
MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION	8
NAV CANADA EN CHIFFRES	16
VISION, MISSION ET OBJECTIFS	17
PLAN STRATÉGIQUE – MISE À JOUR	18
NOS EMPLOYÉS	31
LAURÉATS NATIONAUX DE 2016	32
GOVERNANCE D'ENTREPRISE	34
RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF	45
COMITÉ CONSULTATIF	47
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	48
DIRIGEANTS ET AUTRES RENSEIGNEMENTS	124

# MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL **MARC COURTOIS**

C'est avec grand plaisir que je présente le rapport annuel de NAV CANADA pour 2016, année au cours de laquelle la Société célèbre son 20<sup>e</sup> anniversaire.

Le prochain niveau, thème du rapport de cette année, a été retenu parce qu'il regroupe deux concepts qui vont de pair dans notre secteur : la sécurité aérienne et la performance.

Aux fins du contrôle de la circulation aérienne, les niveaux de vol assurent une distance verticale sécuritaire entre les aéronefs. La plupart du temps, lorsque le pilote d'un aéronef demande à passer au prochain niveau ou qu'un contrôleur offre un changement de niveau de vol, de telles actions visent à améliorer la sécurité et la performance.

Tout comme l'assignation d'un aéronef à un niveau de vol optimal est une fonction clé des services de navigation

aérienne (SNA) de NAV CANADA, maintenir la Société sur son cap à son niveau optimal est au cœur de ses activités de planification et d'exécution.

Je préside le Conseil depuis maintenant quatre ans, et je suis en mesure d'apprécier profondément la culture d'amélioration continue de la Société et sa volonté de continuer à aller de l'avant en matière de sécurité, de service et d'efficacité.

D'une idée novatrice issue du début des années 1990, à la création de NAV CANADA en société du secteur privé, à son acquisition du système de navigation aérienne en 1996 et aux trois prix Eagle du meilleur fournisseur de SNA au monde, la Société s'est toujours efforcée de se hisser au prochain niveau et de faire figure de chef de file de l'industrie.



## LA SÉCURITÉ D'ABORD

Au cours des changements des 20 dernières années, notre focalisation sur la sécurité est demeurée constante, motivée par le désir d'amélioration et de progrès constants.

La Société a maintenu un dossier exemplaire en matière de sécurité. En 2015-2016, elle a continué de bâtir ce dossier tel que le démontre le taux de pertes d'espacement IFR-IFR par 100 000 mouvements d'aéronefs, une mesure clé de la sécurité. Au 31 août 2016, la moyenne mobile sur cinq ans était de 0,69 par 100 000 mouvements d'aéronefs, pleinement dans le décile supérieur des principaux fournisseurs de SNA.

La Société compare ses données sur la sécurité à celles des autres fournisseurs de SNA ainsi qu'à sa performance passée. NAV CANADA est d'ailleurs un membre actif de l'Organisation des services de navigation aérienne civile (CANSO) et participe au rapport comparatif du rendement de cet organisme depuis plus de 10 ans.

La Société joue un rôle prépondérant dans le programme de la Norme d'excellence pour les services de navigation aérienne – Sécurité de la CANSO, qui offre aux fournisseurs de SNA un moyen d'évaluer la maturité de leur système de gestion de la sécurité. La Société travaille aussi avec le groupe de la CANSO qui œuvre à l'élaboration d'un système de partage parmi ses membres des pratiques exemplaires en matière de sécurité.

Le dossier de sécurité de la Société est parmi les meilleurs au monde depuis plus d'une décennie, une réalisation attribuable à ses employés dévoués et compétents, à sa solide culture de la sécurité et à sa collaboration étroite avec ses partenaires du monde entier.

## LA CLÉ DU SUCCÈS

Les employés de la Société ont toujours été la clé de sa progression vers de nouveaux sommets. Leur rôle est dorénavant intégré à son nouvel énoncé de mission, qui traduit sa détermination à compter parmi les chefs de file mondiaux et souligne son engagement envers ses employés. Ce nouvel énoncé de mission figure à la page 17 du présent rapport.

L'engagement des employés continue de grimper au prochain niveau, comme en fait foi le programme de prix annuels de la Société, Points de fierté. De nouveau cette année, j'ai eu le privilège et l'honneur de décerner un prix du président du Conseil à certains de nos employés remarquables à l'occasion de la soirée nationale de remise des prix 2016.

Les 21 lauréats du Prix d'excellence du président du Conseil 2016 sont : Jim Daher, Roger Morrell, André Bérubé, James Carr, Remington Danford, Bénédicte Latimer, Bob Miller, Cindy Westphal, Allen Mitchell, Matthew Collishaw, Brent Dowding, Kent Fulton, Pawel Kisielewski, Chris Stauble, Charles Daigle, Mark Libant, Kim Stolpmann, Jeff Barry, Matthew Nych, Garry Doering et Marc Lacroix.

Les lauréats de tous les prix nationaux sont présentés à la page 32 du présent rapport.

## AFFAIRES ET FINANCES

En 2015-2016, le trafic aérien a progressé de 4,1 % par rapport à 2014-2015 et la Société a connu un excellent rendement financier, clôturant l'exercice avec un solde positif dans son compte de stabilisation des tarifs.

La forte croissance du trafic aérien, le contrôle des coûts et les investissements stratégiques ciblés dans le système de navigation aérienne ont permis à la Société de remettre des économies à ses clients tout en augmentant les investissements prévus dans les ressources humaines, la technologie et les aménagements.

Vu la hausse du solde notionnel du compte de stabilisation des tarifs, la Société a mis en œuvre au début

de l'exercice 2016-2017 des réductions de tarifs qui ont réduit de 7,6 % en moyenne les redevances perçues auprès des clients. Grâce à ces réductions, les clients économiseront environ 105 millions \$ au cours de l'exercice 2016-2017.

## INVESTIR DANS L'AVENIR

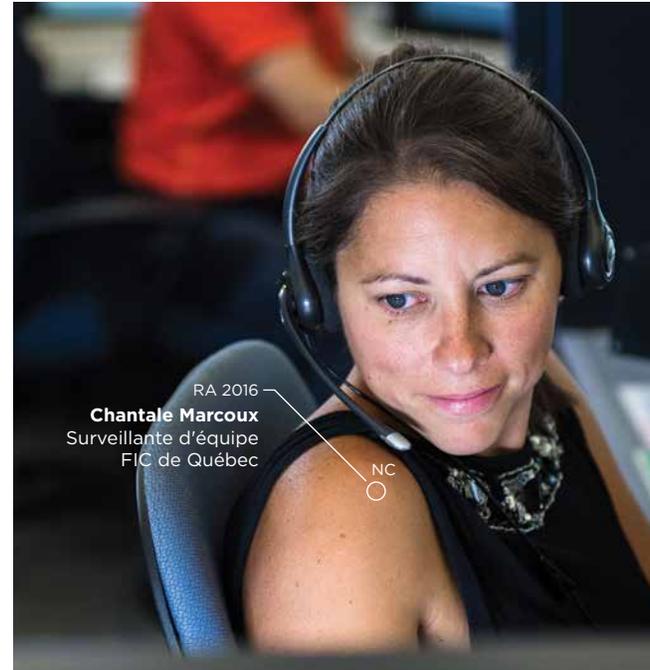
Parallèlement, la Société a annoncé une augmentation de son investissement dans les ressources humaines, la technologie, les systèmes et les aménagements.





RA 2016  
**Christopher Chisholm**  
 Spécialiste, Mise à jour des cours de TSS  
 Siège social

NC



RA 2016  
**Chantale Marcoux**  
 Surveillante d'équipe  
 FIC de Québec

NC

Avec ce programme de dépenses en immobilisations majoré, la Société investira 500 millions \$ au cours des trois prochaines années dans tous les volets de ses activités, depuis la formation aux services de la circulation aérienne, jusqu'à la gestion de la circulation aérienne (ATM), aux systèmes d'affaires, aux nouveaux aménagements et à la surveillance dépendante automatique en mode diffusion satellitaire par l'intermédiaire d'Aireon.

La mise en place de la surveillance mondiale de la circulation aérienne au-dessus des océans et des régions éloignées sera une véritable révolution qui améliorera la sécurité et l'efficacité des vols et réduira considérablement la consommation de carburant et les émissions de gaz à effet de serre. Aireon hissera véritablement la surveillance et la performance ATM au prochain niveau.

## RENOUVELLEMENT DU CONSEIL

Pour terminer, j'aimerais remercier mes collègues du Conseil pour leur apport à la Société. NAV CANADA tient votre excellent sens des affaires en haute estime.

J'aimerais remercier sincèrement les administrateurs sortants Gary Fane, James Gouk et Fred Peters pour leur excellent service au sein du Conseil d'administration. Du même coup, j'aimerais souhaiter la bienvenue à nos nouveaux administrateurs : Michelle Savoy, Umar Sheikh et Louise Tardif.

Enfin, au nom du Conseil, j'aimerais féliciter Neil Wilson pour sa première année à titre de président et chef de

la direction. Il est le leader idéal pour mener la Société au prochain niveau. J'aimerais aussi le remercier, lui et son équipe de gestion, ainsi que tous les employés, pour leur travail ardu et leur dévouement à faire avancer la Société.

Au moment de franchir une nouvelle étape dans nos progrès et de célébrer nos faits saillants des 20 dernières années, il ne fait aucun doute que NAV CANADA tient le cap et navigue vers le prochain niveau, tout en s'efforçant d'exceller – en matière de sécurité, de service, de technologie et d'efficacité – au bénéfice de toutes les parties prenantes.

**Marc Courtois**  
 Président du Conseil



# MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

## NEIL WILSON

« Passons au prochain niveau » est l'expression qu'utilise la Société lorsqu'elle décide d'améliorer sa performance, de viser des objectifs qui seront gage d'un succès ou d'un accomplissement plus grand.

Pour la Société, l'expression signifie focaliser sur les objectifs rehaussant les services.

Elle signifie améliorer la sécurité du système pour ses clients et leur clientèle.

Elle signifie améliorer l'environnement de travail pour que ses employés puissent travailler encore mieux.

Elle signifie mettre en œuvre une technologie qui permet une meilleure gestion de la circulation aérienne (ATM) et un partage amélioré des données pour la prise de décision concertée.

Elle signifie évaluer et optimiser la prestation des services en s'appuyant sur des options de conception de procédures et d'espace aérien.

Elle signifie œuvrer avec les partenaires nationaux et internationaux à trouver des solutions qui appuieront une industrie de l'aviation solide.

Le prochain niveau, titre et thème du présent rapport annuel, a été retenu parce qu'il pourrait être la devise officielle de la Société, vu les 20 années d'efforts qu'elle a déployés pour améliorer la performance du système de navigation aérienne du Canada.

### PASSER AU PROCHAIN NIVEAU

La Société « nivelle par le haut » pour améliorer son rendement depuis le geste audacieux, en 1996, de créer le premier fournisseur de services de navigation aérienne (SNA) entièrement privatisé au monde doté d'un conseil d'administration composé des parties prenantes du système.

Au fil des ans, NAV CANADA a démontré systématiquement son désir de passer au prochain niveau en s'attaquant à des objectifs visant à améliorer la sécurité et le service et à fournir une valeur ajoutée à ses clients.

Elle a fait preuve d'innovation, notamment avec la première « tour de verre » au monde à Toronto en 1998, remplaçant les fiches de

données papier par sa propre version électronique.

Elle a franchi des jalons en matière de collaboration en œuvrant avec les NATS à la mise au point et au déploiement de technologies qui améliorent le service au-dessus de l'Atlantique Nord.

Elle a établi des programmes en matière de sécurité, tels que la culture juste qui encourage les employés à communiquer ouvertement les problèmes.

Elle a fourni une valeur ajoutée à ses clients par des redevances qui, au 1<sup>er</sup> septembre 2016, sont moins élevées qu'au moment où elles ont été établies en 1999, l'indice des prix à la consommation augmentant de plus de 40 % pour la même période.

Et la Société s'apprête à faire le plus grand pas de l'histoire des services de navigation aérienne avec la surveillance satellitaire qui sera rendue possible par Aireon.

Ce nouveau passage au prochain niveau, soit devenir le fournisseur de SNA qu'exige le 21<sup>e</sup> siècle, requerra un effort concerté de tous les employés et une collaboration étroite avec les parties prenantes et organisations partenaires de NAV CANADA.

Ceux qui connaissent bien la Société remarqueront son orientation plus marquée et son élan d'enthousiasme alors qu'elle trace sa voie à suivre pour les 20 prochaines années. Même son logo a été actualisé afin de mettre en valeur sa résolution à être le « meilleur ».

Dans la perspective de 2020, la Société prévoit continuer à jouer un rôle d'avant-plan en matière de sécurité et d'efficacité afin de fournir une valeur ajoutée à ses clients.

## Jalons marquants

J'aimerais mentionner deux jalons qui ont été franchis cette année – l'un pour NAV CANADA, et l'autre me concernant personnellement.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2016, NAV CANADA a célébré son 20<sup>e</sup> anniversaire à titre de propriétaire et exploitant du système de navigation aérienne civile du pays. Peu de temps après, j'ai complété ma première année à titre de président et chef de la direction (PCD).

Le 20<sup>e</sup> anniversaire est significatif pour moi, parce que j'ai pu contribuer au transfert du SNA du gouvernement au secteur privé dans les années 1990. J'ai rallié la Société à temps plein en 2002 et je fais depuis partie de cette formidable entreprise à succès.

Durant ma première année à titre de PCD, j'ai parcouru le pays et rencontré les employés d'un océan à l'autre, et j'ai été inspiré par ce que j'ai vu et entendu. Les employés de la Société sont particulièrement qualifiés et engagés au sein de leurs professions.

Il suffit de penser à leurs actions remarquables durant les feux de forêt à Fort McMurray en mai dernier pour comprendre qu'ils ne laisseront jamais tomber personne.

Du 3 mai, lorsque la Tour à l'aéroport international de Fort McMurray a cessé ses activités, au 10 juin, lorsque des services limités ont repris, tous à NAV CANADA se sont concertés pour fournir des services aux clients et apporter un soutien aux collègues.

Deux appels distincts de collecte de fonds, l'un par l'Association canadienne du contrôle du trafic aérien et l'autre par NAV CANADA, ont permis d'amasser plus de 90 000 \$ auprès des employés, et une somme égale a été versée par la Société afin de venir en aide aux employés touchés par cette tragédie et à la communauté de Fort McMurray.

Tous les gestionnaires et employés qui ont travaillé durant cette urgence ont fait preuve d'un incroyable niveau de travail en équipe, et j'ai été heureux d'avoir pu remercier les employés de Fort McMurray en personne lorsque je les ai rencontrés à Edmonton.

J'aimerais aussi remercier tous les employés qui ont fait des quarts supplémentaires, en particulier ceux de la Station d'information de vol (FSS) de Peace River, ainsi que ceux de l'Ingénierie et des Opérations techniques qui ont vérifié le bon fonctionnement de l'équipement de la Tour et des aides à la navigation (NAVAID).

## Maintien des liens avec le monde

La Société joue un rôle important dans l'aviation mondiale et a été heureuse d'accueillir à Vancouver en juin 2016 le Sommet ATM mondial et l'assemblée générale annuelle de l'Organisation des services de navigation aérienne civile (CANSO).

Les événements de la CANSO comme celui-ci aident les fournisseurs de SNA à entretenir des liens étroits et à partager leurs idées à l'appui de la sécurité, de la durabilité et de l'avancement des SNA

mondiaux. Les 230 représentants des fournisseurs de SNA et de l'industrie ATM y ont discuté de sujets tels la gestion de la sécurité, la collaboration avec les aéroports et les lignes aériennes, et les systèmes d'aéronefs télépilotes.

## Niveler par le haut SÉCURITÉ

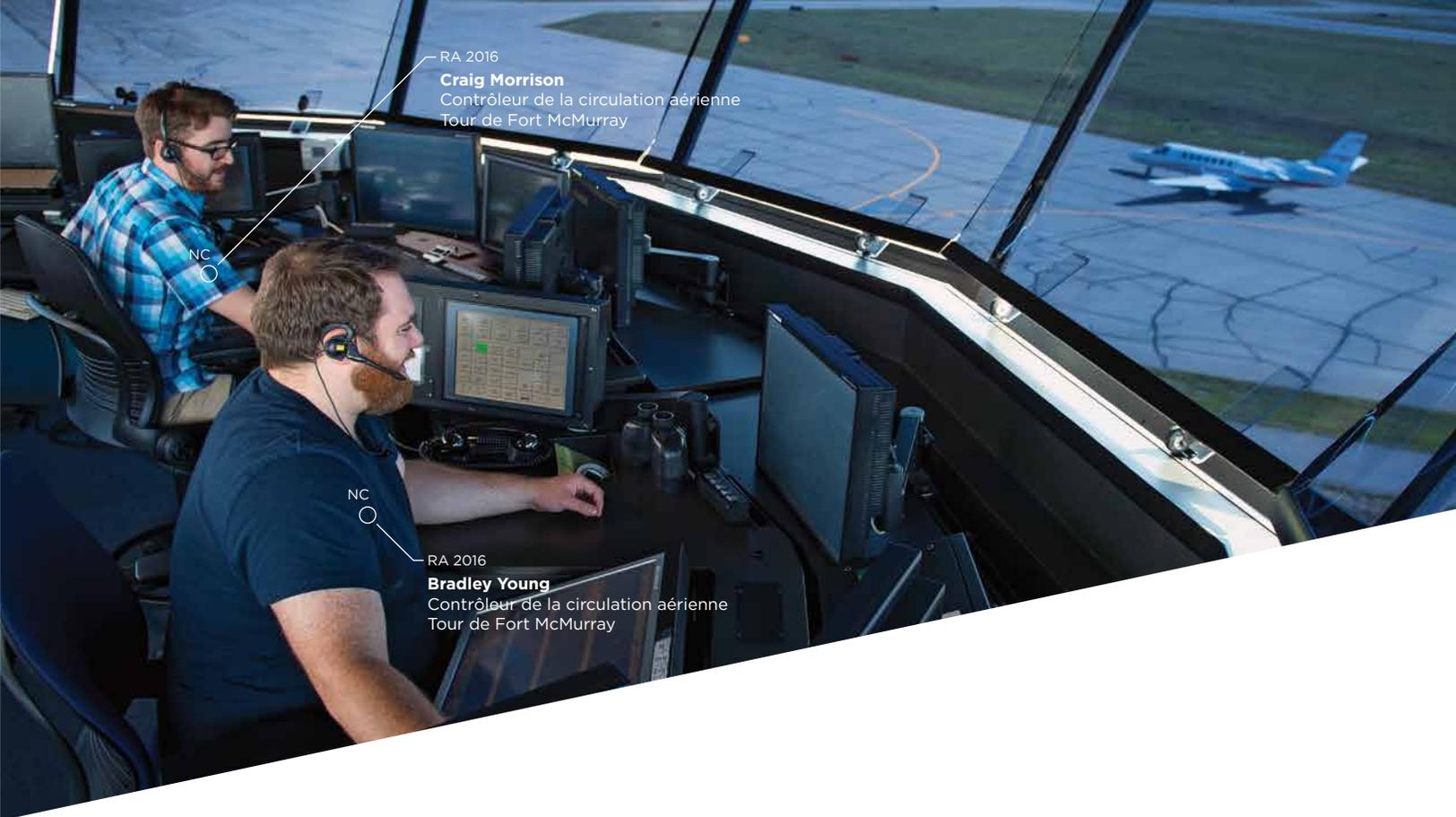
La Société répète souvent que son unique produit est la sécurité, qui a été intégrée en 1996 à sa structure de fonctionnement. Au fil des ans, la Société a développé une solide culture de la sécurité soutenue par son efficace Système de gestion de la sécurité (SMS).

La Société a depuis toujours un excellent dossier de sécurité, et l'exercice 2015-2016 n'a pas fait exception. Cependant, même si la Société fait bonne figure à ce titre, des dangers et des risques peuvent toujours se développer, et elle doit constamment améliorer ses processus et procédures afin d'être en mesure de les relever et de les atténuer.

Par ailleurs en 2015-2016, la Société a instauré l'analyse organisationnelle d'événements liés à la sécurité, que le groupe Sécurité et qualité utilise pour analyser les incidents d'exploitation et déterminer si des facteurs organisationnels y ont contribué.

Le groupe de travail sur l'intégration du SMS a créé des techniques pour appuyer le processus de détermination des dangers et d'évaluation des risques, qui examine les risques de sécurité des changements aux systèmes, équipements, procédures ou produits de la Société.

On a ajouté des processus au Système de gestion de la qualité pour recueillir, examiner et diffuser pratiques exemplaires et leçons apprises. Cette mesure cadre avec l'initiative de la CANSO sur



RA 2016  
**Craig Morrison**  
 Contrôleur de la circulation aérienne  
 Tour de Fort McMurray

NC  
 RA 2016  
**Bradley Young**  
 Contrôleur de la circulation aérienne  
 Tour de Fort McMurray

le partage des pratiques exemplaires parmi les fournisseurs de SNA.

La Société contribue toujours aux initiatives mondiales en matière de sécurité. Elle joue un rôle directeur dans la création de normes d'excellence sur les performances humaines pour la CANSO et compte des employés dans le groupe de travail connexe sur les performances humaines, qui se penche sur des problèmes importants tels que la fatigue.

## Niveler par le haut RESSOURCES HUMAINES

Les employés sont l'assise de la réussite de la Société, et c'est pourquoi l'élément « fournir un environnement de travail professionnel et enrichissant pour nos employés » fait maintenant partie intégrante de son énoncé de mission.

NAV CANADA est ravie de figurer au Palmarès des 100 meilleurs employeurs au Canada de 2017, par suite d'un concours national qui reconnaît les

employeurs offrant un environnement de travail exceptionnel et des programmes aux employés parmi les meilleurs. La Société est fière d'avoir remporté ce prix, mais son objectif est de devenir un employeur de choix aux yeux de ses employés.

L'outil pour mesurer les progrès à ce chapitre est le sondage sur l'engagement d'AON Hewitt, qui, en 2016, a connu un taux de participation record de 80,6 %, les résultats démontrant une hausse du taux global d'engagement des employés jusqu'à 62 %. Ce taux indique clairement une progression vers le prochain niveau de notre culture d'entreprise.

### Relations de travail

Les employés de NAV CANADA contribuent à façonner son avenir, et ce, dans le cadre de relations de travail productives.

Les négociations collectives seront un point de mire important du prochain exercice, la Société entreprenant des négociations avec ses huit unités de négociation.

Les négociations collectives sont parfois ardues, mais la Société a établi de solides voies de négociation ouvertes avec tous les agents négociateurs et envisage avec enthousiasme de travailler de façon créative à résoudre les problèmes complexes.

### Points de fierté

Comme je l'ai indiqué, les employés de la Société sont engagés à faire de leur mieux chaque jour. Notre programme de prix nationaux Points de fierté leur offre l'occasion de mettre en candidature des collègues qui ont excédé cette haute norme de rendement.

Cette année, j'ai eu le plaisir de présenter le Prix du président pour réalisations exceptionnelles hautement mérité à l'équipe de la FSS de La Ronge, à l'équipe de la refonte du Manuel d'exploitation, à Jeff Cochrane, directeur, Navigation et espace aérien, et à Simon Robert, directeur, Gestion de portefeuilles et prestation de solutions.

Les lauréats des prix nationaux sont présentés à la page 32 du présent rapport.

## Niveler par le haut SERVICE

### Améliorer la prestation du service par la consultation

La consultation des parties prenantes est essentielle à nos efforts en vue d'améliorer la prestation du service et les relations avec les communautés. En 2015-2016, la Société a tenu des consultations à Calgary, Ottawa et Halifax sur les modifications d'espace aérien à l'appui de la mise en œuvre de trajectoires de vol RNP (qualité de navigation requise).

La RNP tire parti du positionnement satellitaire et des systèmes de gestion de vol modernes pour gérer les approches. Grâce à la RNP, on peut concevoir des trajectoires d'arrivée plus efficaces et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) tout en assurant la sécurité. Sa mise en œuvre, avec d'autres technologies fondées sur les performances, est considérée comme une stratégie clé pour l'atteinte des objectifs environnementaux.

Les nouvelles trajectoires susmentionnées sont en place. La Société continue de travailler avec ses clients et les aéroports à la conception et à l'instauration de trajectoires apportant des avantages tant aux lignes aériennes qu'aux communautés qu'elles desservent.

### Modernisation des NAVAID

L'exactitude, l'intégrité et la disponibilité accrues de la navigation par satellite rendent possible la réduction des NAVAID au sol. Toutefois, certaines d'entre elles devront rester en place pour le recouvrement des aéronefs et le maintien de l'efficacité des vols dans les régions terminales.

Les consultations sur le nombre approprié de NAVAID au sol à maintenir se poursuivent avec les clients et Transports Canada, l'organisme de réglementation. Les consultations se poursuivront dans le cadre d'un processus d'étude aéronautique prévu en 2017.

### Examen de l'espace aérien de l'aéroport Pearson de Toronto

Dans le cadre des travaux avec l'autorité aéroportuaire du Grand Toronto visant à réduire le bruit pour les communautés entourant l'aéroport international Pearson, la Société a demandé un examen indépendant de l'espace aérien en vue de réduire le bruit des aéronefs au départ et à l'arrivée. L'équipe d'examen, qui provient d'Helios, une firme de consultants du Royaume-Uni, a mené des consultations en 2015-2016.

### Réduction de l'espacement latéral au-dessus de l'Atlantique Nord

Depuis toujours, les routes au-dessus de l'Atlantique Nord sont espacées d'un degré de latitude, soit l'équivalent de 60 milles marins, mais les progrès des technologies de l'avionique et ATM sont tels qu'il est maintenant possible de faire passer l'espacement des aéronefs à un demi-degré en toute sécurité.

En décembre 2015, NAV CANADA et les NATS ont entamé la phase 1 d'un essai visant à mettre en œuvre des minimums réduits d'espacement latéral (RLatSM) par l'ajout d'une route entre deux des routes de la structure des routes organisées, créant trois routes espacées d'un demi-degré.

Entre décembre 2015 et septembre 2016, plus de 43 000 vols ont tiré parti de cette modification et ainsi utilisé des routes plus efficaces et réduit leur consommation de carburant et les émissions de GES. La zone de RLatSM sera élargie au cours de la phase 2 de l'essai prévu pour 2016-2017.

### Mise à niveau de la technologie et de l'infrastructure

Un système de navigation aérienne dynamique doit être sans cesse modernisé. La Société a donc créé un programme d'immobilisations de 500 millions \$ sur trois ans afin de passer au prochain niveau en matière de technologie et d'infrastructure.

De 2016 à 2019, la Société agrandira, modernisera et remplacera certains aménagements. Elle procédera à la mise à niveau de systèmes d'alimentation, effectuera d'importants investissements en technologie et améliorera les systèmes d'affaires clés ainsi que les éléments essentiels de l'infrastructure de communication, navigation et surveillance.

Parmi les projets en cours, citons une nouvelle tour à l'aéroport régional de Waterloo, dont l'entrée en service est prévue en 2017, et le remplacement du radar de surveillance terminal à 12 emplacements afin d'accroître la fiabilité et l'échange de données, de réduire les coûts d'entretien et d'atténuer la possibilité de pannes de service.



RA 2016  
**Robin Saldanha**  
 Contrôleur de la circulation aérienne  
 Tour de St. John's



## Avancées d'Aireon

Aireon, coentreprise de la Société avec Iridium Communications, Enav, l'Irish Aviation Authority et Navair, poursuit ses avancées. Les satellites Iridium NEXT, avec une charge utile ADS-B (surveillance dépendante automatique en mode diffusion) d'Aireon, seront lancés en Californie par SpaceX. L'Ingénierie et l'Exploitation mettent à niveau les systèmes de la Société en prévision de l'entrée en service complète d'Aireon en 2018.

Le 21 septembre 2016, Aireon a annoncé un partenariat avec FlightAware, une firme qui assure le suivi des données de vol afin de fournir aux transporteurs un service de suivi mondial en temps réel des aéronefs équipés de l'ADS-B. Ce

service, qui a pour nom GlobalBeacon<sup>SM</sup>, combinera les données du réseau ADS-B satellitaire d'Aireon aux données de suivi de vol et à l'interface Web de FlightAware pour aider les lignes aériennes à se conformer aux exigences du Système mondial de détresse et de sécurité aéronautique de l'OACI. Qatar Airways sera le premier à se prévaloir de GlobalBeacon<sup>SM</sup>.

## Mise à jour financière

Les solides résultats financiers de la Société en 2015-2016 reflètent une croissance saine de 4,1 % de la circulation aérienne et le maintien de sa rigueur financière à tous les niveaux. Les produits ont totalisé 1 393 millions \$, contre 1 334 millions \$ en 2014-2015.

Les charges d'exploitation ont atteint 1 238 millions \$, contre 1 202 millions \$ en 2014-2015, tandis que le solde notionnel cible du compte de stabilisation des tarifs était de 183 millions \$, au-dessus du solde cible de 100 millions \$. Grâce à cette performance, la Société a pu accroître ses investissements en immobilisations, tel qu'indiqué auparavant, et rajuster ses redevances.

Les états financiers de la Société sont présentés à la page 48 du présent rapport.



RA 2016

**Ivan Hajcman**  
Technologue stagiaire  
en électronique  
Centre d'entretien de Thunder Bay

NC

## TROUVER LE NIVEAU OPTIMAL

### Réduction des redevances

Il faut parfois descendre pour trouver un niveau de vol optimal. La solide assise financière de la Société lui a permis de réduire ses tarifs de base de 3,9 % en moyenne et d'introduire une réduction temporaire de 3,7 % sur une période d'un an, pour des économies de 7,6 % en moyenne. Les révisions apportées à toutes les redevances, à l'exception de celles pour l'aviation générale, sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2016. Les redevances pour l'aviation générale entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2017.

La Société prévoit que ces réductions permettront aux clients d'économiser 105 millions \$ en 2016-2017 et 56 millions \$ en 2017-2018.

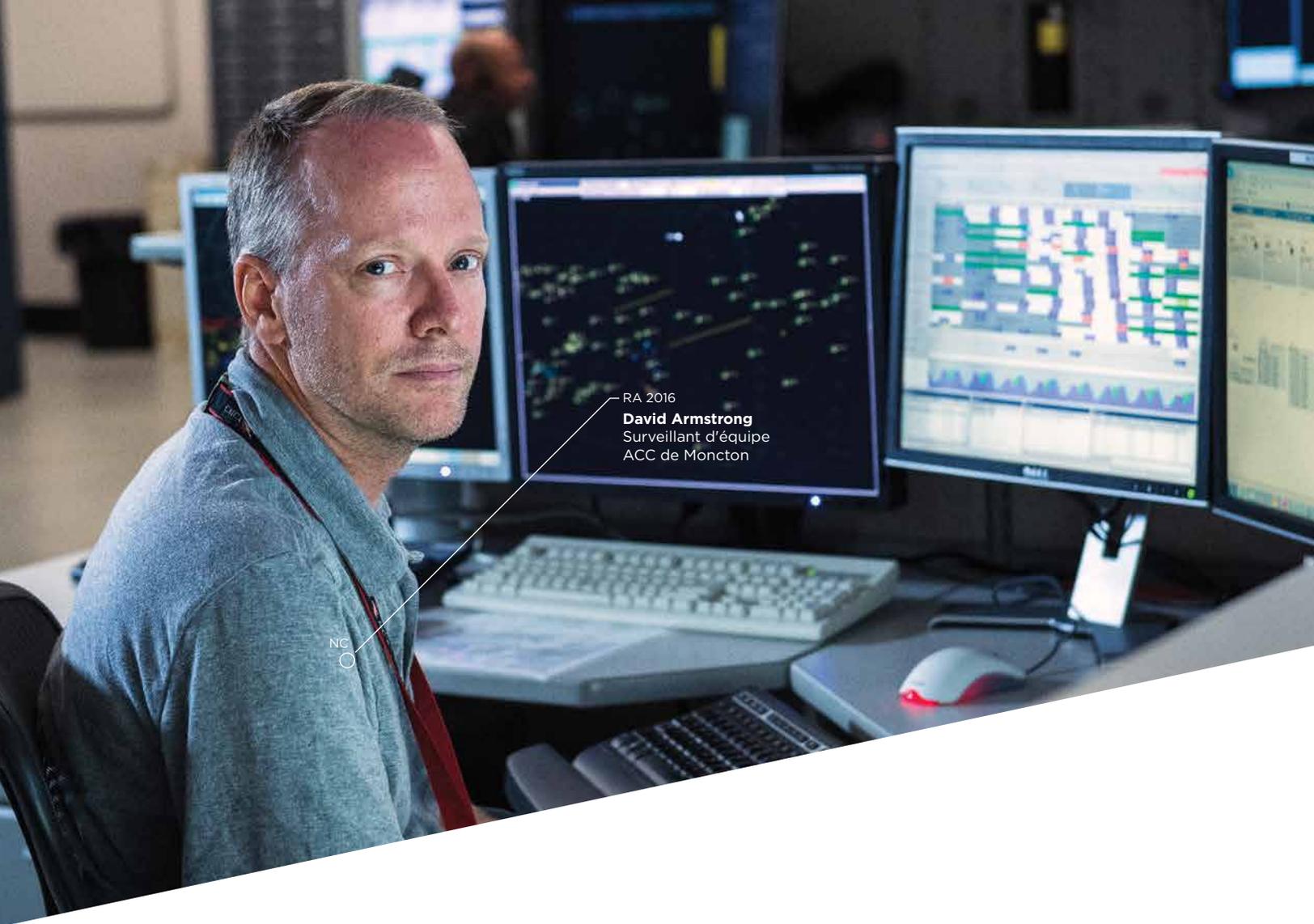
### Poursuite des pourparlers sur le Régime de retraite

Le Régime de retraite de la Société est financièrement viable. Les actifs affichent un rendement élevé, malgré la faiblesse persistante des taux d'intérêt et la volatilité des marchés. L'ampleur des obligations de la Société au titre de ce régime reste une source de risque financier qu'elle veut atténuer, en particulier le déficit de solvabilité réglementaire. La Société poursuit son travail avec les agents négociateurs et le Bureau du surintendant des institutions financières pour résoudre ce problème.

## Nominations

Les changements suivants à la haute direction de la Société ont été annoncés plus tôt cette année :

- > Raymond Bohn, auparavant vice-président, Recettes et administration des pensions, a été nommé vice-président principal, Ressources humaines, après la retraite de Richard Dixon.
- > Elizabeth Cameron, auparavant vice-présidente adjointe, Relations de travail et avec les employés, a été nommée vice-présidente, Relations de travail.
- > Leigh Ann Kirby, auparavant vice-présidente associée, Services juridiques, à la Banque Toronto-Dominion a été nommée vice-présidente, avocate en chef et secrétaire générale. Elle assume la direction des Services juridiques et généraux.
- > Larry Lachance, auparavant vice-président, Exploitation, a été nommé vice-président, Sécurité et qualité, remplaçant John David, qui a pris sa retraite.
- > Donna Mathieu, auparavant vice-présidente adjointe, Placement des fonds de pension, a été nommée vice-présidente, Placement des fonds de pension, remplaçant Paul Fahey, qui a pris sa retraite.
- > Rob Thurgur, auparavant vice-président adjoint, Soutien à l'exploitation, a été nommé vice-président, Exploitation.



RA 2016  
**David Armstrong**  
Surveillant d'équipe  
ACC de Moncton

NC  
O

Plus tôt cette année, Andrew (Andy) Campbell, ancien vice-président, Services à la clientèle et commerciaux, a pris sa retraite après une longue et fructueuse carrière en aviation, d'abord à First Air puis à NAV CANADA. Avec son départ, les Services à la clientèle et commerciaux relèvent désormais du groupe Prestation des services.

Plus récemment, Brian Aitken, vice-président directeur, Finances, et chef de la direction financière, a pris sa retraite au début de décembre 2016. J'aimerais le remercier de son leadership sur le plan des affaires et des finances au cours de ses 14 années de service avec la Société.

De plus, j'aimerais souhaiter la bienvenue à son successeur, Alexander (Sandy) Struthers, auparavant vice-président directeur, Planification

stratégique, et chef de l'exploitation chez Hydro One, au sein de la haute direction de NAV CANADA. Sandy est entré en fonction le 3 décembre 2016.

Félicitations à tous les membres de la haute direction, et merci et meilleurs vœux de continuité à ceux qui ont pris leur retraite en 2015-2016.

## LES DEUX PROCHAINES DÉCENNIES

Pour conclure, j'aimerais remercier tous les employés, parties prenantes, partenaires et autres fournisseurs de SNA pour leur soutien et collaboration lors du dernier exercice mais aussi lors des 20 dernières années. Ensemble,

nous avons œuvré à transformer le système de navigation aérienne du Canada, et ainsi établi de nouvelles normes nationales en matière de sécurité, de service et de viabilité, et contribué sensiblement à l'aviation mondiale.

J'anticipe avec enthousiasme de collaborer avec chacun de vous à hisser notre industrie au prochain niveau.

**Neil Wilson**  
Président et chef de la direction

# NAV CANADA EN CHIFFRES



**18 millions**  
km<sup>2</sup> d'espace aérien



**12 millions**  
de mouvements  
d'aéronefs  
par année



**40 000**  
clients

(lignes aériennes, exploitants de fret,  
de vols nolisés et d'hélicoptères,  
taxis aériens, et aviation générale  
et d'affaires)



**1 000**  
vols  
dans l'espace aérien  
océanique de Gander  
par jour



**14 000**  
vols  
sur les routes polaires  
en 2015



**5,1 milliards**  
de litres de carburant  
économisé (1997-2015)

décrits dans le *Rapport d'état  
sur les initiatives concertées pour  
la réduction des émissions* (ICRE)

# VISION, MISSION ET OBJECTIFS

## NOTRE VISION

La vision de NAV CANADA est d'être le système de navigation aérienne le plus respecté au monde :

- > aux yeux du public, pour notre dossier de sécurité;
- > aux yeux de nos clients, pour le niveau de nos redevances, notre service à la clientèle, notre efficacité et notre technologie moderne;
- > aux yeux de nos employés, pour un travail dans une ambiance motivante et satisfaisante, offrant une rémunération concurrentielle et des possibilités de carrière stimulantes.

## NOTRE MISSION

Être un chef de file mondial dans la prestation sécuritaire, efficace et rentable de services de navigation aérienne durables et ce faisant, fournir un milieu de travail professionnel et enrichissant pour nos employés.

## NOS OBJECTIFS PRIMORDIAUX

La Société entend réaliser sa mission comme suit :

1. maintenir un dossier de sécurité dans le décile supérieur des principaux fournisseurs de SNA du monde entier;
2. maintenir les redevances de SNA, en moyenne, dans le quartile inférieur des principaux fournisseurs de SNA du monde entier en faisant en sorte que la croissance des coûts de la prestation des services de navigation aérienne demeure en deçà de celle des recettes, afin de permettre d'envisager à long terme la baisse des redevances exigibles des clients;
3. introduire et maintenir une plateforme de technologies SNA moderne et rentable dans le quartile supérieur des principaux fournisseurs de SNA du monde entier;
4. fournir à nos clients une valeur ajoutée en contribuant à l'amélioration de l'efficacité de l'exploitation par l'utilisation de technologies novatrices et la prestation innovante des services au Canada et à l'étranger;
5. s'efforcer continuellement de fournir un milieu de travail qui fait en sorte de classer NAV CANADA parmi les employeurs de choix au Canada;
6. cerner et, lorsque cela est réalisable, introduire des avantages mesurables qui contribuent à réduire l'empreinte écologique de l'industrie de l'aviation.



# PLAN STRATÉGIQUE – MISE À JOUR

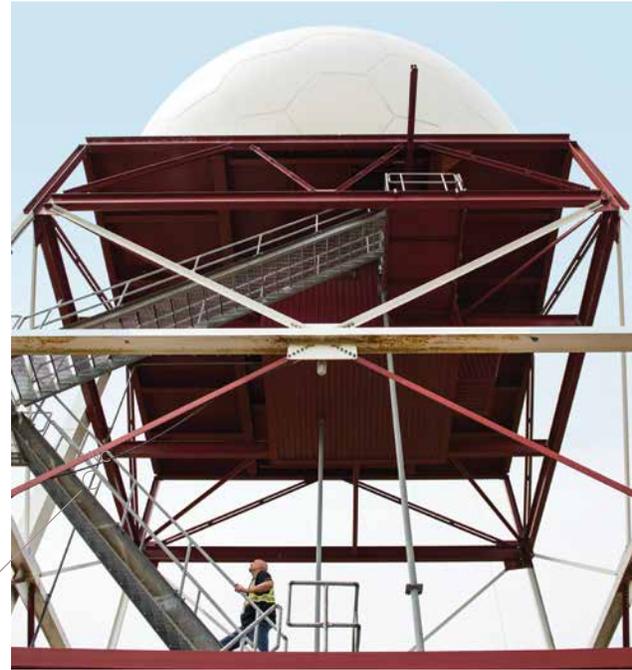
Fournir une valeur ajoutée  
pour les parties prenantes

RA 2016

**Sadik Ahmad**

Spécialiste de l'assemblage du système d'information géographique AIM  
Installation combinée du SNA, Ottawa

NC



RA 2016  
**Andrew Cavanagh**  
 Technologue en électronique  
 Centre d'entretien de Vancouver

La présente section donne les faits saillants du rendement de la Société par rapport aux priorités de son Plan stratégique en 2015-2016, ainsi qu'un résumé de son orientation pour 2016-2017 et au-delà.

## SÉCURITÉ

De l'information sur les principaux buts de la Société en matière de sécurité et ses progrès quant à ses objectifs figure au *Rapport de sécurité de la Société 2015-2016* et au *Plan de sécurité de la Société 2016-2017*. Voici des faits saillants.

### Progrès

En 2016, NAV CANADA a accueilli deux forums du Partenariat des agents de la sécurité aérienne du Canada (CASOP), soit à Vancouver et à Peterborough. Chaque forum a attiré quelque 70 représentants de transporteurs, d'aéroports et d'organismes gouvernementaux. On y a discuté de préoccupations en matière de sécurité – attaques au laser, incursions sur piste et véhicules aériens non habités dans notre espace aérien, etc. – ainsi que d'initiatives menées dans l'industrie comme l'analyse des tendances, la culture juste et la gestion du changement.

À l'international, la Société est membre de l'Organisation des services de navigation aérienne civile (CANSO) et contribue aux exercices visant à améliorer la sécurité mondiale en participant à des activités d'analyse comparative et à l'élaboration de pratiques exemplaires de sécurité. En septembre 2016, NAV CANADA a tenu la première réunion du groupe de travail sur les performances humaines (PH) de la CANSO à Ottawa, qui élabore une

norme d'excellence sur les PH en déterminant la manière d'appliquer les principes de PH pour optimiser la sécurité et l'efficacité de la gestion de la circulation aérienne (ATM).

Le premier examen complet du Système de gestion de la sécurité (SMS) du groupe Opérations aériennes a été effectué. Il constitue une base solide pour l'amélioration continue de la sécurité des opérations aériennes.

**NAV CANADA**  
**Taux de pertes d'espacement IFR-IFR par 100 000 mouvements d'aéronefs – Moyenne mobile sur cinq ans**



L'évaluation continue du SMS dans chaque région d'information de vol est maintenant reliée à un sondage régional sur la culture de la sécurité qui produit des résultats rapides et ciblés et qui permet un suivi direct auprès des employés.

L'uniformité de la terminologie demeure prioritaire. La Société a décidé il y a peu de modifier les routes IFR des principales phases terminal et en route pour en faire des routes préférentielles pour respecter la terminologie standard.

## Orientation

On a récemment regroupé plusieurs fonctions de sécurité de la Société sous l'égide du groupe Sécurité et qualité afin de mieux aligner les stratégies et de collaborer à l'égard des programmes de sécurité à l'échelle du pays.

Pendant la prochaine année, la nouvelle organisation communiquera sa fonction de soutien élargie et sollicitera les commentaires des employés de première ligne afin d'améliorer l'identification des risques dans le milieu opérationnel.

Pour lancer cette collaboration, on a vérifié certaines des politiques de sécurité de la Société pour établir leur conformité au cours de la dernière année et cerner les aspects de ces politiques et de leur structure à améliorer. Ces changements entreront en vigueur en 2017.

La Société continuera à appuyer le CASOP et le Conseil de sécurité et de prévention des incursions sur piste afin de partager les pratiques exemplaires et de gérer proactivement les risques en matière de sécurité au sein de l'industrie.

La première phase du Système d'information sur la sécurité de NAV CANADA, un projet pluriannuel, est terminée, et son développement, qui réunira les

données consignées dans des registres d'unité, des rapports d'événement d'aviation et des rapports d'enquêtes sur la sécurité distincts, est en cours.

Au cours de la prochaine année, les forces et les possibilités de la Société dans le domaine de la gestion des PH seront déterminées au moyen de la nouvelle norme d'excellence en matière de PH de la CANSO.

NAV CANADA est un partenaire clé dans l'élaboration de la Norme d'excellence pour les services de navigation aérienne – Sécurité, qui offrira aux membres de la CANSO un moyen impartial et uniforme d'évaluer la gestion de la sécurité au sein des fournisseurs de SNA.

## RESSOURCES HUMAINES

### Progrès

#### *Sondage sur l'engagement*

Le Sondage sur l'engagement de la Société permet de consulter les employés tous les deux ans pour voir si les gestes posés pour réagir aux résultats des sondages antérieurs et préserver sa réputation ont eu une incidence positive sur l'engagement. En réaction aux commentaires des employés, le sondage de 2016 a été simplifié pour être plus convivial, mais les comparateurs clés ont été préservés pour pouvoir continuer à suivre les progrès. Un nombre record d'employés ont répondu en février au sondage, qui a révélé le taux d'engagement le plus élevé depuis sa création en 2004.

### *Langues officielles*

NAV CANADA prend au sérieux son obligation de veiller à ce que l'anglais et le français, langues officielles du pays, soient utilisés de façon appropriée dans ses activités quotidiennes. Des SNA bilingues sont fournis en vertu du *Règlement de l'aviation canadien* (RAC). Un solide soutien est assuré aux milieux de travail bilingues dans les régions où la *Loi sur les langues officielles* l'exige, et la Société appuie des organismes qui favorisent les langues et les cultures minoritaires au Canada.

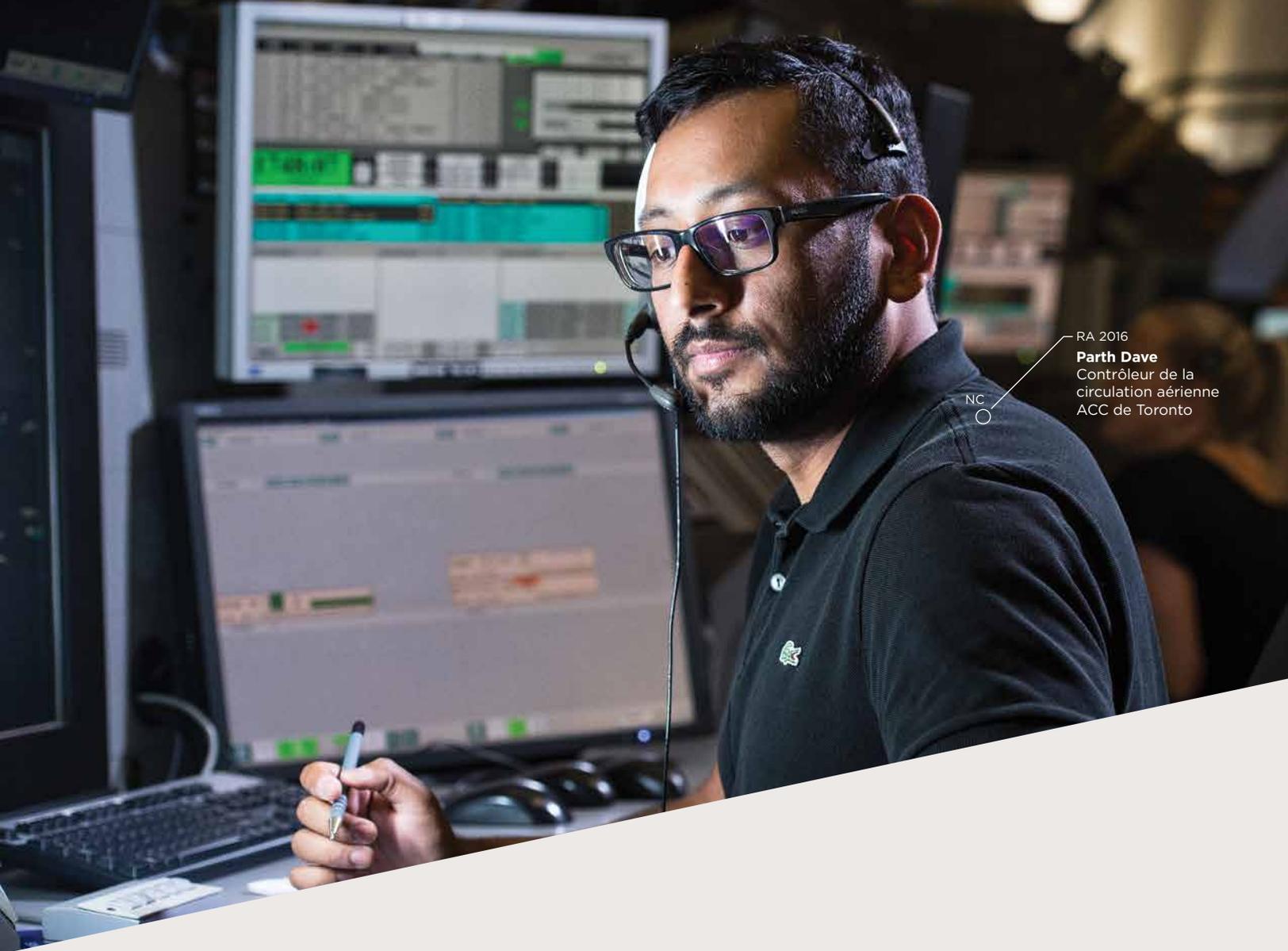
En 2016, le commissaire aux langues officielles a évalué les initiatives de NAV CANADA visant à s'acquitter de ses obligations en vertu de la *Loi sur les langues officielles*. La Société a reçu la note globale « B », une amélioration par rapport à l'évaluation précédente, la note « A » pour la gestion du programme des langues officielles et la langue de travail, et un « B » pour le service offert au public et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

### *Recrutement*

Plus tôt cette année, la Société a décidé d'éliminer les frais de scolarité et de fournir une allocation aux nouveaux employés qui suivent une formation ATS (services de la circulation aérienne). Ce changement a été très bien accueilli et a fait croître le nombre de demandes. En outre, la Société a récemment lancé un programme pour les employés qui souhaitent recommander une personne qui pourrait, selon eux, avoir une aptitude pour la formation ATS.

### *Relations de travail*

Des conventions collectives sont en vigueur avec les huit syndicats de la Société. Au début de 2015-2016, des prolongations d'un an de sept conventions collectives touchant environ 89 % des employés syndiqués ont été ratifiées.



RA 2016

**Parth Dave**  
Contrôleur de la  
circulation aérienne  
ACC de Toronto

NC

## Orientation

### *Engagement*

En 2016-2017, la direction continuera d'œuvrer à l'amélioration de l'engagement des employés en mettant l'accent sur le leadership, le rendement et la marque. Les séances nationales du président et chef de la direction et d'autres membres du Comité exécutif de gestion visant à faire connaître les réalisations et plans de la Société ont été appréciées en 2016; il y en aura d'autres en 2016-2017.

### *Langues officielles*

En 2016-2017, la Société prévoit promouvoir Terminav®, sa base de données terminologiques bilingue,

auprès des aéroports et d'autres partenaires de l'industrie, et maintiendra ses partenariats communautaires avec des organismes comme le Centre culturel de Cornwall et le Musée de l'aviation de Montréal, de même que son appui pour des événements locaux, régionaux et nationaux comme le Festival Franco-Ontarien et les Rendez-vous de la Francophonie.

### *Dotation et formation opérationnelles*

En 2016-2017, la Société veut continuer à faire progresser ses stratégies de recrutement, de formation et de perfectionnement. Ainsi, elle veut améliorer les outils de prévision et les essais de simulation pour rationaliser le processus de demande; améliorer les documents de formation et les simulations; et offrir

des possibilités de perfectionnement professionnel et de soutien aux instructeurs.

### *Relations de travail*

La Société et ses syndicats entameront leur huitième ronde de négociations en 2016-2017. Des séances ont eu lieu avec l'Association des spécialistes de la circulation aérienne du Canada, Unifor, section locale 2245, et l'Association canadienne du contrôle du trafic aérien, Unifor, section locale 5454, au début de novembre 2016.

# PRESTATION DES SERVICES

## Progrès

### *Navigation fondée sur les performances*

La navigation fondée sur les performances (PBN) est en voie de devenir une norme mondiale de l'industrie. S'appuyant sur la technologie GPS et une avionique de pointe, la PBN peut accroître l'efficacité et la précision, et réduire les répercussions environnementales de l'industrie.

Transports Canada, NAV CANADA et des représentants de l'industrie au pays continuent de travailler à la mise en œuvre du *Plan de l'État pour la NAR – Canada*. Ce document, rédigé par l'Équipe d'action canadienne sur l'aviation fondée sur les performances et qui s'inspire du *Plan d'exploitation de la*

*PBN* de NAV CANADA, décrit les buts et les activités en trois phases jusqu'à 2027.

NAV CANADA élabore des procédures d'arrivée fondées sur la qualité de navigation requise (RNP) pour les aéroports du pays.

- > Des approches RNP à l'aéroport de Kelowna, des arrivées normalisées en région terminale (STAR) et une sectorisation de la sous-unité Aéroports au Centre de contrôle régional (ACC) de Vancouver ont été instaurées au printemps 2016, appuyant la délivrance électronique d'autorisations au sein des tours et stations d'information de vol (FSS), les arrivées successives et la croissance continue du trafic.
- > Des procédures RNP ont été établies aux aéroports de Calgary, d'Ottawa et de Halifax après une consultation publique sur la conception des trajectoires de vol.

### *Atlantique Nord*

Le quatrième Groupe de discussion opérationnel de l'Atlantique Nord (NAT), qui a visé la surveillance et la communication, a eu lieu à Toronto en octobre 2016. Cette activité de deux jours organisée par NAV CANADA avec le soutien des NATS et d'Isavia a réuni 80 participants représentant transporteurs, exploitants de fret, fournisseurs de SNA, associations de l'industrie et autres, et visait à préparer les parties prenantes des régions nord et sud de l'Atlantique en vue de la surveillance dépendante automatique en mode diffusion (ADS-B) satellitaire et à favoriser la collaboration afin de rehausser la sécurité et l'efficacité des opérations NAT en améliorant la communication.



RA 2016

**William Malouf**

Technologue en électronique  
Centre d'entretien de Calgary

### *Rapport d'état sur les initiatives concertées pour la réduction des émissions*

Au début d'octobre, la Société a publié son *Rapport d'état sur les initiatives concertées pour la réduction des émissions*, qui résume les résultats des efforts déployés par la Société, ses clients et ses partenaires pour réduire l'empreinte écologique de l'industrie. En 2015, ces initiatives ont permis de réduire les émissions de 1,4 million de tonnes métriques et d'économiser plus de 570 millions de litres de carburant. De 1997 à 2020, les réductions cumulatives d'émissions sont estimées à 21 millions de tonnes métriques.

### *Manuel des services de la circulation aérienne*

Le nouveau *Manuel des services de la circulation aérienne* (MATS) a été lancé avec succès le 31 mars 2016 pour remplacer les deux publications suivantes : le Manuel d'exploitation (MANOPS) du contrôle de la circulation aérienne et le MANOPS des services de vol. Les améliorations comprennent l'harmonisation des procédures, de la terminologie et du format, lequel a été réorganisé en tableaux, illustrations et organigrammes faciles à lire. Le MATS est offert en quatre publications imprimées et électroniques (eMATS), soit une pour les ACC, une pour les centres d'information de vol, une pour les tours et une pour les FSS.

## Orientation

### *Projets visant l'espace aérien*

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a créé une phraséologie harmonisée pour les départs normalisés aux instruments et les STAR qui est plus explicite, éliminant la possibilité d'une interprétation erronée par les pilotes. NAV CANADA mettra en œuvre ces changements au printemps 2017.

Helios, une firme-conseil en aviation du R.-U., a été chargée d'effectuer un examen de l'espace aérien de Toronto-Pearson et de faire des recommandations sur les moyens de réduire l'impact du bruit sur les communautés environnantes. La firme a tenu des consultations communautaires à l'automne 2016. D'autres consultations sont prévues, ainsi qu'un examen des pratiques exemplaires d'atténuation du bruit aux aéroports internationaux comparables. Un rapport final est prévu en 2017.

### *Projets touchant le NAT*

En décembre 2015, NAV CANADA et les NATS ont lancé un essai visant les minimums réduits d'espacement latéral (RLatSM) au-dessus du NAT en ajoutant une route espacée d'un demi-degré des routes avoisinantes dans la structure des routes organisées pour créer trois routes espacées d'un demi-degré.

De décembre 2015 à septembre 2016, plus de 43 000 vols ont profité du changement : ils ont pu survoler l'océan en empruntant des routes plus efficaces. L'utilisation a crû régulièrement pendant la période d'essai. On prévoit passer à la phase 2 de l'essai dans le cadre de laquelle on agrandira la région RLatSM.

### *Aireon*

La mise en œuvre de l'ADS-B satellitaire par Aireon accroîtra la capacité de prestation de services dans l'espace aérien NAT et du Nord canadien.

La technologie ADS-B d'Aireon sera hébergée dans la constellation de 66 satellites Iridium NEXT. Les 10 premiers satellites seront lancés par la fusée Falcon 9 de SpaceX depuis la base aérienne de Vandenberg, en Californie. Les lancements subséquents des satellites portant la charge utile ADS-B d'Aireon sont prévus en 2017.

Les services d'Aireon dans la région de contrôle océanique (OCA) de Gander seront disponibles en 2018. La première utilisation opérationnelle des données d'Aireon, qui devrait se faire simultanément dans les OCA de Gander et de Shanwick, permettra de réduire les normes d'espacement longitudinal des routes NAT de 40 NM à 15 NM.

### *Systèmes d'aéronefs télépilotés*

L'usage commercial et récréatif des systèmes d'aéronefs télépilotés (RPAS) – ou véhicules aériens non habités (UAV) – augmente partout dans le monde.

La Société participe activement à l'élaboration de la réglementation nationale, des normes internationales et des pratiques recommandées sur les RPAS. Elle a fait des commentaires à Transports Canada sur l'avis de proposition de modification aux dispositions du RAC sur l'exploitation des RPAS qui devraient être diffusées en 2017 et participe aux activités du comité sur les RPAS de la Commission de navigation aérienne de l'OACI.

# TECHNOLOGIE

## Progrès

En 2015-2016, la Société a franchi une étape importante de son plan stratégique ATM avec la transition, dans tous ses ACC, à la plateforme matérielle commune intégrée, qui favorisera la croissance du système au moyen de la même infrastructure tout en assurant une intégration et un partage de l'information améliorés, un rendement technologique accru et une réduction de l'entretien.

Le remplacement des systèmes d'atterrissage aux instruments en est à sa dernière phase avec des installations, en 2015-2016, à cinq autres endroits : Vancouver, Abbotsford, Penticton, Toronto (33R) et Toronto City Centre.

Le projet de remplacement des radios à très haute fréquence, lancé en 2010, visait à remplacer les radios analogiques par 2 000 paires de radios numériques. Dans le cadre de ce projet, terminé en août 2016, de l'équipement a été installé à plus de 300 emplacements au pays. En outre, l'installation d'une interface universelle permettant de connecter ces

radios à divers types de circuits de télécommunication met NAV CANADA en meilleure posture pour s'adapter aux nouvelles technologies futures.

La rénovation et la mise à niveau d'aménagements ont continué en 2015-2016. L'expansion de l'ACC de Toronto se déroule bien, tout comme le remplacement de la Tour de l'aéroport international de la région de Waterloo. Les rénovations sont terminées à l'ACC de Montréal, et des consoles ont été remplacées ou mises à niveau à 10 autres aménagements, notamment aux tours de Vancouver et de Toronto et aux ACC de Gander et d'Edmonton.

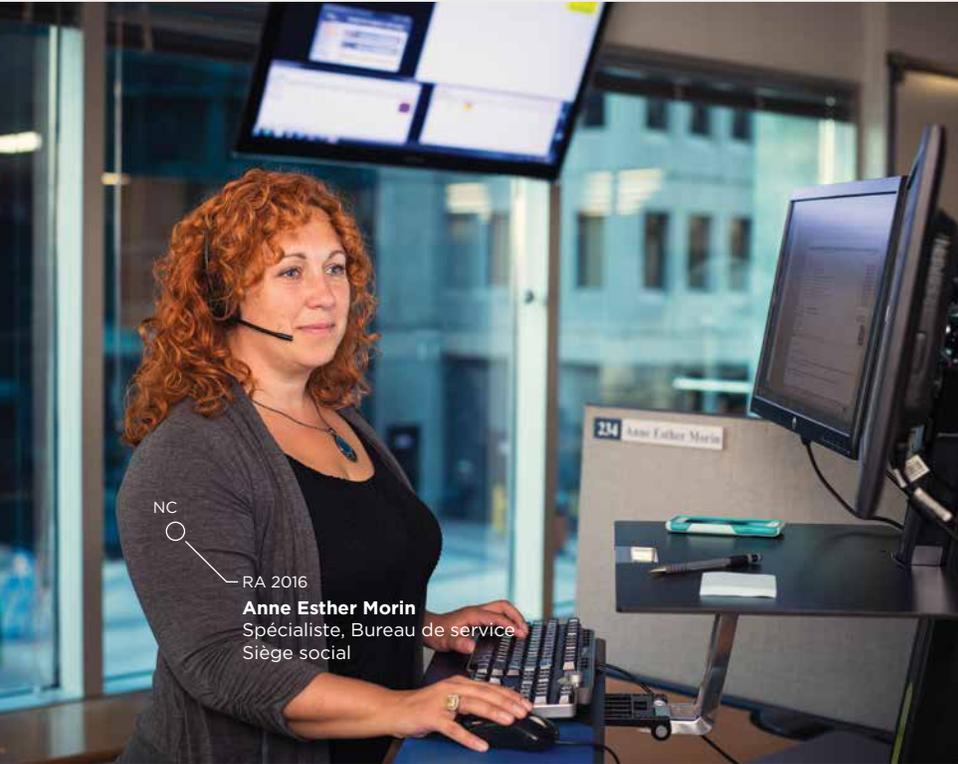
Parmi les autres améliorations technologiques, citons l'installation d'une nouvelle alimentation à double redondance à l'ACC de Toronto en avril 2016 pour améliorer la fiabilité de ce système crucial, l'installation d'un nouveau système d'éclairage principal pour régler les problèmes d'éblouissement dans la salle de l'exploitation de l'ACC de Vancouver, et l'achèvement d'un projet de 66 millions \$ sur huit ans de mise à niveau des systèmes météorologiques à l'aviation de la Société.

## Marketing et développement internationaux

NAV CANADA a activement participé au fructueux projet Remote Airport Concept Of Operation (RACOON), dirigé par Enav et financé par le SESAR Joint Undertaking, qui portait sur l'utilisation des services de tour à distance combinés aux approches RNP aux aéroports de Malpensa et de Linate, et comprenait des essais réels de plus de 100 vols. NAV CANADA a mis à contribution sa technologie intégrée de tours (NAVCANsuite), plus précisément son gestionnaire de fiches/données électroniques (NAVCANstrips) et son système de surveillance air et sol (NAVCANsitu), et a dirigé l'intégration des systèmes avec le processeur vidéo de Searidge Technologies et d'autres services numériques.

En août et septembre 2016, les groupes Opérations techniques et Développement des affaires ont donné, au CENTRE NAV, un cours de deux semaines sur les pratiques d'entretien du système de navigation aérienne à 25 représentants du Bureau de gestion du trafic aérien de la Chine. Cette activité faisait suite à une démonstration de cours faite en 2015 à Chengdu, en Chine.





NC

RA 2016

**Anne Esther Morin**  
Spécialiste, Bureau de service  
Siège social



NC

RA 2016

**Michael Jalouski**  
Spécialiste de l'information de vol  
FIC d'Edmonton

### *Gestion de l'information et productivité*

La Société continue à améliorer ses mesures de sécurité informatique. Des programmes de sensibilisation des employés ont été lancés pour réduire les incidents liés à la sécurité causés par l'erreur humaine en insistant sur la sécurité des mots de passe et la reconnaissance des tentatives d'hameçonnage.

La mise en œuvre de l'application novatrice d'exposé obligatoire se poursuit dans les tours et les centres d'information de vol. Un projet pilote concluant a également été réalisé dans les unités des Opérations techniques, et la mise en œuvre complète dans les centres de travail est en cours.

### *Orientation*

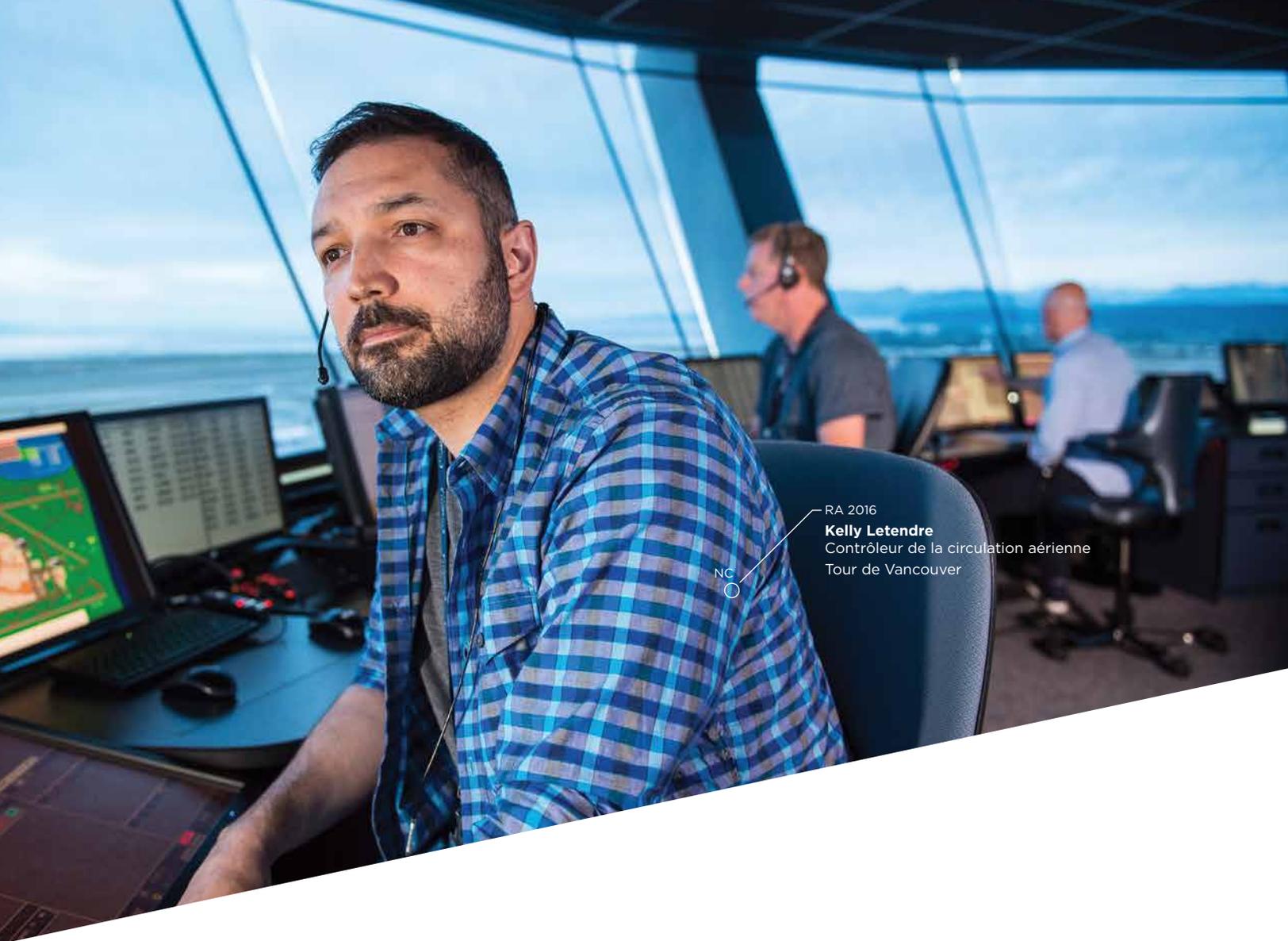
#### *Modernisation des aides à la navigation*

Un projet pluriannuel visant à réduire le réseau d'aides à la navigation au sol du pays a été lancé. Il met à profit les progrès de la navigation satellitaire et de l'avionique pour améliorer la sécurité et l'efficacité. Des consultations initiales auprès de Transports Canada et des parties prenantes de toutes les régions ont eu lieu en 2016. Les consultations auprès des clients et des parties prenantes se poursuivront en 2017 dans le cadre du processus officiel d'étude aéronautique.

### *Renouvellement des radars*

NAV CANADA exploite au pays 42 radars fournissant des données de surveillance pour les cibles primaires et secondaires. Ces radars ont plus de 30 ans et ont besoin d'une mise à niveau.

Les composants électroniques de 11 emplacements radar de surveillance terminal (Hamilton, Toronto, Calgary, Vancouver, Victoria, Edmonton, Winnipeg, Ottawa, Montréal, Mirabel et Halifax) et de l'aménagement d'essai radar d'Ottawa seront remplacés dans le cadre d'un projet pluriannuel.



RA 2016

**Kelly Letendre**

Contrôleur de la circulation aérienne  
Tour de Vancouver

### *Marketing et développement internationaux*

NAV CANADA continue ses travaux liés au projet d'architecture des nouvelles tours d'Enav dans le cadre duquel on installera NAVCANsuite dans six tours de contrôle en Italie.

### *Aireon*

En 2017, NAV CANADA mettra en œuvre les communications vocales par satellite (SATVOICE) pour appuyer Aireon en intégrant de nouvelles fonctions de communication sol-air et air-sol aux systèmes de communications vocales des ACC de Gander et d'Edmonton. Les contrôleurs pourront communiquer directement avec les aéronefs grâce aux SATVOICE à l'aide d'une interface qui leur permettra de

faire un appel en cliquant sur l'étiquette de l'aéronef dans leur affichage de surveillance.

### *Plans de ressources de l'entreprise et productivité de bureau*

La transition de l'actuel système de plans de ressources de l'entreprise à une nouvelle plateforme infonuagique appuiera le programme de transformation des Ressources humaines en améliorant la prestation des services et la productivité, en réduisant les activités de conformité et en diminuant les exigences et les coûts liés au soutien technologique.

La phase 1 (planification) a commencé au début de 2016-2017 et porte sur l'élaboration d'exigences, l'évaluation de systèmes et la planification du projet.

La phase 2 (mise en œuvre du système) commencera vers la fin de 2016-2017.

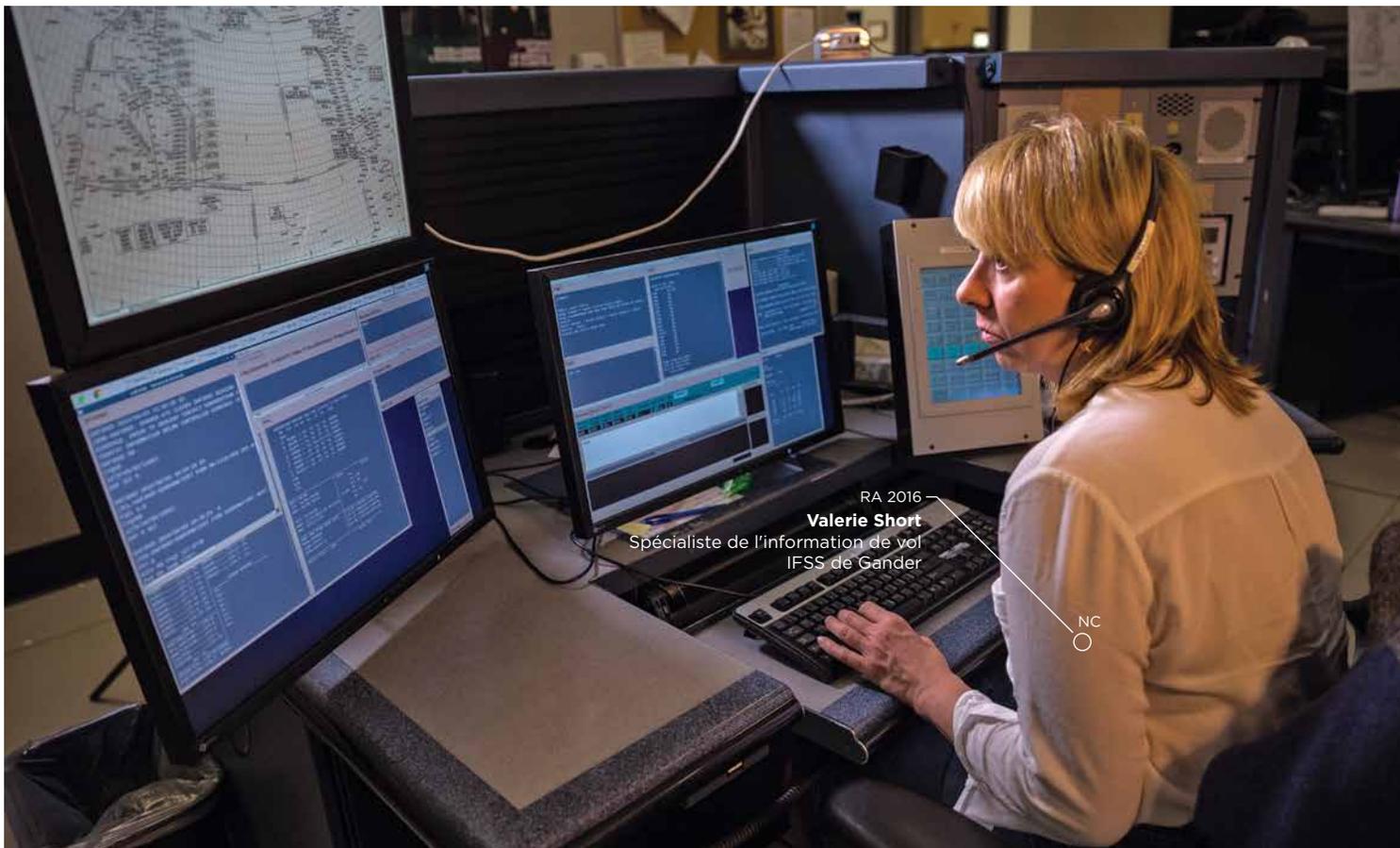
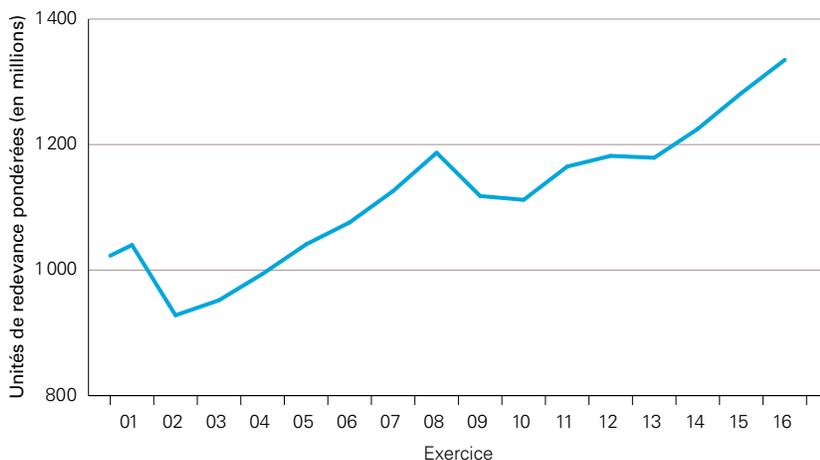
Une série de technologies et de services fondamentaux ont été établis en 2015-2016 en vue de l'intégration des capacités d'Office 365 et de solutions de productivité infonuagiques. La plateforme Office 365 modernisera l'expérience informatique pour les employés, offrira de nouvelles formes de collaboration au sein de la Société et de nouvelles méthodes d'accès mobile aux outils de productivité et à l'information, et jettera les bases des futures capacités informatiques de bureau et d'autres services infonuagiques.

# FINANCES

## Progrès

Les résultats pour l'exercice terminé le 31 août 2016 reflètent une croissance du trafic de 4,1 % par rapport à 2014-2015 et illustrent l'engagement soutenu de la Société envers le contrôle des coûts et des investissements stratégiques fructueux visant à fournir des SNA sécuritaires et efficaces.

**NAV CANADA**  
Volume de la circulation aérienne  
en unités de redevance pondérées

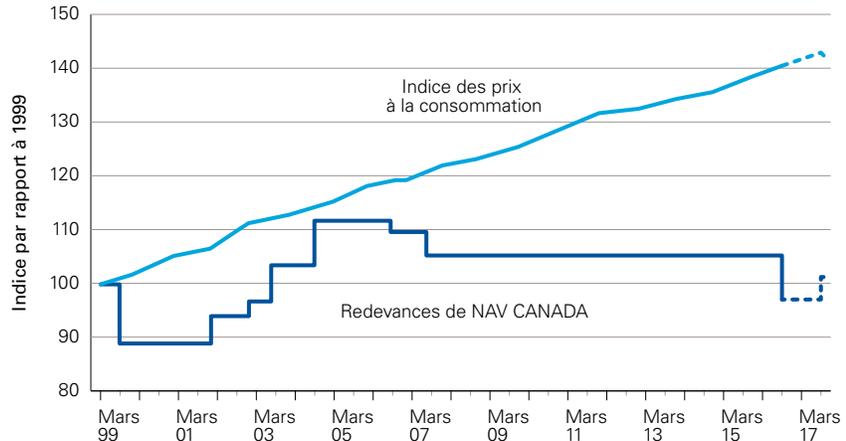


Cet excellent rendement a permis à la Société d'utiliser ses liquidités en 2015-2016 pour réduire les niveaux d'endettement de 225 millions \$, d'augmenter les investissements en immobilisations au cours de l'exercice 2016-2017 et de réduire les redevances facturées aux clients.

Le 18 juillet 2016, vu la vigueur du compte de stabilisation des tarifs et les perspectives financières positives pour 2016-2017, la Société a annoncé des redevances révisées : une réduction temporaire d'un an des tarifs et une révision des tarifs de base. Ces mesures sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

La réduction temporaire des tarifs vise les redevances pour tous les services en 2016-2017 – une réduction moyenne de 3,7 % par rapport aux tarifs de base de 2015-2016. La révision des tarifs de base vise à faire correspondre ceux-ci aux coûts, entraînant une réduction moyenne de 3,9 % sur une base continue par rapport aux tarifs de base de 2015-2016. Grâce à ces mesures, les clients devraient économiser environ 105 millions \$ en 2016-2017 et environ 56 millions \$ en 2017-2018, lorsque la réduction temporaire prendra fin.

### Variation des redevances de NAV CANADA <sup>(1)</sup> par rapport à l'indice des prix à la consommation <sup>(2)</sup>



<sup>(1)</sup> Variations moyennes depuis la mise en œuvre complète du système de redevances le 1<sup>er</sup> mars 1999.

<sup>(2)</sup> Indice des prix à la consommation – croissance présumée de 1,7 % en 2016 et par la suite.

### Cotes de solvabilité

Les notations et perspectives suivantes ont été attribuées aux titres d'emprunt de la Société :

Organisme	Créances prioritaires	Obligations générales	Perspective
DBRS Limited	AA	AA (faible)	Stable
Moody's Investors Service	Aa2	Aa2	Stable
Standard & Poor's	AA	AA-	Stable

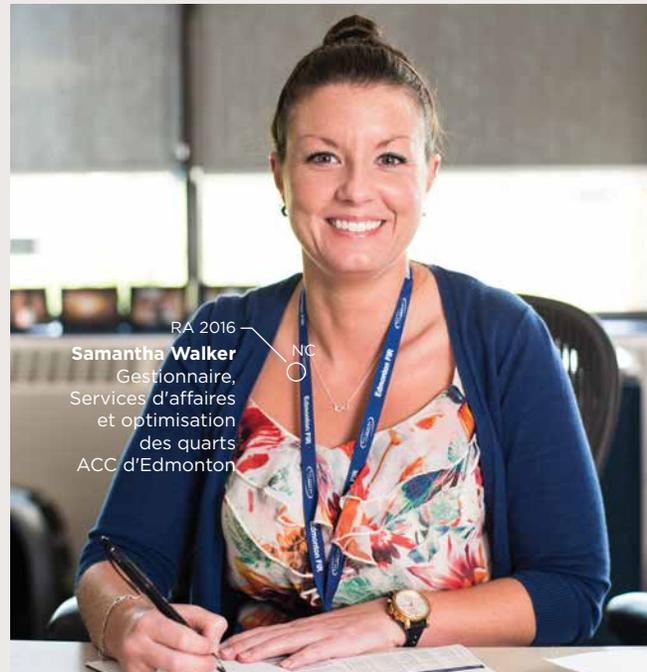




NC

RA 2016

**Mathieu Allain**  
Technologue en installation  
ACC de Moncton



RA 2016

NC

**Samantha Walker**  
Gestionnaire,  
Services d'affaires  
et optimisation  
des quarts  
ACC d'Edmonton

À la fin de 2015-2016, NAV CANADA avait investi au total 120 millions \$US sur l'engagement de 150 millions \$US pris envers la coentreprise Aireon. Les deux dernières phases d'investissement devraient avoir lieu avant la fin de 2017.

Le rendement des placements des actifs du Régime de retraite de NAV CANADA est demeuré robuste en 2015-2016, quoique plus volatile que l'exercice précédent en raison de l'incertitude des marchés mondiaux quant aux perspectives de croissance économique.

La Société a continué à respecter les exigences financières que lui impose le Bureau du surintendant des institutions financières, selon les dernières évaluations actuarielles déposées au 1<sup>er</sup> janvier 2016, qui indiquaient un déficit de solvabilité réglementaire de 306 millions \$.

Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices terminés les 31 août 2016 et 2015 sont les premiers à être préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). Auparavant, les états financiers consolidés annuels étaient préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (partie V). Les comparaisons pour 2014-2015 ont été redressées de manière à être conformes aux IFRS.

## Orientation

NAV CANADA continuera à mettre l'accent sur des initiatives visant à contrôler les coûts tout en maintenant les niveaux de sécurité et de service. Des investissements annoncés récemment dans la technologie et les aménagements permettront d'améliorer la prestation sécuritaire de nos services et d'optimiser les lieux de travail et le matériel. Toutefois, étant donné l'incertitude de la conjoncture politique et économique mondiale, nous surveillerons nos besoins financiers régulièrement pour nous adapter à l'évolution de la situation.





# NOS EMPLOYÉS

## HISSER L'ENGAGEMENT COMMUNAU- TAIRE AU PROCHAIN NIVEAU

Les employés de NAV CANADA vivent leurs valeurs au quotidien.

Au travail, ils assurent la sécurité de l'espace aérien et le mouvement efficace des aéronefs en collaboration avec leurs collègues, clients, partenaires et homologues d'autres fournisseurs de services de navigation aérienne.

Dans la communauté, ils se dévouent à améliorer le bien-être d'autrui en

appuyant des activités qui contribuent à renforcer et à enrichir les liens communautaires, culturels et environnementaux.

Ils donnent de leur temps et participent à de nombreuses activités variées, par exemple, entraîner des équipes sportives, courir, marcher ou faire du vélo pour diverses causes, promouvoir notre riche héritage culturel, protéger l'environnement et venir en aide aux personnes démunies.

Cette année encore, grâce au Programme de dons de la Société, les employés ont hissé la barre en conjuguant leurs efforts pour recueillir des fonds au profit de plusieurs organismes tels que Vols d'espoir, la Société canadienne de la sclérose en plaques et Habitat pour l'humanité; en appuyant des collectes de fonds telles qu'Agir pour le changement, qui vise à aider à mettre fin à l'itinérance

chez les jeunes, et le Cyclo-défi contre le cancer pour soutenir la recherche et les traitements; et en faisant des dons aux fondations des hôpitaux locaux et aux programmes destinés aux enfants et aux jeunes.

En demeurant en contact étroit avec les personnes dans leurs communautés et en comprenant les défis auxquels elles sont confrontées, nos employés font preuve d'une grande compassion, d'une bonté inépuisable et d'une farouche détermination à respecter leur engagement à venir en aide à autrui.

C'est avec beaucoup de fierté que nous soulignons leur contribution exceptionnelle aux activités de collecte de fonds. Nous honorons leurs extraordinaires gestes de don et de bénévolat et leur leadership dans l'établissement de nouveaux sommets de générosité et de bonté chaque année.



## PRIX DU PRÉSIDENT POUR RÉALISATIONS EXCEPTIONNELLES

Le Prix du président pour réalisations exceptionnelles vise à reconnaître un employé ou un groupe d'employés qui a apporté une contribution exceptionnelle à NAV CANADA par sa quête incessante d'excellence.

### *Lauréats individuels*

Jeff Cochrane  
 Directeur, Navigation et espace aérien  
 Siège social

Simon Robert  
 Directeur, Gestion de portefeuilles  
 et prestation de solutions  
 Siège social

### *Équipe lauréate – Station d'information de vol de La Ronge*

Dan Boyer  
 Kevin Graves  
 John Guy Kunnumpuram  
 Michael Heyhurst  
 Bill Howe  
 Kayli Mayo  
 Murray Robinson  
 Graham Toering  
 Melissa Toering

### *Équipe lauréate – Projet de refonte du MANOPS*

#### **Communications, affaires publiques et services de traduction**

Isabelle Guilbault  
 Tiffany Holland  
 France Pachebat

#### **Exploitation**

Jonathan Burgoyne  
 Tom Cooper  
 Melissa Coulter  
 Terry Cruse

Jeff Dawson  
 Claude Fortier  
 Sonia Gagné  
 Brad Hiscock  
 Derek Hudson  
 Scott Hunter  
 Neil Kirkwood  
 Elizabeth Kwong  
 Tracy Lager  
 Mark Leblanc  
 Sylvie Lemay  
 Alain Lemery  
 Todd Lewis  
 David Loubier  
 Gary Mac Adam  
 Sean McElroy  
 John Nickolchuk  
 Sophie Noël  
 Isabelle Richer  
 Michael Ross  
 Geneviève St-Pierre  
 Mike Strang  
 Dan Walker  
 Catherine Weaver

# LAURÉATS NATIONAUX DE 2016



## PRIX D'EXCELLENCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

Le Prix d'excellence du président du Conseil rend hommage aux employés qui se sont distingués par leur contribution exceptionnelle au travail ou dans la communauté.

### Sécurité

#### *Lauréats individuels*

Jim Daher  
Gestionnaire de quart  
ACC de Winnipeg

Roger Morrell  
Contrôleur de la circulation aérienne  
ACC de Toronto

#### *Équipe lauréate – Guide de phraséologie VFR*

#### **Communications, affaires publiques et services de traduction**

André Bérubé  
Gestionnaire, Services de traduction et de terminologie  
Siège social

Bénédicte Latimer  
Spécialiste des communications  
Siège social

### Bureau de la sécurité et de la qualité

James Carr  
Gestionnaire, Performances humaines  
Siège social

### Prestation des services

Remington Danford  
Analyste de l'information opérationnelle  
Siège social

### Ressources humaines

Bob Miller  
Gestionnaire d'emplacement,  
Tour de Springbank, FSS de Lethbridge et FSS de Medicine Hat  
Tour de Springbank

Cindy Westphal  
Gestionnaire, Assurance de la qualité, Projets et perfectionnement des employés  
ACC de Winnipeg

### Rendement

Charles Daigle  
Spécialiste en entretien électronique  
ACC de Moncton

### Service à la clientèle

#### *Lauréat individuel*

Allen Mitchell  
Coordonnateur des systèmes de données (retraité)  
ACC de Moncton

#### *Équipe lauréate – Projet de l'espace aérien de Tofino*

Matthew Collishaw  
Chef de projet, Ingénierie  
ACC de Vancouver

Brent Dowding  
Technologue en installation  
ACC de Vancouver

Kent Fulton  
Surveillant d'équipe, Ingénierie régionale  
ACC de Vancouver

Pawel Kisielewski  
Chef de projet, Ingénierie  
ACC de Vancouver

Chris Stauble  
Technologue en installation  
ACC de Vancouver

### Technologie

#### *Lauréats individuels*

Mark Libant  
Gestionnaire, Automatisation des services d'information de vol  
CST, Ottawa

Kim Stolpmann  
Spécialiste, Soutien opérationnel aux services de vol  
CST, Ottawa

#### *Équipe lauréate – Centrale d'alimentation à double redondance*

Jeff Barry  
Gestionnaire de projet, Services d'électricité  
Siège social

Matthew Nych  
Gestionnaire, Ingénierie des systèmes d'alimentation électrique  
Siège social

### Service à la communauté

Garry Doering  
Contrôleur de la circulation aérienne  
SNA de Whitehorse

Marc Lacroix  
Gestionnaire, Opérations techniques  
FIR de Montréal



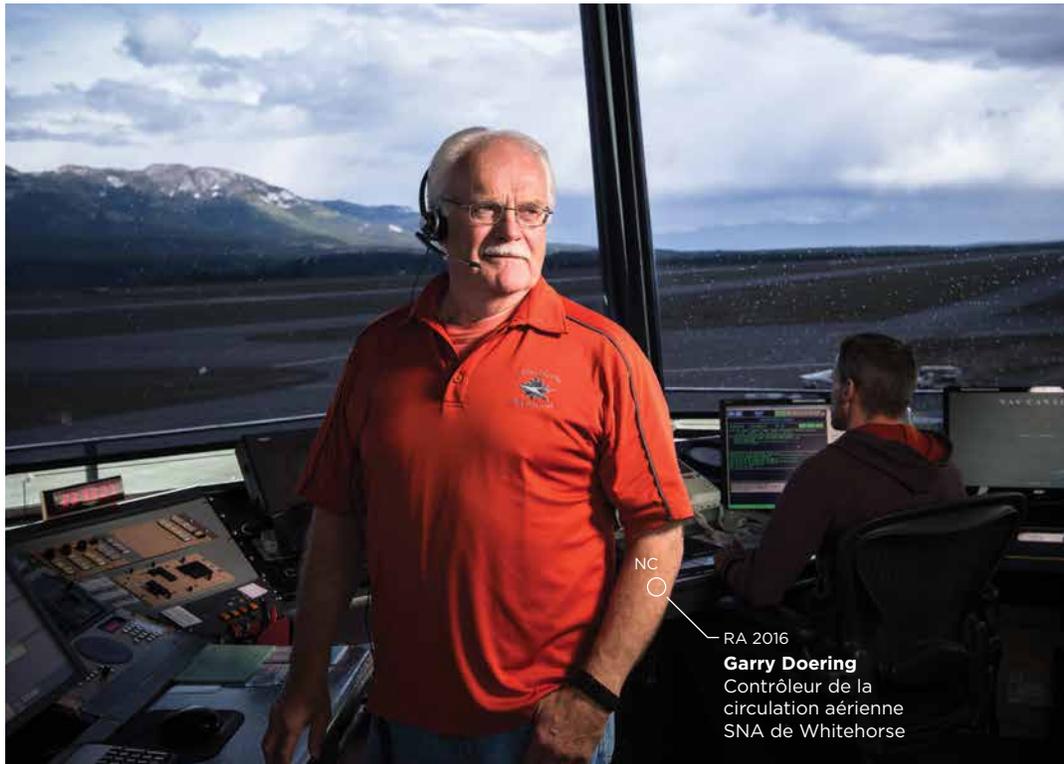
# GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

NC

RA 2016

**Sally Hung**

Contrôleure de la circulation aérienne  
ACC de Vancouver



NC

RA 2016  
**Garry Doering**  
 Contrôleur de la  
 circulation aérienne  
 SNA de Whitehorse

## STRUCTURE ET COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'approche générale de gouvernance d'entreprise de la Société est conforme aux pratiques exemplaires et suit les exigences en constante évolution, notamment celles prévues par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Le Conseil comprend 15 membres, qui doivent tous être citoyens canadiens. L'un d'eux, le président et chef de la direction, est employé de la Société. Tous les autres sont « indépendants », aux termes du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (NI 52-110).

NAV CANADA est le résultat d'un consensus unique parmi les principales parties prenantes du système de navigation aérienne, en l'occurrence le gouvernement du Canada, les transporteurs aériens commerciaux, l'aviation générale et ses employés syndiqués. La structure

de sa gouvernance d'entreprise en est d'ailleurs la preuve. Ces quatre parties prenantes sont membres de la Société, et celle-ci comprend également un membre administrateur.

Le Conseil d'administration ainsi constitué permet la représentation des intérêts de toutes les parties prenantes, sans qu'aucune ne domine. Les comités du Conseil sont constitués de façon similaire à l'exception du Comité des ressources humaines et de la rémunération. Les cinq membres élisent les administrateurs comme suit :

Membre	Nombre d'administrateurs élus
Gouvernement du Canada	3
Transporteurs aériens commerciaux	4
Aviation générale	1
Syndicats	2
Administrateurs	4

Le Conseil s'acquitte de ses responsabilités, directement ou par l'intermédiaire de comités. Il se réunit cinq fois par année et peut convoquer des réunions extraordinaires si les circonstances l'exigent. Le règlement de la Société exclut du poste d'administrateur

les députés fédéraux, provinciaux ou territoriaux, les employés des administrations fédérale, provinciales ou territoriales et les administrateurs ou employés de toute entreprise ayant un intérêt important à titre de fournisseur, de client ou d'utilisateur du système de navigation aérienne. Chaque administrateur et chaque dirigeant de la Société doit signer et respecter le *Code de conduite et lignes directrices concernant les conflits d'intérêts*.

## ADMINISTRATEURS

Les administrateurs sont élus pour des mandats ne dépassant pas trois ans. Les mandats prennent fin à l'assemblée générale annuelle de la Société. Aucun administrateur, sauf le président et chef de la direction, ne peut exercer les fonctions d'administrateur durant plus de 12 ans au total. Le tableau suivant donne des renseignements sur les administrateurs actuels, y compris sur leur participation aux comités et leur présence aux réunions pendant l'exercice ayant pris fin le 31 août 2016.



### Marc Courtois

ADMINISTRATEUR;  
PRÉSIDENT DU CONSEIL

Québec, Canada

Élu par : le Conseil d'administration

En fonction depuis : le 16 février 2012

Fin du mandat actuel : 2018

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité de l'audit et des finances*	5/5
Comité de la gouvernance d'entreprise	3/3
Comité des redevances*	3/3
Comité des ressources humaines et de la rémunération*	10/10
Comité des pensions*	4/5
Comité de la sécurité	4/4

\*membre d'office

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Administrateur de sociétés



### Edward M. Barrett

ADMINISTRATEUR; PRÉSIDENT  
DU COMITÉ DES REDEVANCES

Nouveau-Brunswick, Canada

Élu par : le Conseil d'administration

En fonction depuis : le 7 février 2013

Fin du mandat actuel : 2019

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité de la gouvernance d'entreprise	3/3
Comité des redevances	3/3
Comité des ressources humaines et de la rémunération	10/10
Comité des pensions	5/5

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Co-président et chef de la direction de Barrett Corporation depuis 1996



### Mary-Ann Bell

ADMINISTRATRICE

Québec, Canada

Élue par : le gouvernement du Canada

En fonction depuis : le 30 mai 2014

Fin du mandat actuel : 2017

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité des redevances	3/3
Comité des ressources humaines et de la rémunération	10/10
Comité de la sécurité	4/4

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Administratrice de sociétés. De 2009 à 2014, première vice-présidente, Québec et Ontario, Bell Aliant Communications régionales.



### Jean Côté

ADMINISTRATEUR

Québec, Canada

Élu par : les transporteurs aériens commerciaux

En fonction depuis : le 14 janvier 2015

Fin du mandat actuel : 2018

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité de l'audit et des finances	5/5
Comité des pensions	5/5

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Administrateur de sociétés. Avant janvier 2015, vice-président, Opérations commerciales, Air Transat.



### Robert J. Davis

ADMINISTRATEUR; PRÉSIDENT  
DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ

Ontario, Canada

Élu par : les transporteurs aériens commerciaux

En fonction depuis : le 8 avril 2009

Fin du mandat actuel : 2018

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité de l'audit et des finances	5/5
Comité de la sécurité	4/4

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Administrateur de sociétés



### Michael DiLollo

ADMINISTRATEUR

Ontario, Canada

Élu par : les transporteurs aériens commerciaux

En fonction depuis : le 7 février 2013

Fin du mandat actuel : 2019

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité de l'audit et des finances	5/5
Comité des redevances	3/3

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Président et chef de la direction de Caribbean Airlines du 21 mai 2014 au 28 octobre 2015. De janvier à octobre 2012, vice-président des opérations aériennes du groupe Medatlantica. De 2009 à 2011, président, Transat Tours Canada.



### Bonnie DuPont

ADMINISTRATRICE; PRÉSIDENTE DU  
COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES  
ET DE LA RÉMUNÉRATION

Alberta, Canada

Élue par : le Conseil d'administration

En fonction depuis : le 7 février 2013

Fin du mandat actuel : 2019

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité de la gouvernance d'entreprise	3/3
Comité des ressources humaines et de la rémunération	10/10

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Administratrice de sociétés



### Linda Hohol

ADMINISTRATRICE; PRÉSIDENTE DU  
COMITÉ DE L'AUDIT ET DES FINANCES

Alberta, Canada

Élue par : le Conseil d'administration

En fonction depuis : le 16 février 2012

Fin du mandat actuel : 2018

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité de l'audit et des finances	5/5
Comité des redevances	3/3
Comité des pensions	5/5

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Administratrice de sociétés



### Arthur J. LaFlamme

ADMINISTRATEUR

Ontario, Canada

Élu par : l'aviation générale

En fonction depuis : le 16 février 2012

Fin du mandat actuel : 2018

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité des ressources humaines et de la rémunération	10/10
Comité de la sécurité	4/4

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Administrateur de sociétés



### Robert Reid

ADMINISTRATEUR; PRÉSIDENT DU COMITÉ  
DE LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Ontario, Canada

Élu par : les transporteurs aériens commerciaux

En fonction depuis : le 8 avril 2009

Fin du mandat actuel : 2018

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité de la gouvernance d'entreprise	3/3
Comité des ressources humaines et de la rémunération	10/10

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Administrateur de sociétés



### Michelle Savoy

ADMINISTRATRICE

Ontario, Canada

Élue par : le gouvernement du Canada

En fonction depuis : le 15 décembre 2015

Fin du mandat actuel : 2018

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	6/6
Comité de la gouvernance d'entreprise	1/1
Comité des pensions	2/3

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Administratrice de sociétés



### Umar Sheikh

ADMINISTRATEUR

Colombie-Britannique, Canada

Élu par : les syndicats

En fonction depuis : le 13 janvier 2016

Fin du mandat actuel : 2019

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	5/5
Comité de l'audit et des finances	2/2
Comité de la sécurité	2/2

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Avocat en chef et directeur des Services juridiques, British Columbia Nurses' Union



### Scott Sweatman

ADMINISTRATEUR; PRÉSIDENT  
DU COMITÉ DES PENSIONS

Colombie-Britannique, Canada

Élu par : les syndicats

En fonction depuis : le 8 avril 2010

Fin du mandat actuel : 2019

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	9/9
Comité de la gouvernance d'entreprise	3/3
Comité des redevances*	3/3
Comité des pensions	5/5

\*M. Sweatman s'est joint au Comité des redevances le  
13 janvier 2016.

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Partenaire chez Dentons Canada s.r.l. De février 2010 à mars 2013,  
partenaire chez Spectrum HR Law s.r.l.



### Louise Tardif

ADMINISTRATRICE

Ontario, Canada

Élue par : le gouvernement du Canada

En fonction depuis : le 29 avril 2016

Fin du mandat actuel : 2019

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	2/2
Comité de l'audit et des finances	1/1
Comité des pensions	1/1

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Administratrice de sociétés



### Neil R. Wilson

ADMINISTRATEUR

Ontario, Canada

En fonction depuis : le 1<sup>er</sup> janvier 2016

Fin du mandat actuel : s.o.

#### Présence aux réunions/participation aux comités

Conseil d'administration	6/6
Comité des pensions	4/4
Comité de la sécurité	3/3

Principale occupation au cours des cinq dernières années :  
Président et chef de la direction de la Société depuis le 1<sup>er</sup> janvier  
2016. Du 1<sup>er</sup> décembre 2012 au 31 décembre 2015, vice-président  
directeur, Administration, et avocat en chef de la Société. Du  
15 juillet 2002 au 30 novembre 2012, vice-président, avocat en  
chef et secrétaire général de la Société.

## DIVERSITÉ DES GENRES

La Société et le Conseil d'administration reconnaissent l'importance de la diversité, notamment de la diversité des genres, dans le choix des administrateurs et des hauts dirigeants et ils sont d'avis que la diversité permet de multiplier les points de vue et d'enrichir les discussions au sein de la Société et du Conseil d'administration et, finalement, d'améliorer le rendement.

Bien qu'aucun objectif n'ait été établi en ce qui a trait à la représentation des femmes au sein du Conseil ou parmi les hauts dirigeants, la Société a adopté la Politique sur l'équité et la diversité en matière d'emploi qui s'applique à

l'embauche et à la promotion des hauts dirigeants. En vertu de cette politique, les pratiques d'embauche de la Société doivent refléter autant que possible la diversité de la population active canadienne, accroître la représentation des groupes désignés et intégrer des éléments de la diversité dans les pratiques commerciales de la Société.

Les deux tiers des membres du Conseil sont élus par les parties prenantes membres de la Société et, alors que le Conseil ne peut leur imposer ses exigences, le Comité de la gouvernance d'entreprise du Conseil examine régulièrement les exigences relatives à l'expérience, aux compétences et aux attributs, y compris le genre, pour pourvoir aux postes vacants du Conseil, et il communique ces exigences aux parties

prenantes afin qu'elles en tiennent compte lors de l'élection des administrateurs. De la même façon, le Comité de la gouvernance d'entreprise détermine les compétences et les attributs recherchés, y compris le genre, pour faire en sorte que l'expérience et les compétences des administrateurs élus par le Conseil soient complémentaires.

Actuellement, un tiers (33 %) des membres du Conseil sont des femmes et ces dernières représentent 100 % des administrateurs élus par le gouvernement et 50 % de ceux élus par le Conseil. Trois femmes siègent au Comité exécutif de gestion de la Société et 27 % des membres de la haute direction (définis comme des personnes qui assument des fonctions d'élaboration de politiques) sont des femmes.

## COMITÉS DU CONSEIL

Le Conseil d'administration compte six comités, lesquels sont décrits ci-dessous, qui ne prennent aucune mesure ni aucune décision au nom du Conseil à moins d'en avoir expressément le mandat.

Comité de l'audit et des finances		
Mandat	Nombre de réunions tenues durant l'exercice	Membres actuels
Le Comité de l'audit et des finances aide le Conseil à s'acquitter de ses fonctions de surveillance relatives aux obligations de la Société en matière de rapports financiers et de communication de l'information financière, ce qui comprend l'examen des états financiers annuels et intermédiaires, la vérification de l'intégrité des contrôles internes et des rapports financiers de la Société, la surveillance de la fonction d'audit interne de la Société, la vérification de la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, ainsi que l'examen des compétences, de l'indépendance et du rendement des experts-comptables de la Société. De plus, le Comité assure la surveillance des questions de trésorerie, et passe en revue et recommande au Conseil toutes les opérations de gestion des risques financiers ou de financement proposées par la direction. Il assure également la surveillance des stratégies de cybersécurité de la Société ainsi que leur mise en œuvre en ce qui a trait aux systèmes de l'entreprise.	Cinq	Linda Hohol, présidente Jean Coté Robert Davis Michael DiLollo Umar Sheikh Louise Tardif

### Comité de la gouvernance d'entreprise

Mandat	Nombre de réunions tenues durant l'exercice	Membres actuels
Le Comité de la gouvernance d'entreprise élabore les politiques générales de gouvernance pour veiller à ce que la Société dispose de mécanismes de gouvernance efficaces qui ajoutent de la valeur à son activité et l'aident à atteindre ses objectifs.	Trois	Robert Reid, président Edward Barrett Marc Courtois Bonnie DuPont Michelle Savoy Scott Sweatman

### Comité des redevances

Mandat	Nombre de réunions tenues durant l'exercice	Membres actuels
Le Comité des redevances aide le Conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités en établissant ou en révisant les redevances de la Société.	Trois	Edward Barrett, président Mary-Ann Bell Michael DiLollo Linda Hohol Scott Sweatman

### Comité des ressources humaines et de la rémunération

Mandat	Nombre de réunions tenues durant l'exercice	Membres actuels
Le Comité des ressources humaines et de la rémunération assure une surveillance afin de garantir un leadership de haute qualité au sein de NAV CANADA, des relations de travail et avec les employés qui favorisent un climat de travail productif et épanouissant, et une souplesse et une productivité constantes dans l'ensemble de la Société. En outre, le Comité s'assure que les plans et les programmes de ressources humaines sont conformes aux valeurs et aux principes de la Société dans ce domaine.	Dix	Bonnie DuPont, présidente Edward Barrett Mary-Ann Bell Arthur LaFlamme Robert Reid

### Comité des pensions

Mandat	Nombre de réunions tenues durant l'exercice	Membres actuels
Le Comité des pensions surveille la gestion du placement des actifs et l'administration des régimes de retraite de la Société, qui comprennent deux régimes enregistrés de retraite et des mécanismes de prestations supplémentaires. À l'invitation du président, un membre observateur, nommé par les syndicats des employés, assiste aux réunions.	Cinq	Scott Sweatman, président Edward Barrett Jean Coté Linda Hohol Michelle Savoy Louise Tardif Neil Wilson Peter Duffey, observateur

### Comité de la sécurité

Mandat	Nombre de réunions tenues durant l'exercice	Membres actuels
Le Comité de la sécurité surveille la sécurité des produits et des services de navigation aérienne de la Société, essentiellement en contrôlant l'intégrité et l'efficacité de ses politiques de gestion des risques. Il assure également la surveillance des stratégies de cybersécurité de la Société ainsi que leur mise en œuvre en ce qui a trait aux aménagements et aux systèmes d'exploitation de l'entreprise.	Quatre	Robert Davis, président Mary-Ann Bell Marc Courtois Arthur LaFlamme Umar Sheikh Neil Wilson

## RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Le règlement de la Société prévoit qu'une rémunération raisonnable sera versée aux administrateurs (autres que le président et chef de la direction) pour leur présence et leur participation aux réunions du Conseil et des comités, tel qu'il aura été déterminé par résolution du Conseil. Les membres du Conseil reçoivent des honoraires annuels, des jetons de présence aux réunions et une allocation de déplacement, et ont la possibilité de participer à un programme d'évaluation médicale pour les hauts dirigeants, lequel constitue un avantage imposable. Les membres du Conseil ont aussi droit à une allocation quotidienne pour les activités professionnelles qu'ils exercent au nom du Conseil (autres que leur participation à des séminaires, à des réunions d'associations professionnelles ou à de la formation, et que leurs activités de préparation aux réunions du Conseil ou des comités). La rémunération des administrateurs est revue tous les deux ans. Le 1<sup>er</sup> septembre 2015, les honoraires annuels des membres du Conseil sont passés à 56 000 \$ et ceux du président du Conseil, à 182 750 \$. Aucun autre changement dans la rémunération des administrateurs n'a été apporté depuis le 21 octobre 2010.

<b>Honoraires des membres du Conseil d'administration</b>	
	<b>En vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2015</b>
Honoraires annuels	56 000 \$
Jetons de présence aux réunions du Conseil d'administration	1 500
Jetons de participation aux téléconférences du Conseil d'administration	
> pour les téléconférences de plus d'une heure	1 000
> pour les téléconférences de moins d'une heure	500
Allocation de déplacement (s'il est nécessaire de se déplacer entre deux provinces non adjacentes pour assister aux réunions du Conseil ou des comités)	1 500
Allocation quotidienne <sup>(1)</sup>	
> une journée	1 250
> une demi-journée	750
<b>Honoraires des membres des comités</b>	
Honoraires annuels versés aux membres des comités pour chaque comité	4 000 \$
Honoraires annuels versés aux membres du Comité de l'audit et des finances	5 000
Honoraires annuels versés au président du Comité de l'audit et des finances	15 000
Honoraires annuels versés au président du Comité des ressources humaines et de la rémunération	10 000
Honoraires annuels versés aux présidents des autres comités	7 500
Jetons de présence aux réunions des comités	1 500
Jetons de participation aux téléconférences des comités	
> pour les téléconférences de plus d'une heure	1 000
> pour les téléconférences de moins d'une heure	500
<b>Autre</b>	
Honoraires annuels versés au président du Conseil <sup>(2)</sup>	182 750 \$

<sup>(1)</sup> L'allocation quotidienne est versée aux administrateurs pour les activités professionnelles qu'ils exercent au nom du Conseil. Elle n'inclut pas leur participation à des séminaires, à des réunions d'associations professionnelles ou à de la formation, ni leurs activités de préparation aux réunions du Conseil ou des comités.

<sup>(2)</sup> Le président du Conseil d'administration ne reçoit ni rétribution ni honoraires supplémentaires pour assister aux réunions, mais il a droit à l'allocation de déplacement.



### Rémunération des administrateurs pour l'exercice 2015-2016

Nom	Honoraires touchés	Toutes les autres rémunérations <sup>(10)</sup>	Total
Edward Barrett	115 250 \$	12 000 \$	127 250 \$
Mary-Ann Bell	104 500 \$	1 500 \$	106 000 \$
Jean Coté	91 500 \$	1 500 \$	93 000 \$
Marc Courtois <sup>(1)</sup>	182 750 \$	1 500 \$	184 250 \$
John Crichton <sup>(2)</sup>	–	–	–
Robert Davis	98 000 \$	1 500 \$	99 500 \$
Michael DiLollo	90 500 \$	4 500 \$	95 000 \$
Bonnie DuPont	103 500 \$	13 250 \$	116 750 \$
Gary Fane <sup>(3)</sup>	39 375 \$	3 000 \$	42 375 \$
James Gouk <sup>(4)</sup>	25 500 \$	3 000 \$	28 500 \$
Linda Hohol	116 000 \$	9 000 \$	125 000 \$
Arthur LaFlamme	95 000 \$	1 500 \$	96 500 \$
Fred Peters <sup>(5)</sup>	70 250 \$	1 500 \$	71 750 \$
Robert Reid	101 000 \$	2 750 \$	103 750 \$
Michelle Savoy <sup>(6)</sup>	55 538 \$	1 500 \$	57 038 \$
Umar Sheikh <sup>(7)</sup>	53 393 \$	3 000 \$	56 393 \$
Scott Sweatman	102 500 \$	7 500 \$	110 000 \$
Louise Tardif <sup>(8)</sup>	27 079 \$	–	27 079 \$
Neil Wilson <sup>(9)</sup>	–	–	–

<sup>(1)</sup> M. Courtois reçoit les honoraires annuels réservés au président du Conseil et ne reçoit pas de jetons de présence aux réunions. Il a toutefois droit à l'allocation de déplacement.

<sup>(2)</sup> En qualité d'ancien président et chef de la direction, M. Crichton n'a pas reçu d'honoraires, de jetons de présence et d'allocations. M. Crichton a pris sa retraite le 31 décembre 2015.

<sup>(3)</sup> M. Fane a quitté le Conseil le 13 janvier 2016.

<sup>(4)</sup> M. Gouk s'est retiré du Conseil le 24 novembre 2015.

<sup>(5)</sup> M. Peters a quitté le Conseil le 30 avril 2016.

<sup>(6)</sup> M<sup>me</sup> Savoy s'est jointe au Conseil le 15 décembre 2015.

<sup>(7)</sup> M. Sheikh s'est joint au Conseil le 14 janvier 2016.

<sup>(8)</sup> M<sup>me</sup> Tardif s'est jointe au Conseil le 29 avril 2016.

<sup>(9)</sup> En qualité de président et chef de la direction, M. Wilson ne reçoit pas d'honoraires, de jetons de présence et d'allocations. M. Wilson est devenu président et chef de la direction le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

<sup>(10)</sup> Comprend l'allocation de déplacement versée aux administrateurs qui doivent se déplacer entre deux provinces non adjacentes pour assister aux réunions, ainsi que l'allocation quotidienne versée aux administrateurs pour les activités professionnelles qu'ils exercent au nom du Conseil d'administration. Cette allocation n'inclut pas leur participation à des séminaires, à des réunions d'associations professionnelles ou à de la formation, ni leurs activités de préparation aux réunions du Conseil ou des comités.

## RÉMUNÉRATION DES HAUTS DIRIGEANTS

Le système de rémunération des hauts dirigeants de NAV CANADA (ou régime de rémunération globale) comprend les composants suivants :

- > un salaire de base;
- > une prime d'encouragement monétaire annuelle;
- > une prime d'encouragement monétaire à long terme;
- > un régime de retraite;
- > des avantages sociaux et des avantages indirects.

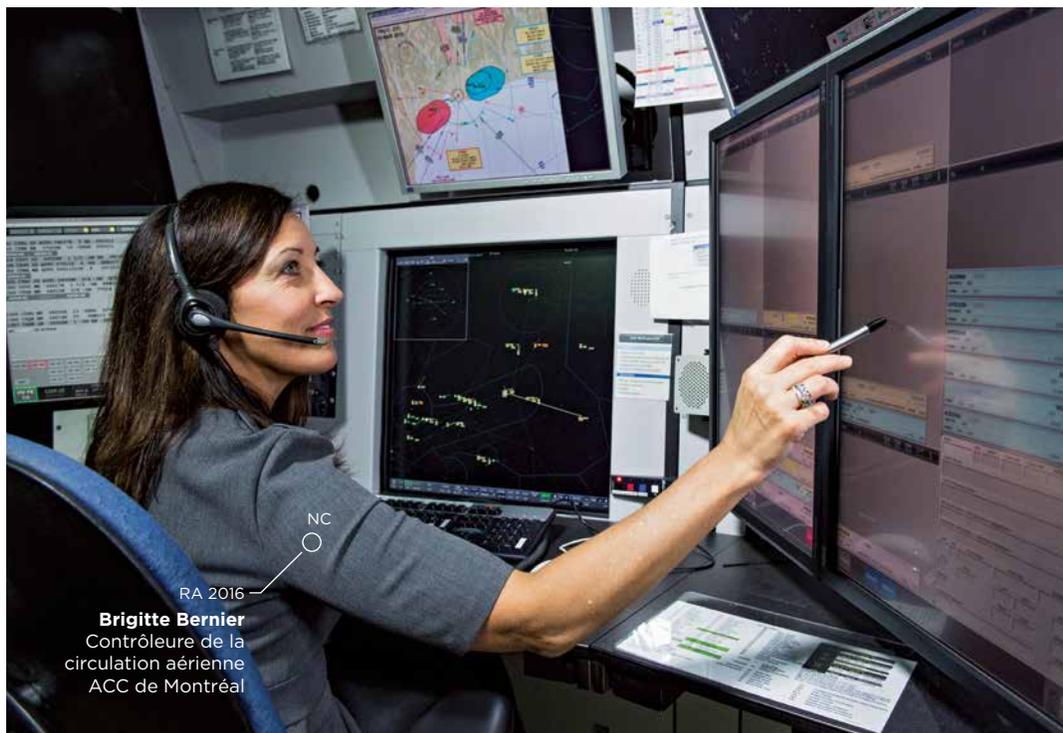
La rémunération des hauts dirigeants autres que le président et chef de la direction est recommandée par le président et chef de la direction et examinée et approuvée par le Comité des ressources humaines et de la rémunération (ci-après appelé « le Comité »). La rémunération du président et chef de la direction est examinée et approuvée par le Comité. Les salaires de base des hauts dirigeants, incluant celui du président et chef de la direction, sont établis sur une base concurrentielle en fonction de données comparatives du marché et des niveaux de rendement personnel et d'expérience. Les niveaux de salaires sont déterminés selon un certain nombre de facteurs, dont le rendement, les responsabilités et l'expérience de l'employé. Tous les hauts dirigeants reçoivent un salaire de base, à l'exception du vice-président et chef de la direction des technologies, qui reçoit une allocation quotidienne pour les jours travaillés. Les salaires de base sont revus annuellement par le Comité.

Salaires de base des cinq hauts dirigeants les mieux rémunérés – 2015-2016 :

Nom et poste	Salaire annuel de base
Neil R. Wilson, président et chef de la direction	525 000 \$ <sup>(1)</sup>
Sidney Koslow, vice-président et chef de la direction des technologies	416 209 \$
Brian K. Aitken, vice-président directeur, Finances, et chef de la direction financière	349 860 \$
Rudy Kellar, vice-président directeur, Prestation des services	319 362 \$
Raymond Bohn, vice-président principal, Ressources humaines	300 000 \$ <sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> Salaire annuel de M. Wilson à titre de président et chef de la direction à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2015, le salaire annuel de M. Wilson à titre de vice-président directeur, Administration, et avocat en chef, était de 322 524 \$.

<sup>(2)</sup> Salaire annuel de M. Bohn à titre de vice-président principal, Ressources humaines, à compter du 13 janvier 2016. Du 1<sup>er</sup> septembre 2015 au 12 janvier 2016, le salaire annuel de M. Bohn à titre de vice-président, Recettes et administration des pensions, était de 254 800 \$.



## ÉTHIQUE COMMERCIALE

NAV CANADA a un document appelé *Code de conduite et lignes directrices concernant les conflits d'intérêts* à l'intention des administrateurs et des dirigeants, qui régit la conduite de ces derniers, et la divulgation et l'évitement de conflits d'intérêts. La divulgation est mise à jour tous les ans, ou plus fréquemment au besoin. Tous les administrateurs et les dirigeants de la Société ont signé une déclaration à ce sujet. Durant l'exercice 2015-2016, le Conseil d'administration n'a eu à intervenir à l'égard d'aucun administrateur ou dirigeant en vertu de ce document.

NAV CANADA a adopté en outre un *Code de conduite* qui s'applique à l'ensemble des administrateurs, des dirigeants et des employés de la Société. Le *Code de conduite et lignes directrices concernant les conflits d'intérêts* ainsi que le *Code de conduite* sont disponibles sur le site Web de la Société et sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Le Comité de la gouvernance d'entreprise est tenu de passer en revue, de concert avec le Conseil et la direction, les résultats d'un examen annuel de conformité au *Code de conduite et lignes directrices concernant les conflits d'intérêts* à l'intention des administrateurs et des dirigeants.

Un administrateur ou haut dirigeant qui assume les fonctions d'administrateur, de dirigeant ou de dirigeant élu d'une autre entité ou qui est l'associé ou l'employé d'une autre entité qui pourrait entrer en conflit avec son devoir ou son intérêt à l'égard de la Société doit le déclarer par écrit à la Société. Aucun administrateur ou dirigeant se trouvant dans une telle situation ne peut participer à l'examen de contrats et transactions dans lesquels cette autre entité possède un intérêt.

Le *Code de conduite*, qui s'applique à tous les employés, administrateurs et dirigeants de la Société, est revu et approuvé par le Conseil d'administration et est conforme aux exigences de l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance*. Le Conseil s'engage à apporter le plus haut degré d'honnêteté, d'intégrité et d'éthique aux activités et relations d'affaires de la Société. Cet engagement se reflète dans la vision et dans les valeurs de NAV CANADA, ainsi que dans tous ses rapports avec ses employés, clients, agents négociateurs, fournisseurs et autres parties prenantes. Le *Code de conduite* décrit comment la Société met cet engagement en pratique dans ses activités quotidiennes.

Le *Code de conduite* ne constitue pas simplement une liste de règles. Il vise à aider les employés, les administrateurs et les dirigeants à maintenir, en matière de comportement éthique, les normes très élevées que l'on s'attend à trouver dans une entreprise chargée de veiller à la sécurité du public. Dans tout le *Code de conduite*, les employés, les administrateurs et les dirigeants sont orientés vers les mécanismes d'examen et de recours internes de la Société disponibles pour les aider à réagir dans des cas précis et dans l'éventualité d'une infraction. Entre autres mécanismes d'examen et de recours internes, notons le Mode de règlement extrajudiciaire des conflits de NAV CANADA, la Politique sur les mesures d'adaptation du milieu de travail de NAV CANADA, la Procédure interne de règlement des plaintes en matière de langues officielles de NAV CANADA, les processus de présentation d'un grief accessibles aux employés syndiqués, ainsi que le Processus de règlement interne des plaintes de NAV CANADA.

La Société a des politiques et des processus en place sur la dénonciation. Le système de dénonciation de NAV CANADA, appelé SENTINELLE, prévoit des procédures pour recevoir,

conserver et traiter les plaintes reçues concernant la comptabilité, les contrôles comptables internes ou les questions liées à l'audit ou au Régime de retraite, ainsi que des mécanismes pour signaler d'autres problèmes graves de nature éthique ou juridique. SENTINELLE fait en sorte que les employés aient un moyen de signaler les problèmes liés à la Société qui ne sont pas pris en considération par l'intermédiaire des canaux existants, que les préoccupations en matière de comptabilité, de contrôles internes ou liées à l'audit soient adressées au président du Comité de l'audit et des finances, et que les préoccupations liées au Régime de retraite soient adressées au président du Comité des pensions.

La Société s'est aussi dotée d'un programme de rapports confidentiels sur la sécurité, appelé ARGUS, qui permet aux employés de signaler les dangers éventuels sous le couvert de l'anonymat. Grâce à ARGUS, les employés qui constatent un danger éventuel peuvent faire part de leurs préoccupations en toute confidentialité. Tous les employés et gestionnaires sont encouragés à utiliser le programme ARGUS, et ce, sans craindre les récriminations.

Le Conseil d'administration, les dirigeants et la direction de la Société se sont engagés à promouvoir une culture active de communication de l'information. La Politique de communication de l'information de la Société (accessible sur le site Web de la Société) permet de s'assurer que les communications au public investisseur sont opportunes, exactes, uniformes, utiles, conformes aux exigences juridiques et réglementaires, et qu'elles sont largement diffusées.

# RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF

Depuis 20 ans, NAV CANADA, une société sans but lucratif, a démontré à ses usagers nationaux et internationaux la réussite d'un modèle de gouvernance du secteur privé. Aujourd'hui, NAV CANADA est un chef de file mondial dans la prestation d'outils et de services de navigation aérienne de pointe. Le Comité consultatif de NAV CANADA (CCNC) joue, auprès du Conseil d'administration et des parties prenantes, un rôle important, tel que le règlement de la Société le stipule.

Les 20 principales parties prenantes de l'industrie prennent au sérieux la responsabilité de ce comité, à l'instar des membres de la haute direction et du Conseil d'administration de la Société. Tout comme NAV CANADA a évolué au fil des ans, le CCNC a progressé sur le plan de son processus

décisionnel. Ce processus, que le CCNC a institué et mis en œuvre afin de soutenir NAV CANADA dans la prestation réussie de ses services, a déjà prouvé sa valeur en permettant de décrire et d'évaluer les préoccupations des principales parties prenantes ainsi que de les élever au palier suivant et d'en assurer le suivi.

Le Comité se réunit trois fois par année. Deux de ces réunions sont organisées stratégiquement : l'une coïncide avec un exposé conjoint présenté au Comité de la sécurité du Conseil et l'autre, avec l'assemblée générale annuelle. La troisième réunion permet au CCNC de visiter des aménagements de la Société à un endroit donné et de rencontrer les utilisateurs locaux du système.

Cette année, les membres du CCNC se sont réunis à Winnipeg, où ils ont pu rencontrer officiellement et officieusement les employés de la Société et les clients. Lors d'un barbecue organisé dans l'un des hangars de l'aéroport, les membres du CCNC se sont entretenus avec des représentants des autorités aéroportuaires, des écoles de pilotage, des exploitants locaux et de NAV CANADA. Grâce à ces interactions directes avec les utilisateurs, le CCNC est mieux en mesure de fournir des données pertinentes à NAV CANADA. Ce fut le cas à Winnipeg, et nous félicitons la Société pour l'attention qu'elle accorde aux données présentées.





RA 2016  
**Harry Nguyen**  
Technologue en électronique  
ACC de Toronto

## CULTURE ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

NAV CANADA possède un dossier de sécurité parmi les meilleurs de l'industrie, qui se reflète dans la culture de la Société, à chaque niveau de l'organisation et chez chaque membre du personnel. Au nom du CCNC, j'aimerais féliciter Larry Lachance pour sa nomination au poste de vice-président, Sécurité et qualité. Également, nous souhaitons à John David, vice-président, Sécurité et qualité (retraité), nos meilleurs vœux pour une retraite bien méritée.

## FORMATION ET DOTATION

La formation et la dotation vont de pair. Pendant un certain nombre d'années, le CCNC a porté une attention particulière à la formation et à la dotation à NAV CANADA en raison de certains problèmes de service qui avaient des répercussions sur les parties prenantes. L'accès aux très réceptifs membres de la haute direction de NAV CANADA nous a permis de partager ouvertement les préoccupations des parties prenantes.

Je suis très heureux de confirmer une amélioration importante dans ces deux domaines clés.

Notre rôle est de partager les préoccupations et, s'il y a lieu, de fournir des pistes de solutions. À titre de bon exemple, citons la visite exhaustive du Toronto Learning Centre de FlightSafety International qu'ont faite les responsables de la formation de NAV CANADA et qui leur a permis d'expérimenter les pratiques exemplaires et de partager les méthodologies communes.

## NIVEAUX DE SERVICE / PRODUCTION AIM

La transformation positive en cours au sein du groupe Gestion de l'information aéronautique (AIM) résoudra certainement la majorité des problèmes de service que le CCNC a partagé avec NAV CANADA. Au nom du CCNC, j'aimerais féliciter Rob Thurgur pour sa nomination au poste de vice-président, Exploitation, en remplacement de Larry Lachance. J'aimerais aussi féliciter Ben Girard pour sa nomination au poste de vice-président adjoint, Soutien à l'exploitation.

## MODERNISATION DES AIDES À LA NAVIGATION

En tant que parties prenantes et utilisateurs des services fournis par NAV CANADA, nous sommes conscients que la mise à niveau de l'infrastructure des multiples aides à la navigation est une tâche cruciale. NAV CANADA s'attaque à cette tâche avec une bonne compréhension de l'importance des consultations auprès des parties prenantes, ce qui augure bien pour l'avenir. Le CCNC est pleinement confiant que ces consultations déboucheront sur la mise en place d'un réseau moderne de navigation qui assurera un service sécuritaire et efficace aux clients.

Tel qu'indiqué dans l'énoncé des buts de la Société, NAV CANADA est tenue de « gérer et d'exploiter le système de navigation aérienne de façon à ce que les services et les aménagements soient offerts à tous les aéronefs, ce qui comprend, sans restriction, les aéronefs servant à des fins de loisirs ou privées ». NAV CANADA s'acquitte de ses responsabilités avec la passion de l'excellence. Le CCNC est fier de continuer à jouer un rôle de premier plan dans la communication des réactions des parties prenantes aux niveaux de service qu'elles reçoivent de la Société.

Le tout respectueusement soumis,  
**Rudy Toering**  
Président, CCNC

## COMITÉ CONSULTATIF

Membres du Comité consultatif	Association désignatrice de candidats
<b>Rudy Toering, président</b> Association canadienne de l'aviation d'affaires (CBAA)	Association des usagers non commerciaux CBAA
<b>Commandant David Deere, vice-président</b> WestJet	Association des usagers commerciaux Conseil national des lignes aériennes du Canada (CNLA)
<b>Ed Ratzlaff, secrétaire</b> Aerofoil Consulting Inc.	Associations aériennes régionales Conseil aéronautique manitobain
<b>Les Aalders</b> Association du transport aérien du Canada (ATAC)	Association du transport aérien du Canada (ATAC)
<b>John Baldwin</b> Association des spécialistes de la circulation aérienne du Canada (ASCAC), Unifor, section locale 2245	Syndicats ASCAC, Unifor, section locale 2245
<b>Daniel J. Boulet</b> Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE), section locale 2228	Syndicats FIOE, section locale 2228
<b>Peter Duffey</b> Association canadienne du contrôle du trafic aérien (ACCTA), Unifor, section locale 5454	Syndicats ACCTA, Unifor, section locale 5454
<b>Bernard Gervais</b> Canadian Owners and Pilots Association (COPA)	Association d'aviation récréative et non commerciale COPA
<b>Fred L. Jones</b> Association canadienne de l'hélicoptère (ACH)	Association nationale d'hélicoptères ACH
<b>Mike Karsseboom</b> Autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA)	Association nationale d'aéroports Conseil des aéroports du Canada (CAC)
<b>Janet Keim</b> Saskatchewan Aviation Council (SAC)	Associations aériennes régionales SAC
<b>Devin Lyall</b> Summit Air	Associations aériennes régionales Northern Air Transport Association (NATA)
<b>Paul McGraw</b> Airlines for America (A4A)	Associations étrangères de transporteurs aériens A4A
<b>Howard McLennan</b> Membre extraordinaire	Association of Canadian Airlines Pilots (ACAP)
<b>David J. Nowzek</b> British Columbia Aviation Council (BCAC)	Associations aériennes régionales BCAC
<b>Brian Shury</b> Air Line Pilots Association (ALPA), Canada	Association de pilotes professionnels ALPA
<b>Bram Tilroe</b> Alberta Aviation Council (AAC)	Associations aériennes régionales AAC
<b>Stephen Wilcox</b> Total Aviation & Airport Solutions	Associations aéroportuaires régionales Airport Management Council of Ontario (AMCO)
<b>L. Grant Wilson</b> Association du transport aérien international (IATA)	Associations étrangères de transporteurs aériens IATA

# RAPPORT DE LA DIRECTION AUX MEMBRES DE NAV CANADA

La responsabilité des présents états financiers consolidés incombe à la direction et ils ont été approuvés par le conseil d'administration de NAV CANADA (la « Société »). Les présents états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et ils comprennent des montants calculés en fonction d'estimations quant à l'incidence prévue des événements et des opérations en cours après examen judicieux de l'importance relative, des jugements et des informations financières établis par des spécialistes. Par ailleurs, dans le cadre de l'établissement des informations financières, la Société doit interpréter les exigences dont il est question plus haut, déterminer la pertinence des informations devant être incluses et faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les informations présentées.

La direction a également préparé un rapport de gestion, qui est basé sur les résultats financiers de la Société préparés conformément aux IFRS. Le rapport fournit des informations sur la situation financière et sur les résultats d'exploitation de la Société et il devrait être lu à la lumière des présents états financiers consolidés et des notes y afférentes. Le rapport de gestion comprend également des informations sur l'incidence des événements et des opérations en cours, la situation de trésorerie et les sources de financement, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats réels futurs pourraient différer de manière importante de l'évaluation actuelle de ces informations, parce que les événements et les circonstances futurs peuvent dévier des prévisions.

La direction a établi et maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière et de la communication de l'information, qui comprend notamment un programme d'audits internes. La direction est d'avis que ces mesures de contrôle offrent une assurance raisonnable que les données financières sont fiables et qu'elles forment une base appropriée pour l'établissement des états financiers, et nous avons signé les attestations afférentes conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*. Le processus de contrôle comptable interne comprend la communication par la direction aux salariés des politiques qui régissent l'éthique des affaires.

Le conseil d'administration a nommé un Comité de la vérification et des finances composé d'administrateurs qui sont indépendants de la Société et lui a délégué la responsabilité de surveiller le processus d'information financière. Le Comité de la vérification et des finances se réunit au moins quatre fois par année avec la direction et, de façon indépendante, avec chacun des auditeurs internes et externes, ainsi qu'en groupe, pour revoir des questions importantes de comptabilité, de contrôle interne et d'audit. Le Comité de la vérification et des finances revoit les états financiers consolidés, le rapport de gestion et la notice annuelle avant que ceux-ci ne soient soumis à l'approbation du conseil d'administration. Les auditeurs internes et externes ont librement accès au Comité de la vérification et des finances.

En ce qui concerne les auditeurs externes, le Comité de la vérification et des finances approuve les modalités de leur mandat et revoit le plan d'audit annuel, le rapport des auditeurs indépendants et les résultats de l'audit. Il recommande aussi au conseil d'administration le cabinet d'experts-comptables externes à titre d'auditeurs, qui sont nommés par les membres de la Société.

Le cabinet d'auditeurs externes indépendants, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., a été nommé par les membres pour exprimer une opinion à savoir si les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie selon les IFRS. Le rapport de KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. décrit l'étendue de son examen et son opinion sur les états financiers consolidés.



Neil R. Wilson  
Président et chef de la direction

Le 27 octobre 2016



Brian K. Aitken  
Vice-président directeur finances,  
et chef de la direction financière

Le 27 octobre 2016

# RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS AUX MEMBRES DE NAV CANADA

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de NAV CANADA, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 août 2016, au 31 août 2015 et au 1<sup>er</sup> septembre 2014, et les états consolidés du résultat net, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 août 2016 et le 31 août 2015, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## **Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## **Responsabilité des auditeurs**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## **Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de NAV CANADA au 31 août 2016, au 31 août 2015 et au 1<sup>er</sup> septembre 2014, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos le 31 août 2016 et le 31 août 2015, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

*KPMG s.r.l. / S.E.N.C.R.L.*

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés  
Ottawa, Canada

Le 27 octobre 2016

**NAV CANADA****États consolidés du résultat net**

Exercices clos les 31 août (en millions de dollars canadiens)

	Notes	2016	2015
<b>Produits</b>			
Redevances d'usage	4	1 333 \$	1 280 \$
Autres produits	4	60	54
		1 393	1 334
<b>Charges d'exploitation</b>			
Salaires et avantages du personnel	5	858	829
Services techniques		112	112
Installations et entretien		70	68
Amortissements	17, 18	141	136
Autres	6	57	57
		1 238	1 202
<b>Autres (produits) et charges</b>			
Produits financiers	7	(21)	(22)
Coût financier net lié aux avantages du personnel	15	43	53
Autres charges financières	7	93	113
Autres (profits) et pertes	8	1	(41)
		116	103
Bénéfice net (perte nette) avant l'impôt sur le résultat et le mouvement net des comptes de report réglementaires		39	29
Charge d'impôt sur le résultat		2	2
<b>Bénéfice net (perte nette) avant le mouvement net des comptes de report réglementaires</b>		37	27
Mouvement net des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette), après impôt	9	(37)	(27)
<b>Bénéfice net (perte nette) après le mouvement net des comptes de report réglementaires</b>		- \$	- \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

**NAV CANADA****États consolidés du résultat global***Exercices clos les 31 août (en millions de dollars canadiens)*

	Notes	2016	2015
<b>Bénéfice net (perte nette) après le mouvement net des comptes de report réglementaires</b>		– \$	– \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net :</b>			
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	15	(492)	387
Mouvement net des comptes de report réglementaires lié aux autres éléments du résultat global	9	492	(387)
		–	–
<b>Éléments qui seront reclassés dans le résultat net :</b>			
Variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie		(95)	(14)
Mouvement net des comptes de report réglementaires lié aux autres éléments du résultat global	9	95	14
		–	–
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>		–	–
<b>Total du résultat global</b>		– \$	– \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

**NAV CANADA****États consolidés de la situation financière**

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
<b>Actifs</b>				
<b>Actifs courants</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	119 \$	230 \$	193 \$
Débiteurs et autres	11	107	135	114
Placements	12	373	113	168
Autres	13	10	13	12
		609	491	487
<b>Actifs non courants</b>				
Placement sous forme d'actions privilégiées	14, 22	291	282	190
Placements	16, 22	–	274	442
Actifs dérivés	22	–	3	8
Avantages du personnel	15	–	3	4
Immobilisations corporelles	17	664	649	642
Immobilisations incorporelles	18	953	975	1 006
		1 908	2 186	2 292
<b>Total des actifs</b>		2 517	2 677	2 779
Soldes débiteurs des comptes de report réglementaires	9	1 708	1 131	1 497
<b>Total des actifs et des soldes débiteurs des comptes de report réglementaires</b>		4 225 \$	3 808 \$	4 276 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

**NAV CANADA****États consolidés de la situation financière**

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
<b>Passifs</b>				
<b>Passifs courants</b>				
Fournisseurs et autres créditeurs	19	202 \$	195 \$	183 \$
Passifs dérivés	22	–	14	1
Produits différés	20	6	7	6
Partie courante de la dette à long terme	21	25	225	81
		233	441	271
<b>Passifs non courants</b>				
Dette à long terme	21	1 694	1 719	2 096
Avantages du personnel	15	1 694	1 127	1 429
Passif d'impôt différé	14	45	44	35
Passifs dérivés	22	54	–	–
Provisions et autres	19	1	1	3
		3 488	2 891	3 563
<b>Total des passifs</b>		3 721	3 332	3 834
<b>Capitaux propres</b>				
Résultats non distribués		28	28	28
<b>Total des capitaux propres</b>		28	28	28
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		3 749	3 360	3 862
Soldes créditeurs des comptes de report réglementaires	9	476	448	414
Engagements et éventualités	23, 24			
<b>Total des passifs, des capitaux propres et des soldes créditeurs des comptes de report réglementaires</b>		4 225 \$	3 808 \$	4 276 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,



Marc Courtois, administrateur



Linda Hohol, administratrice

**NAV CANADA****États consolidés des variations des capitaux propres**

(en millions de dollars canadiens)

	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
<b>Solde au 1<sup>er</sup> septembre 2014</b>	28 \$	– \$	28 \$
Bénéfice net (perte nette) et mouvement net des comptes de report réglementaires	–	–	–
Autres éléments du résultat global	–	–	–
<b>Solde au 31 août 2015</b>	28 \$	– \$	28 \$
<b>Solde au 31 août 2015</b>	28 \$	– \$	28 \$
Bénéfice net (perte nette) et mouvement net des comptes de report réglementaires	–	–	–
Autres éléments du résultat global	–	–	–
<b>Solde au 31 août 2016</b>	28 \$	– \$	28 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

## NAV CANADA

### Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 août (en millions de dollars canadiens)

	Notes	2016	2015
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>			
<b>Exploitation</b>			
Montants reçus au titre des redevances d'usage		1 339 \$	1 276 \$
Autres montants reçus		59	67
Paiements à des membres du personnel et à des fournisseurs		(944)	(903)
Cotisations aux régimes de retraite – services rendus au cours de la période	15	(90)	(88)
Cotisations aux régimes de retraite – paiements spéciaux	15	(20)	(27)
Paiements au titre des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	15	(7)	(6)
Paiements d'intérêts		(94)	(103)
Intérêts reçus		3	6
		246	222
<b>Investissement</b>			
Dépenses d'investissement		(128)	(112)
Placement sous forme d'actions privilégiées	14	–	(36)
Paiements de taxe sur les intrants à recouvrer au moment de la résiliation d'une opération transfrontalière		26	(26)
Fonds de réserve pour les opérations transfrontalières		–	1
Règlement d'actifs dérivés		–	(1)
Produit provenant de la fiducie de papier commercial adossé à des actifs	22	3	11
		(99)	(163)
<b>Financement</b>			
Émission de billets à moyen terme	21	248	–
Remboursement de billets à moyen terme	21	(475)	(25)
Débours liés au règlement de dérivés		(51)	–
Fonds de réserve pour le service de la dette		19	(1)
		(259)	(26)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement</b>		(112)	33
Incidence du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		1	4
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		(111)	37
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice</b>		230	193
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice</b>		10	119 \$
			230 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

## 1. ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

NAV CANADA a été constituée en tant que société sans capital social en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* dans le but d'acquérir, de détenir, de gérer, d'exploiter, de maintenir et de développer le système canadien de navigation aérienne civile (le « SNA »), tel qu'il est défini en vertu de la *Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile* (la « Loi sur le SNA »). NAV CANADA a été prorogée en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*. À l'intérieur des paramètres fondamentaux délimitant le mandat que la Loi sur le SNA lui confère, NAV CANADA a le droit de fournir des services de navigation aérienne civile et elle est la seule autorité compétente qui peut fixer et percevoir les redevances d'usage pour de tels services. L'activité principale de NAV CANADA et de ses filiales (collectivement, la « Société ») consiste à fournir des services de navigation aérienne, ce qui constitue l'unique secteur isolable de la Société. Les services de navigation aérienne de la Société sont dispensés essentiellement au Canada.

Les redevances au titre des services de navigation aérienne civile qu'offre la Société sont soumises au cadre réglementaire économique édicté dans la Loi sur le SNA. Aux termes de celle-ci, la Société peut établir de nouvelles redevances ou réviser les redevances existantes qu'elle perçoit pour ses services. Lorsqu'elle établit de nouvelles redevances ou qu'elle révisé les redevances existantes, la Société doit suivre les paramètres obligatoires de la Loi sur le SNA en matière d'établissement des redevances, lesquels prescrivent, entre autres choses, que le tarif des redevances, établi d'après des projections raisonnables et prudentes, ne peut être tel que les produits découlant de ces redevances soient supérieurs aux obligations financières courantes et futures de la Société dans le cadre de la prestation des services de navigation aérienne civile. Aux termes de ces paramètres, le conseil d'administration de la Société (le « conseil »), agissant en qualité de régulateur de tarifs, approuve le montant des modifications devant être apportées aux redevances d'usage ainsi que la date à laquelle elles doivent avoir lieu. Les incidences de la réglementation des tarifs sur les états financiers consolidés de la Société sont décrites à la note 9.

Aux termes de la Loi sur le SNA, la Société doit donner aux usagers un préavis de toute redevance qu'elle se propose d'établir ou de réviser, et elle doit les consulter à ce sujet. Les usagers peuvent faire valoir leur point de vue auprès de la Société de même qu'ils peuvent interjeter appel des redevances révisées devant l'Office des transports du Canada en invoquant des motifs selon lesquels la Société a violé les paramètres obligatoires édictés dans la Loi sur le SNA ou a omis de donner aux usagers les préavis prévus par la loi.

La Société prévoit ses activités de façon à atteindre le seuil de rentabilité à la clôture de chaque exercice après avoir constaté des ajustements au compte de stabilisation des tarifs (note 9).

NAV CANADA est une société domiciliée au Canada. Le siège social de NAV CANADA est situé au 77, rue Metcalfe, Ottawa (Ontario), Canada, K1P 5L6. Les présents états financiers consolidés de NAV CANADA comprennent les comptes de ses filiales.

## 2. MODE DE PRÉSENTATION

### a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standard Board (« IASB »).

Il s'agit des premiers états financiers consolidés annuels de la Société établis conformément aux IFRS et l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* a été appliquée. L'application des IFRS est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2014. Avant l'entrée en vigueur des IFRS, les états financiers consolidés de la Société étaient conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR canadiens ») figurant dans la Partie V – Normes comptables pré-basculément.

La note 28 explique dans quelle mesure la transition aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie présentés de la Société.

La publication des présents états financiers consolidés a été approuvée par le conseil en date du 27 octobre 2016.

### b) Base d'évaluation

Les présents états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments significatifs suivants :

- > les instruments financiers classés et désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou disponibles à la vente, qui sont évalués à la juste valeur;
- > les passifs au titre des prestations définies, qui sont comptabilisés comme le montant net de la valeur actualisée des obligations au titre de prestations définies et des actifs du régime évalués à la juste valeur.

### c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »), soit la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société. Toutes les informations présentées ont été arrondies au million de dollars près, à moins d'indication contraire.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

#### d) Caractère saisonnier

Les activités d'exploitation de la Société ont varié de façon historique au cours de l'exercice, les produits découlant de la circulation aérienne les plus élevés ayant été enregistrés au quatrième trimestre (de juin à août). L'intensification de la circulation aérienne s'explique par une hausse des voyages de loisir pendant les mois d'été. De par sa structure de coûts qui est en grande partie fixe, la Société ne subit pas de variations importantes de ses coûts au cours de l'exercice.

#### e) Estimations comptables et jugements critiques

L'établissement des présents états financiers consolidés exige que la direction ait recours à son jugement et fasse des estimations à l'égard d'événements futurs.

Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et sont fondés sur l'expérience antérieure et d'autres facteurs, y compris les attentes quant aux événements futurs jugés raisonnables selon les circonstances. Les estimations comptables, par définition, correspondront rarement aux résultats réels. Les paragraphes qui suivent décrivent :

- > les jugements les plus critiques posés par la direction lors de l'application des méthodes comptables;
- > les estimations et les hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de l'établissement de la valeur des actifs et des passifs.

##### i) Jugements critiques

- > Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

Dans le cadre de l'examen de la dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles et des unités génératrices de trésorerie, des hypothèses importantes doivent être posées afin d'évaluer la valeur recouvrable. Les hypothèses les plus importantes concernent le droit de la Société de continuer à fournir des services de navigation aérienne civile et d'être la seule autorité compétente qui peut fixer et percevoir des redevances d'usage pour de tels services. Si des changements surviennent à l'égard de ces attentes, des charges de dépréciation pourraient être requises, ce qui entraînerait des répercussions importantes sur les résultats d'exploitation.

- > Partenariats

La Société a déterminé que la structure de son placement dans Aireon LLC (« Aireon »), comme il est décrit à la note 3 a), est une coentreprise. Il est nécessaire de faire preuve de jugement lors de l'établissement du contrôle conjoint et du classement des partenariats. Une partie exerce un contrôle conjoint sur une entreprise lorsqu'un consentement unanime des parties partageant le contrôle est requis pour les décisions stratégiques relatives aux activités financières et d'exploitation. Les partenariats octroyant à toutes les parties des droits aux actifs nets des entités aux termes des arrangements sont classés comme des coentreprises. La Société a utilisé son jugement dans l'évaluation des facteurs déterminant le contrôle conjoint, y compris pour relever les principales décisions stratégiques relatives aux activités financières et d'exploitation d'Aireon.

##### ii) Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et aux hypothèses

- > Avantages du personnel

Les régimes à prestations définies, les autres avantages à long terme, les indemnités de fin de contrat de travail et les avantages à court terme requièrent des hypothèses actuarielles importantes pour estimer les obligations au titre des prestations futures et le rendement des actifs des régimes. Les hypothèses comprennent la rémunération, l'âge de retraite et les hypothèses relatives à la mortalité des membres du personnel et des retraités, les coûts liés aux soins de santé, l'inflation, le taux d'actualisation, le rendement prévu des placements et d'autres facteurs pertinents. La Société fait appel à un actuaire au moins une fois par année concernant ces hypothèses. En raison de la nature à long terme de ces programmes d'avantages sociaux, les estimations sont assujetties à d'importantes incertitudes et les résultats réels peuvent différer de façon importante des obligations comptabilisées par la Société.

La majorité du personnel de la Société est syndiquée et couverte par des conventions collectives. Parfois, une convention vient à échéance avant l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention. La direction doit estimer le total du coût au titre du personnel pour les services rendus pour la période et doit, par conséquent, estimer l'incidence rétroactive des conventions collectives lorsqu'elles sont finalisées. La direction fait une estimation en se fondant, sans toutefois s'y limiter, sur les conventions réelles qui sont venues à échéance, l'expérience antérieure, le nombre d'employés concernés et les salaires actuels de ces employés.

## 2. MODE DE PRÉSENTATION (SUITE)

### e) Estimations comptables et jugements critiques (suite)

#### ii) Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et aux hypothèses (suite)

- > Juste valeur des placements reçus au moment de la restructuration du papier commercial adossé à des créances (« PCAC »)

Les placements dans les billets reçus au moment de la restructuration du PCAC par le comité pancanadien des investisseurs sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. La Société a déterminé la juste valeur selon une méthode fondée sur les flux de trésorerie actualisés en tenant compte de l'information disponible sur la conjoncture du marché à la date d'évaluation. La majeure partie des placements dans du PCAC ont été convertis en de nouveaux instruments financiers, soit les billets du véhicule d'actifs cadre II (« VAC II »), assortis d'échéances qui correspondent à celles des actifs sous-jacents et portant intérêt à des taux d'intérêt qui reflètent la nature des actifs sous-jacents et des flux de trésorerie s'y rapportant. Cette évaluation comporte une incertitude relative à l'estimation et dépend de la conjoncture du marché à la date d'évaluation, ainsi que des pertes sur créances estimatives prévues.

- > Juste valeur du placement sous forme d'actions privilégiées

Le placement de la Société sous forme d'actions privilégiées d'Aireon est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. En février 2014, trois autres fournisseurs de services de navigation aérienne (« FSNA »), soit ENAV (Italie), Irish Aviation Authority (l'« IAA ») et Navair (Danemark) (collectivement, les « investisseurs supplémentaires »), ont commencé à effectuer les placements prévus dans Aireon. La Société s'est appuyée sur le prix payé par les investisseurs supplémentaires (note 14) pour estimer la juste valeur d'Aireon et de son placement dans l'entité sous forme d'actions privilégiées au cours des périodes de présentation de l'information financière suivantes. L'évaluation est assujettie à l'incertitude relative à l'estimation et dépend du succès de la réalisation des objectifs financiers, techniques et opérationnels par Aireon et Iridium Communications Inc. (« Iridium »), comme il est décrit aux notes 3 a) et 14.

### f) Nouvelles normes et interprétations publiées mais n'ayant pas encore été adoptées

L'IASB a publié un certain nombre de normes et modifications qui ne sont pas encore en vigueur. La Société continue d'analyser ces normes et modifications afin de déterminer leur incidence sur ses états financiers consolidés. À l'heure actuelle, la Société ne prévoit adopter aucune de ces normes et modifications avant leur date d'entrée en vigueur.

#### IAS 1, Présentation des états financiers

En décembre 2014, l'IASB a publié *Initiative concernant les informations à fournir* (modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*). Ces modifications visent à améliorer la présentation actuelle de l'information et les obligations d'information et elles encouragent les entités à avoir recours au jugement professionnel en ce qui a trait aux obligations d'information et de présentation dans leurs états financiers. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'application anticipée est permise. La Société s'attend à ce que ces modifications n'aient pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés.

#### IFRS 9, Instruments financiers

L'IFRS 9 remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Cette nouvelle norme présente de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers. Elle introduit une nouvelle norme de comptabilité de couverture générale, qui permet d'adapter la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. La norme modifie également le modèle de dépréciation existant en introduisant un nouveau modèle de « perte de crédit prévue » afin de calculer la dépréciation. L'IFRS 9 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et doit être appliquée de manière rétrospective avec certaines exemptions. L'application anticipée est permise.

#### IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

L'IFRS 15 propose un nouveau modèle pour la comptabilisation des produits tirés de contrats conclus avec des clients. Le modèle propose deux approches pour la comptabilisation des produits, soit à un moment donné ou au fil du temps, et prévoit une analyse des transactions fondée sur les contrats en cinq étapes pour déterminer si un montant doit être comptabilisé au titre des produits et, le cas échéant, établir le montant comptabilisé ainsi que la date de comptabilisation. La norme instaure de nouvelles estimations et de nouveaux seuils de jugement, lesquels peuvent avoir une incidence sur le montant comptabilisé ou la date de comptabilisation. La nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'application anticipée est permise.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

#### IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, menant à terme son projet d'amélioration de l'information financière à l'égard des contrats de location. La nouvelle norme remplacera l'IAS 17 – *Contrats de location*. Elle énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir pour les deux parties à un contrat. Pour les preneurs, l'IFRS 16 élimine le classement d'un contrat de location à titre de contrat de location simple ou de contrat de location-financement qui existe aux termes de l'IAS 17, et exige la comptabilisation des actifs et des passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. L'IFRS 16 reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17; elle maintient le classement d'un contrat de location à titre de contrat de location simple ou de contrat de location-financement, de même que la comptabilisation d'un contrat de location selon son classement. L'IFRS 16 doit être appliquée rétrospectivement selon une application rétrospective intégrale ou une application rétrospective modifiée, pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'application anticipée est permise, à condition que l'entreprise ait adopté l'IFRS 15.

#### IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, dans le cadre de l'initiative concernant les informations à fournir de l'IASB. Ces modifications exigent des entités qu'elles fournissent des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs découlant des activités de financement, notamment les variations découlant des flux de trésorerie et les variations hors trésorerie. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et leur application anticipée est permise.

#### IAS 12, Impôts sur le résultat

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui clarifient la façon de comptabiliser les actifs d'impôt différé liés aux instruments d'emprunt évalués à la juste valeur. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et leur application anticipée est permise.

## 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables énoncées ci-après ont été appliquées de manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés, y compris l'état de la situation financière d'ouverture au 1<sup>er</sup> septembre 2014 en IFRS aux fins de la transition aux IFRS.

### a) Méthode de consolidation

#### i) Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les méthodes comptables des filiales sont conformes à celles adoptées par la Société. Tous les soldes et opérations intersociétés sont éliminés au moment de la consolidation.

Les états financiers consolidés de la Société comprennent les filiales suivantes :

Nom de la filiale	Lieu de l'établissement principal et pays de constitution	Pourcentage de la participation
NAV CANADA Inventory Holding Company Inc.	Canada	100 %
NAV CANADA ATM Inc.	Canada	100 %
NAV CANADA Satellite, Inc.	États-Unis	100 %
NCPP Investment Holding Company Inc.	Canada	100 %
Searidge Technologies Inc.	Canada	70 %
Fiducie d'origine législative NS ANS QTE 2003-1	États-Unis	0 %

La Société détient, par l'intermédiaire de NAV CANADA ATM inc., 70 % des actions émises et en circulation de Searidge Technologies Inc. (« Searidge »). Dans certaines circonstances, les actionnaires de Searidge ne détenant pas le contrôle peuvent exiger que leurs actions soient achetées. La Société comptabilise ces participations sous-jacentes comme si elles avaient déjà été exercées et elle consolide donc la totalité de Searidge et présente une participation ne donnant pas le contrôle dans ses états financiers consolidés.

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### a) Méthode de consolidation (suite)

##### i) Filiales (suite)

La Société a déterminé que la structure de la fiducie d'origine législative NS ANS QTE 2003-1 (la « fiducie d'origine législative ») était une entité structurée qui devait être entièrement consolidée dans les états financiers consolidés de la Société en IFRS. La fiducie d'origine législative a été créée par une entité américaine au début de l'opération transfrontalière mentionnée à la note 16. Même si la Société ne détenait pas de participation dans la fiducie d'origine législative, elle avait la capacité de diriger les activités pertinentes en contrôlant les actifs de la fiducie d'origine législative et était exposée aux risques et au rendement découlant de ses activités; elle exerçait ainsi un contrôle sur la fiducie d'origine législative. Par conséquent, la fiducie d'origine législative a été entièrement consolidée sans participation ne donnant pas le contrôle dans les états financiers consolidés de la Société jusqu'à la date de résiliation de l'opération transfrontalière le 6 août 2015.

##### ii) Participations dans des coentreprises

Il y a coentreprise lorsqu'il y a un accord contractuel qui établit un contrôle conjoint sur les activités de l'entreprise, que les décisions stratégiques concernant les activités financières et d'exploitation requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle et que les parties ont des droits sur l'actif net de l'entreprise.

Les participations dans des coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Elles sont initialement comptabilisées au coût, ce qui comprend les coûts de transaction. Après la comptabilisation initiale, les états financiers consolidés comprennent la quote-part revenant au participant du résultat net et des autres éléments du résultat global des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, jusqu'à la date à laquelle le contrôle conjoint prend fin.

Comme il est mentionné à la note 14, la Société est partie à un accord avec Iridium et les investisseurs supplémentaires qui permet à la Société, collectivement avec Iridium, de contrôler conjointement les décisions stratégiques relatives aux activités financières et d'exploitation d'Aireon. Cet accord a été classé comme une coentreprise en raison du contrôle conjoint de la Société sur les activités financières et d'exploitation stratégiques d'Aireon et du droit sur l'actif net d'Aireon qui reviendra à la Société à l'exercice de son option de conversion de ses actions privilégiées en actions ordinaires. Au 31 août 2016, la quote-part de la Société dans les actifs nets d'Aireon était de néant et, par conséquent, la quote-part de la Société dans le résultat net et les autres éléments du résultat global d'Aireon était de néant. À moins que la Société n'exerce son droit de convertir ses actions privilégiées en actions ordinaires, elle n'a pas accès aux actifs nets d'Aireon et sa participation est par conséquent comptabilisée comme un instrument financier.

#### b) Monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle à cette date. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère comptabilisés au coût historique sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction initiale. Les profits ou les pertes de change sont présentés selon leur montant net dans le résultat net au sein des autres produits et charges, sauf dans le cas des écarts découlant des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien et qui sont désignés comme couvertures des flux de trésorerie comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

#### c) Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers, y compris les dérivés, sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il y a intention de procéder au règlement sur la base du montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

##### i) Instruments financiers dérivés

Les dérivés sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et ils sont initialement comptabilisés et réévalués ultérieurement à la juste valeur chaque date de clôture. Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui n'ont pas été désignés comme étant des instruments de couverture sont comptabilisées par le biais du résultat net à mesure qu'elles surviennent.

Le recours aux instruments financiers dérivés a pour objectif de gérer les risques liés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt et non de générer des profits. Les justes valeurs de ces dérivés sont calculées au moyen de l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus en fonction des taux d'intérêt actuels et des taux de change à terme, respectivement.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

La Société détermine si un contrat comporte un dérivé incorporé lorsqu'elle devient partie à un contrat. Les dérivés incorporés sont traités comme des dérivés distincts lorsque leurs risques et caractéristiques ne sont pas étroitement liés à ceux des contrats hôtes et ils sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

#### ii) Actifs financiers non dérivés

Au moment de leur comptabilisation initiale dans les états financiers consolidés, les actifs financiers non dérivés sont classés en fonction de leur nature ou raison d'être dans l'une des catégories suivantes :

- > prêts et créances;
- > juste valeur par le biais du résultat net;
- > disponibles à la vente.

La Société décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou que la Société transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier dans le cadre d'une transaction où la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés. Un achat ou une vente d'actifs financiers est comptabilisé à la date de règlement.

#### Prêts et créances

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les débiteurs et autres sont classés dans les prêts et créances, de même que les fonds de réserve au titre des conventions d'engagement de paiement pour les opérations transfrontalières présentés dans les placements courants dans les états financiers d'ouverture en IFRS au 1<sup>er</sup> septembre 2014. Ils comportent des paiements déterminés ou déterminables et ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de la trésorerie et des placements à court terme très liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois. Les placements courants sont composés de placements dont l'échéance est d'au plus 12 mois qui ont été affectés à des fins spécifiques du fonds de réserve.

#### Juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lorsque les actifs financiers sont soit détenus à des fins de transaction, soit désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net à la comptabilisation initiale. Le profit net ou la perte nette comptabilisé dans le résultat net inclut tous les intérêts ou dividendes gagnés sur les actifs financiers et est compris dans les produits financiers ou les autres charges financières. Les placements de la Société dans les billets du VAC II, le PCAC restructuré et d'autres billets, ainsi que le placement de la Société sous forme d'actions privilégiées d'Aireon sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net puisqu'ils font partie d'un contrat contenant des dérivés incorporés et l'intégralité du contrat composé peut être désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

#### Disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente et qui ne sont pas classés dans l'une des catégories précédentes. Ces actifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci, autres que les pertes de valeur, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Lorsque ces actifs sont décomptabilisés, le profit ou la perte cumulé dans les capitaux propres est reclassé en résultat net. Le fonds de réserve pour le service de la dette de la Société présenté dans les placements courants à l'état de la situation financière est classé comme étant disponible à la vente.

#### iii) Passifs financiers non dérivés

La Société comptabilise initialement les titres de créance émis et les autres passifs à la date à laquelle ils ont été créés. Tous les autres passifs financiers sont comptabilisés initialement à la date de transaction à laquelle la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les passifs financiers non dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, ces passifs sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société décomptabilise les passifs financiers lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles arrivent à expiration.

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### c) Instruments financiers (suite)

##### iii) Passifs financiers non dérivés (suite)

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière si, et seulement si, la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les fournisseurs et autres créiteurs, les emprunts bancaires ainsi que la dette à long terme sont classés dans les autres passifs financiers.

##### iv) Couverture

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques liés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Les actifs et les passifs dérivés de la Société sont composés de contrats de swaps de taux d'intérêt à terme et de contrats de change à terme. Lorsque cela est permis, la Société comptabilise ces instruments financiers à titre de couvertures de flux de trésorerie, de sorte que les profits et les pertes qui se contrebalancent sont comptabilisés dans les résultats de la même période. Selon la comptabilité de couverture, la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments de couverture est comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat global et toute partie inefficace est comptabilisée immédiatement dans le résultat net. Le montant cumulé dans les capitaux propres est gardé dans les autres éléments du résultat global et reclassé dans le résultat net de la même période ou des périodes au cours desquelles l'élément couvert influe sur le résultat net.

À la désignation initiale de la couverture, la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture est documentée en bonne et due forme, selon les objectifs et stratégies de gestion du risque de la Société. L'efficacité de la relation de couverture est évaluée à la mise en place du contrat lié à l'élément de couverture, puis chaque date de clôture afin de s'assurer que la relation est efficace et qu'elle le demeurera. Lorsque la comptabilité de couverture n'est pas permise et que les instruments dérivés ne sont pas désignés dans une relation de couverture, les variations de leur juste valeur sont immédiatement constatées dans l'état du résultat net.

##### v) Dépréciation d'actifs financiers

Un actif financier qui n'est pas classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net est passé en revue chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement générateur de pertes s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peut être estimée de façon fiable.

La valeur comptable de tous les actifs financiers est ajustée pour la dépréciation par l'intermédiaire du résultat net à titre de charges financières, à l'exception des débiteurs et autres, qui utilisent un compte de correction de valeur et dont la dépréciation est imputée aux charges d'exploitation. Lorsqu'elles sont considérées comme étant irrécouvrables, les créances brutes sont sorties du compte de correction de valeur.

#### d) Avantages du personnel

##### i) Régimes à prestations définies

L'obligation au titre des prestations définies et les coûts estimés des régimes de retraite à prestations définies de la Société ainsi que des autres avantages postérieurs à l'emploi sont calculés annuellement par un actuaire qualifié qui utilise la méthode des unités de crédit projetées. Les calculs actuariels sont effectués selon les estimations de la direction quant au rendement prévu des placements, à la rémunération, à l'âge de retraite des membres du personnel, aux taux de mortalité, aux coûts liés aux soins de santé, à l'inflation et à d'autres facteurs. Le taux d'actualisation est établi selon le rendement à la date de clôture d'obligations de sociétés canadiennes de premier ordre dont les dates d'échéance se rapprochent de celles des obligations de la Société. Les intérêts nets sont calculés en fonction du taux d'actualisation susmentionné. La situation de capitalisation du régime, ou l'actif ou le passif au titre des prestations définies, correspond au montant des prestations futures acquises par les membres du personnel en échange de leurs services pour la période en cours et les périodes antérieures, en actualisant ce montant et en déduisant la juste valeur des actifs du régime. Les actifs ou les passifs au titre des prestations définies sont présentés comme des éléments non courants dans l'état de la situation financière.

La Société comptabilise les gains et pertes actuariels sur les actifs des régimes (en excluant les intérêts) dans les autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils sont constatés, sans reclassement subséquent dans le résultat net. La Société a choisi de reclasser dans les résultats non distribués les ajustements des autres éléments du résultat global.

Le coût des services afférents aux charges liées aux avantages du personnel est comptabilisé dans les salaires et avantages du personnel. Le montant des intérêts émanant des obligations nettes au titre des prestations constituées est comptabilisé dans le résultat net et présenté dans le coût financier net lié aux avantages du personnel. Une tranche du montant des charges liées aux avantages du personnel est attribuée au coût des actifs en cours de développement.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

Lorsque les avantages sont révisés, la partie modifiée des avantages au titre des services passés rendus par les membres du personnel est immédiatement comptabilisée dans le résultat net. Les profits ou les pertes sur la réduction ou le règlement sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle la réduction ou le règlement survient.

Les deux régimes de retraite agréés de la Société sont assujettis à des exigences de financement minimal. Le passif à l'égard des exigences de financement minimal est établi au moyen des exigences de financement minimal prévues selon les meilleures estimations de la direction concernant l'évaluation actuarielle de la situation de capitalisation du régime, des taux d'actualisation de marché, des augmentations salariales estimées, de la capacité de la Société à prendre des congés de cotisation et de sa capacité à utiliser des lettres de crédit pour garantir les paiements spéciaux de solvabilité révélés par les évaluations actuarielles aux fins de capitalisation.

Lorsque la situation de capitalisation du régime donne lieu à un actif (un excédent du régime), l'actif comptabilisé est limité à la valeur actualisée des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements futurs du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime. La Société comptabilise les ajustements à cette limite dans les autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils sont constatés, sans reclassement subséquent dans le résultat net.

#### ii) Autres avantages à long terme

La Société offre d'autres avantages à long terme aux membres de son personnel, y compris des prestations d'invalidité de longue durée (« ILD »), des congés de maladie cumulatifs (qui s'acquièrent et qui ne s'acquièrent pas) et un régime incitatif d'avantages à long terme à l'intention des cadres. Le régime de prestations d'ILD est capitalisé. La direction utilise les mêmes méthodes et estimations pour évaluer les avantages à long terme que pour les régimes d'avantages à prestations définies; toutefois, les gains ou pertes actuariels sont inclus dans le résultat net dans la période au cours de laquelle ils surviennent. Le régime incitatif d'avantages à long terme à l'intention des cadres est acquis et comptabilisé dans le résultat net sur une période de trois ans. La charge nette du régime d'avantages à long terme est présentée dans le poste « Salaires et avantages du personnel », déduction faite des coûts attribués aux actifs en cours de développement.

#### iii) Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées comme une charge dans le résultat net lorsque la Société s'est engagée à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités pour les départs volontaires sont comptabilisées comme une charge s'il est probable que l'offre soit acceptée et si l'on peut déterminer de manière fiable le nombre de personnes qui accepteront l'offre. Les indemnités sont actualisées lorsqu'elles sont payables plus de 12 mois après la date de clôture.

#### iv) Avantages à court terme

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et tiennent compte du montant supplémentaire que la Société s'attend à payer en raison des droits non utilisés à la date de clôture. Les charges sont comptabilisées dans le résultat net à mesure que les services sont rendus. Les avantages à court terme comprennent les vacances et autres congés.

#### e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Le coût des immobilisations corporelles au 1<sup>er</sup> septembre 2014, date de transition de la Société aux IFRS, a été établi en fonction du coût présumé, et donc la valeur comptable nette des immobilisations présentée dans les états financiers de la Société aux termes des PCGR canadiens est devenue le nouveau coût à la date de transition aux IFRS.

Le coût des immobilisations corporelles comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût des actifs en cours de développement comprend les coûts des matières premières et de la main-d'œuvre directe, les avantages du personnel, ainsi que tous les autres coûts directement attribuables à la mise en état de fonctionnement d'un actif en vue de son utilisation attendue, de même que les coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement des immobilisations et à la remise en état du site sur lequel elles sont situées lorsqu'une obligation juridique ou implicite existe à cet égard. Les coûts d'emprunt à l'égard des actifs qualifiés sont inscrits à l'actif selon la méthode comptable de la Société, comme il est présenté à la note 3 h).

Les coûts ultérieurs à la comptabilisation initiale sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct, le cas échéant, seulement lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet actif iront à la Société et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. La charge au titre des réparations et de la maintenance est comptabilisée dans l'état du résultat net de la période au cours de laquelle elle est engagée.

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### e) Immobilisations corporelles (suite)

Lorsque des parties d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme des composantes des immobilisations corporelles et elles sont amorties séparément. L'amortissement commence lorsque la construction est achevée et que l'actif est prêt pour la mise en service. Les terrains et les actifs en cours de développement ne sont pas amortis. L'amortissement des autres actifs est comptabilisé dans l'état du résultat net selon le mode linéaire sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Actifs	Durées d'utilité estimatives (en années)
Bâtiments	De 15 à 40
Systèmes et matériel	De 3 à 25

Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les méthodes d'amortissement sont examinées et ajustées de manière prospective, au besoin, chaque date de clôture.

Un élément d'immobilisation corporelle est décomptabilisé au moment de sa sortie, de son remplacement ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est prévu à l'égard de son utilisation ou de sa sortie. Tout profit ou perte résultant de la décomptabilisation de l'actif est déterminé par la comparaison du produit de la sortie avec la valeur comptable de l'actif. Ces profits ou ces pertes sont inscrits à l'état du résultat net au cours de la période durant laquelle l'actif est décomptabilisé.

#### Autres apports aux immobilisations corporelles

Les apports sous forme de produits reçus de tierces parties dont l'objet est de compenser le coût des immobilisations corporelles sont crédités dans le résultat de la période au cours de laquelle ils surviennent.

#### f) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Le coût des immobilisations incorporelles au 1<sup>er</sup> septembre 2014, date de transition de la Société aux IFRS, a été établi en fonction du coût présumé, et donc la valeur comptable nette des immobilisations présentée dans les états financiers de la Société aux termes des PCGR canadiens est devenue le nouveau coût à la date de transition aux IFRS.

Les dépenses inscrites à l'actif comprennent le coût des matières premières, les coûts de la main-d'œuvre directe et tous les autres frais directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Les coûts d'emprunt à l'égard des actifs qualifiés sont inscrits à l'actif selon la méthode comptable de la Société, comme il est présenté à la note 3 h).

Une immobilisation incorporelle développée à l'interne et en cours de développement est comptabilisée si tous les critères de comptabilisation suivants sont respectés : la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation, l'intention et la capacité d'achever l'immobilisation, l'intention et la capacité de mettre en service ou de vendre l'immobilisation, l'établissement de la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs, la disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement de l'immobilisation et pour mettre en service ou vendre l'immobilisation et la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation. Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'état du résultat net à mesure qu'ils surviennent.

Après la comptabilisation initiale, les coûts ne sont inscrits à l'actif que lorsqu'ils donnent lieu à un accroissement des avantages économiques futurs associés à l'actif auquel ils correspondent et que les coûts peuvent être évalués de façon fiable; sinon, ils sont comptabilisés dans les charges d'exploitation à l'état du résultat net.

Le droit de navigation aérienne est amorti sur une période de 46 ans, soit la période de recouvrement établie par le conseil, agissant en qualité de régulateur de tarifs.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

L'amortissement des autres immobilisations incorporelles débute lorsque le développement prend fin ou que l'actif peut être mis en service. L'amortissement se fait sur la période des avantages futurs attendus. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé dans l'état du résultat net selon le mode linéaire sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Actifs	Durées d'utilité estimatives (en années)
Droit de navigation aérienne	46
Logiciels achetés	De 5 à 20
Logiciels maison	De 5 à 20

Les immobilisations incorporelles en cours de développement ne sont pas amorties.

Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les méthodes d'amortissement sont examinées et ajustées de manière prospective, au besoin, chaque date de clôture.

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée au moment de sa sortie, de son remplacement ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est prévu à l'égard de son utilisation ou de sa sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation de l'actif est déterminé par la comparaison du produit de la sortie avec la valeur comptable de l'actif. Ces profits ou ces pertes sont inscrits à l'état du résultat net à titre de produits ou de charges au cours de la période durant laquelle l'actif est décomptabilisé.

#### g) Dépréciation d'actifs non financiers

À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, la Société réévalue ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe un indice qu'une perte de valeur s'est produite. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Le goodwill et les actifs en cours de développement sont soumis annuellement à un test de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Si la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT doit être ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée comme une charge dans le résultat net.

Lorsqu'un actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient. Étant donné que le SNA est exploité comme un système, il n'est pas possible d'isoler de manière concluante les flux de trésorerie attribuables à des actifs distincts dans le système. Le système de navigation aérienne est donc considéré comme une seule UGT. Lorsque des actifs dans le système ne sont plus requis, une évaluation distincte de ces actifs a lieu.

Les pertes de valeur précédemment comptabilisées sur une immobilisation corporelle ou incorporelle, autres qu'une perte de valeur liée au goodwill, sont examinées annuellement pour d'éventuelles reprises. Une reprise de perte de valeur est comptabilisée dans le résultat net immédiatement.

Les soldes des comptes de report réglementaires doivent être remis ou recouverts au moyen des redevances d'usage de la Société selon l'approbation des tarifs par le régulateur de tarifs en fonction des règles de facturation de la Loi sur le SNA. Afin de déterminer s'il existe une indication que des actifs des comptes de report réglementaires ont pu se déprécier, la Société examine sa capacité à recouvrer les soldes des comptes de report réglementaires au moyen des redevances d'usage futures à l'égard de la prestation des services de navigation aérienne civile tel qu'il est défini dans la Loi sur le SNA.

#### h) Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'actifs qualifiés sont ajoutés au coût de ces actifs jusqu'à ce que les actifs soient prêts à être mis en service ou vendus. Les actifs qualifiés sont ceux qui prennent nécessairement plus d'un an à préparer pour être mis en service. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans l'état du résultat net au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### i) Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés, ajusté en fonction des risques propres au passif, à un taux d'intérêt sans risque qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les augmentations du montant des provisions attribuables au temps écoulé (la désactualisation) sont comptabilisées comme une charge financière.

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### i) Provisions (suite)

Les provisions sont revues chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les passifs relatifs au démantèlement sont comptabilisés au moment où la Société contracte une obligation juridique ou implicite de démanteler ou d'enlever un actif et de restaurer le lieu où l'actif est situé. Lorsque le passif est initialement inscrit, un montant équivalent est inscrit à l'actif à titre de coût inhérent aux bâtiments, aux systèmes ou au matériel connexe. Toutes les modifications qui sont apportées à la provision relative au démantèlement résultant des variations des coûts futurs estimés ou des changements importants au taux d'actualisation sont ajoutées au coût de l'actif connexe ou en sont déduites dans la période considérée. Le coût inscrit à l'actif est amorti sur la durée d'utilité de l'immobilisation.

#### j) Comptes de report réglementaires

Le moment de la constatation de certains produits et charges diffère de celui qui serait autrement attendu de sociétés qui ne sont pas soumises à des lois de réglementation régissant le niveau de leurs redevances; il y a lieu de consulter la note 9 pour en connaître les effets.

L'approche de la Société à l'égard de la détermination des redevances d'usage est fondée sur les règles de facturation de la Loi sur le SNA, lesquelles prescrivent, entre autres choses, que le tarif des redevances, établi d'après des projections raisonnables et prudentes, ne peut être tel que les produits découlant de ces redevances soient supérieurs aux obligations financières courantes et futures de la Société dans le cadre de la prestation des services de navigation aérienne civile. Aux termes de ces paramètres, le conseil, agissant en qualité de régulateur de tarifs, approuve le montant des modifications devant être apportées aux redevances d'usage ainsi que la date à laquelle elles doivent avoir lieu.

L'IFRS 14, *Comptes de report réglementaires*, permet aux nouveaux adoptants qui comptabilisaient les soldes des comptes de report réglementaires dans leurs états financiers conformément à leur référentiel comptable antérieur de continuer de comptabiliser les soldes des comptes de report réglementaires dans leurs premiers états financiers en IFRS. L'IFRS 14 est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016, mais son application anticipée était permise. La Société a comptabilisé les soldes des comptes de report réglementaires dans ses états financiers consolidés établis conformément aux PCGR canadiens avant l'adoption des IFRS et a choisi d'appliquer cette norme le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Afin d'atténuer l'incidence de facteurs imprévisibles et incontrôlables sur ses activités, à savoir principalement les fluctuations imprévues de la circulation aérienne, la Société applique une procédure de stabilisation des tarifs. Des montants sont ajoutés au compte de stabilisation des tarifs ou en sont déduits, en fonction des variations des montants utilisés lors de l'établissement des redevances d'usage. De plus, pour certaines opérations où l'échéancier des flux de trésorerie diffère significativement de la comptabilisation, la Société comptabilise d'autres montants de report réglementaires afin de différer la comptabilisation dans la période où ils seront pris en compte pour l'établissement des tarifs. Ces opérations sont généralement prises en compte pour l'établissement du taux lorsqu'il est prévu que les montants seront réalisés en trésorerie, sauf pour les flux de trésorerie relatifs aux instruments de couverture, qui sont pris en compte pour l'établissement des tarifs dans la même période que celle de l'opération couverte sous-jacente.

#### k) Produits

Des produits sont constatés dans la mesure où il est probable que des avantages économiques iront à la Société et que les produits peuvent être évalués de façon fiable. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, exclusion faite des taxes de vente.

##### i) Redevances d'usage

Les produits sont constatés lorsque les services de navigation aérienne sont rendus. Les tarifs au titre des redevances d'usage sont approuvés par le conseil, agissant en qualité de régulateur de tarifs.

##### ii) Contrats de services et de développement

Les produits sont constatés lorsque les services sont rendus. Les produits tirés d'un contrat visant la prestation de services sont constatés en fonction du degré d'avancement du contrat. Lorsque le résultat d'une opération qui comprend une prestation de services ne peut être estimé de façon fiable, les produits sont constatés seulement en fonction des charges engagées qui sont considérées comme étant recouvrables.

Lorsque le résultat d'un contrat de développement peut être estimé de manière fiable, les produits et les charges sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture, évalué selon la proportion des coûts engagés pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée par rapport aux coûts totaux estimés du contrat. Les modifications dans les travaux du contrat, les réclamations et les primes de performance sont incluses dans la mesure où le montant peut être évalué de manière fiable et que sa réception est probable.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

Lorsque la direction détermine qu'il est probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits du contrat, la perte attendue doit être immédiatement comptabilisée en charges.

#### iii) Publications aéronautiques

Les produits tirés de la vente de publications aéronautiques sont comptabilisés lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés au client et que les coûts rattachés à l'opération peuvent être évalués de façon fiable.

#### iv) Apports

Les apports afférents aux immobilisations sont comptabilisés dans les produits à mesure que les services sont rendus. De manière générale, la seule obligation d'exécution est la construction de l'actif. Par conséquent, les produits sont comptabilisés à mesure que l'actif est construit selon la méthode du pourcentage d'avancement.

#### l) Paiements au titre de la location

Les paiements versés aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés dans l'état du résultat net à titre de charges d'exploitation selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location. Les avantages reçus au titre de la location sont comptabilisés comme étant constitutifs du total de la charge locative, sur la durée du contrat de location.

#### m) Produits financiers et autres charges financières

Les produits financiers comprennent les produits d'intérêts sur les placements et les variations de la juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits d'intérêts sont comptabilisés dans le résultat net, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les autres charges financières comprennent les charges d'intérêts sur les emprunts, la désactualisation des provisions, les variations de la juste valeur d'actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et les pertes de valeur comptabilisées sur des actifs financiers. Les coûts d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qualifié sont comptabilisés dans le résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### n) Impôt sur le résultat

##### i) Impôt exigible

NAV CANADA est exonérée de l'impôt sur le résultat, du fait qu'elle répond à la définition d'organisation à but non lucratif en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada (la « LIR »). Toutefois, ses filiales en exploitation au Canada et dans d'autres territoires sont assujetties à l'impôt canadien et à l'impôt à l'étranger.

##### ii) Impôt différé

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de l'incidence fiscale des différences entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leur valeur fiscale respective. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductibles ainsi qu'au titre des pertes fiscales et réductions d'impôt inutilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés chaque date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués d'après les taux d'impôt et les lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et dont l'application est attendue sur leur période respective de réalisation. Ces montants sont réévalués chaque période au cas où il y aurait des modifications aux taux d'impôt.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit ou une intention de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible relevant de la même administration fiscale.

##### o) Présentation de l'information sectorielle

Les secteurs d'exploitation sont présentés de la même manière que les informations de gestion sont présentées au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, à qui il incombe d'affecter les ressources et d'évaluer la performance des activités d'exploitation, a été déterminé comme étant le chef de la direction de la Société. L'activité principale de la Société consiste à fournir des services de navigation aérienne pour lesquels elle perçoit des redevances d'usage. Cette activité principale constitue l'unique secteur isolable de la Société. Les services de navigation aérienne de la Société sont dispensés principalement au Canada. La majorité des dépenses d'investissement et des immobilisations de la Société sont situées au Canada.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

## 4. PRODUITS

Les redevances d'usage par types de services de navigation aérienne fournis pour les exercices clos les 31 août se sont établies comme suit :

	2016	2015
Redevances de survol <sup>1)</sup>	715 \$	679 \$
Redevances d'aérogare <sup>2)</sup>	485	476
Redevances quotidiennes/annuelles/trimestrielles <sup>3)</sup>	84	78
Redevances d'utilisation des services de navigation de l'Atlantique Nord et de communications internationales <sup>4)</sup>	49	47
	1 333 \$	1 280 \$

<sup>1)</sup> Les redevances de survol ayant trait aux services de navigation aérienne fournis ou offerts aux aéronefs au cours de la phase de survol, que ce soit pour la navigation dans l'espace aérien contrôlé par le Canada ou pour décoller du Canada ou y atterrir.

<sup>2)</sup> Les redevances d'aérogare ayant trait aux services de navigation aérienne fournis ou mis à la disposition des aéronefs à l'aéroport ou à proximité de ce dernier.

<sup>3)</sup> Les redevances quotidiennes/annuelles/trimestrielles ayant trait aux services de navigation de survol et d'aérogare. Ces redevances s'appliquent généralement aux aéronefs à hélice.

<sup>4)</sup> Les redevances d'utilisation des services de navigation de l'Atlantique Nord et de communications internationales ayant trait à certains services de navigation aérienne et de communications fournis ou mis à la disposition des aéronefs alors qu'ils survolent l'Atlantique Nord. Ces services sont mis à la disposition des aéronefs lorsqu'ils se trouvent hors de l'espace aérien souverain du Canada, mais pour lequel le Canada a des responsabilités au chapitre du contrôle de la circulation aérienne aux termes des conventions internationales. Les redevances de communications internationales comprennent également les services fournis ou offerts aux aéronefs survolant l'espace aérien canadien du nord.

La Société compte deux clients représentant chacun plus de 10 % du total des produits. Pour l'exercice clos le 31 août 2016, les produits provenant du client le plus important se sont établis à 249 \$ (236 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015) et ceux provenant du deuxième client en importance se sont chiffrés à 162 \$ (152 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015), représentant ensemble 30 % (29 % pour l'exercice clos le 31 août 2015) du total des produits de la Société. Les produits tirés de ces deux principaux clients découlent de la prestation de services de navigation aérienne.

Pour l'exercice clos le 31 août 2016, les autres produits représentent essentiellement les produits attribuables aux contrats de services et de développement de 46 \$ (38 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015).

## 5. SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel pour les exercices clos les 31 août comprennent ce qui suit :

	2016	2015
Salaires et autres	680 \$	651 \$
Avantages sociaux	70	60
Coût des prestations pour les services rendus au cours de l'exercice	145	149
Moins le montant inscrit à l'actif au titre des salaires et avantages du personnel	(37)	(31)
	858 \$	829 \$

## 6. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation pour les exercices clos les 31 août comprennent ce qui suit :

	2016	2015
Déplacements	33 \$	29 \$
Assurances, réclamations et autres	12	19
Autres charges	12	9
	57 \$	57 \$

## 7. PRODUITS FINANCIERS ET AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

Les produits financiers pour les exercices clos les 31 août se sont établis comme suit :

	2016	2015
Produits d'intérêts sur les autres actifs financiers classés à titre de prêts et créances	(1) \$	(14) \$
Produits d'intérêts sur les actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente	(1)	(1)
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	(19)	(7)
	(21) \$	(22) \$

La variation nette de la juste valeur des actifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net comprend les produits d'intérêts et de dividendes liés à ces actifs financiers.

Les autres charges financières pour les exercices clos les 31 août se sont établies comme suit :

	2016	2015
Charges d'intérêts sur les passifs financiers au coût amorti	95 \$	114 \$
Moins les coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(2)	(1)
	93 \$	113 \$

## 8. AUTRES PROFITS ET PERTES

Les autres profits et pertes pour l'exercice clos le 31 août 2016 comprenaient des pertes de change d'un montant net de 1 \$ (profits de change d'un montant net de 41 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015).

**NAV CANADA**
**Notes afférentes aux états financiers consolidés**
*Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)*

## 9. INCIDENCE DES COMPTES DE REPORT RÉGLEMENTAIRES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Selon l'information que la Société est tenue de fournir à titre d'entité assujettie à la réglementation des tarifs, les soldes des comptes de report réglementaires sont les suivants aux dates indiquées :

	31 août 2015	Report réglementaire	Recouvrement ou reprise	31 août 2016	Période de recouvrement
<b>Soldes débiteurs des comptes de report réglementaires</b>					
Dérivés a)	13 \$	41 \$	– \$	54 \$	1), 8)
Impôt différé b)	44	1	–	45	2)
Avantages du personnel					
Congés de maladie cumulatifs c)	33	–	(3)	30	3)
Réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi	35	7	(4)	38	4), 9)
Réévaluations des régimes de retraite d)	1 005	477	–	1 482	5), 9)
Réévaluations des régimes complémentaires de retraite	–	8	(1)	7	4), 9)
Autres					
Opération de couverture réalisée e)	1	51	–	52	1), 8)
	1 131 \$	585 \$	(8) \$	1 708 \$	
<b>Soldes (créditeurs) des comptes de report réglementaires</b>					
Compte de stabilisation des tarifs f)	(81) \$	(88) \$	– \$	(169) \$	6)
Dérivés a)	(6)	3	–	(3)	1), 8)
Avantages du personnel					
Cotisations aux régimes de retraite d)	(197)	61	–	(136)	5)
Réévaluations des régimes complémentaires de retraite	(1)	–	1	–	4)
Cotisations au titre des prestations d'ILD	(3)	3	–	–	7)
Autres					
Variation de la juste valeur du placement sous forme d'actions privilégiées	(153)	(9)	–	(162)	2)
Opération de couverture réalisée e)	(7)	–	1	(6)	1)
	(448) \$	(30) \$	2 \$	(476) \$	

**NAV CANADA**
**Notes afférentes aux états financiers consolidés**

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

	1 <sup>er</sup> septembre 2014	Report réglementaire	Recouvrement ou reprise	31 août 2015	Période de recouvrement
<b>Soldes débiteurs des comptes de report réglementaires</b>					
Dérivés a)	1 \$	12 \$	– \$	13 \$	1)
Impôt différé b)	35	9	–	44	2)
Avantages du personnel					
Congés de maladie cumulatifs c)	34	(1)	–	33	3)
Réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi	40	(5)	–	35	4)
Réévaluations des régimes de retraite d)	1 386	(381)	–	1 005	5)
Autres					
Opération de couverture réalisée e)	1	–	–	1	1)
	1 497 \$	(366) \$	– \$	1 131 \$	
<b>Soldes (créditeurs) des comptes de report réglementaires</b>					
Compte de stabilisation des tarifs f)	(76) \$	(5) \$	– \$	(81) \$	6)
Dérivés a)	(8)	2	–	(6)	1)
Avantages du personnel					
Cotisations aux régimes de retraite d)	(221)	61	(37)	(197)	5)
Réévaluations des régimes complémentaires de retraite	–	(1)	–	(1)	4)
Cotisations au titre des prestations d'ILD	(4)	1	–	(3)	7)
Autres					
Variation de la juste valeur du placement sous forme d'actions privilégiées	(97)	(56)	–	(153)	2)
Opération de couverture réalisée e)	(8)	–	1	(7)	1)
	(414) \$	2 \$	(36) \$	(448) \$	

1) Les couvertures de flux de trésorerie sont prises en compte pour l'établissement des tarifs au cours de la même période que l'opération couverte sous-jacente.

Les pertes (profits) liés à la juste valeur sur les contrats de change à terme sont pris en compte pour l'établissement des tarifs au cours de la période où ils sont réalisés. Les pertes (profits) liés à la juste valeur sur les swaps de taux d'intérêt à terme sont différés et pris en compte pour l'établissement des tarifs sur la durée de l'instrument d'emprunt.

2) Les reports réglementaires liés au placement de la Société dans Aireon sont pris en compte pour l'établissement des tarifs lorsqu'ils sont réalisés en trésorerie par la réception de dividendes après impôt.

3) Les droits aux congés de maladie cumulatifs qui ne s'acquiert pas sont pris en compte pour l'établissement des tarifs lorsque les congés de maladie sont utilisés et payés en trésorerie. Les droits aux congés de maladie cumulatifs acquis sont pris en compte pour l'établissement des tarifs dans la période au cours de laquelle les membres du personnel fournissent des services.

4) Ces montants de réévaluation seront recouverts par l'amortissement des réévaluations des exercices antérieurs sur la durée moyenne prévue de la carrière active des participants au régime.

5) Les coûts découlant des régimes de retraite de la Société pour ses régimes capitalisés sont pris en compte pour l'établissement des tarifs en fonction des apports en trésorerie de la Société aux fonds des régimes de retraite comme il est décrit à la note 9 d) ci-après. Les ajustements aux régimes de retraite liés à l'adoption des IFRS et les réévaluations ultérieures sont différés et pris en compte pour l'établissement des tarifs à mesure que les apports en trésorerie aux fonds des régimes de retraite sont effectués.

## 9. INCIDENCE DES COMPTES DE REPORT RÉGLEMENTAIRES SUR LES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

<sup>6)</sup> Afin d'atténuer l'incidence de facteurs imprévisibles et incontrôlables sur ses activités, à savoir principalement les fluctuations imprévues de la circulation aérienne, la Société applique une procédure de stabilisation des tarifs. Des montants sont ajoutés au compte de stabilisation des tarifs ou en sont déduits, en fonction des variations des montants utilisés lors de l'établissement des redevances d'usage.

De plus, dans le cadre de certaines opérations où le calendrier des flux de trésorerie diffère de manière importante de la comptabilisation, la Société comptabilise d'autres comptes de report réglementaires afin de différer la comptabilisation jusqu'à la période au cours de laquelle ils seront pris en compte pour l'établissement des tarifs.

<sup>7)</sup> La Société recouvre le coût annuel des cotisations au titre du régime d'ILD au régime capitalisé.

<sup>8)</sup> Le mouvement net des comptes de report réglementaires lié aux autres éléments du résultat global découlant des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 août 2016, qui s'est élevé à 95 \$, comprend un montant de 51 \$ lié à l'opération de couverture réalisée ainsi qu'un montant de 44 \$ servant à différer les ajustements de la juste valeur au titre des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie.

<sup>9)</sup> Le mouvement net des comptes de report réglementaires lié aux autres éléments du résultat global découlant de la réévaluation des régimes à prestations définies du personnel pour l'exercice clos le 31 août 2016 s'est élevé à 492 \$, ce qui comprend un montant lié aux réévaluations des régimes de retraite de 477 \$, un montant lié aux réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi de 7 \$ et un montant lié aux réévaluations des régimes complémentaires de retraite de 8 \$.

L'écart cumulé entre le total des soldes débiteurs des comptes de report réglementaires et le total des soldes créditeurs des comptes de report réglementaires est présenté dans les capitaux propres chaque date de clôture.

Le conseil prend en compte le solde du compte de stabilisation des tarifs ajusté de façon théorique de manière à refléter la tranche non liée au crédit de l'écart de la juste valeur des placements par rapport à leur valeur nominale lorsqu'il établit le montant des redevances d'usage.

L'objectif à long terme quant au solde de crédit cible du compte de stabilisation des tarifs est de 7,5 % du total des charges annuelles prévues, déduction faite des autres (produits) charges, compte non tenu des éléments non récurrents, sur une base continue. Pour l'exercice clos le 31 août 2016 (l'« exercice 2016 »), le solde cible s'est établi à 100 \$ [98 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015 (l'exercice 2015)]. Au 31 août 2016, le solde du compte de stabilisation des tarifs ajusté théoriquement pour tenir compte du montant net de 14 \$ de la tranche non liée au crédit de l'écart de la juste valeur des placements par rapport à leur valeur nominale (note 22) correspondait à un solde créditeur de 183 \$ (102 \$ au 31 août 2015).

Le 18 juillet 2016, la Société a publié un avis décrivant la mise en œuvre de changements aux redevances d'usage. Les redevances révisées ont pris effet le 1<sup>er</sup> septembre 2016 et consistent en une réduction de tarif temporaire d'un an en sus des révisions des tarifs de base. L'incidence de l'ajustement temporaire sera comptabilisée à titre de baisse du compte de stabilisation des tarifs au cours de l'exercice qui sera clos le 31 août 2017 (l'« exercice 2017 »). La Société a également révisé ses tarifs de base avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> septembre 2016 pour s'assurer qu'ils reflètent les coûts.

La Société n'utilise pas de taux de rendement pour refléter la valeur temps de l'argent pour tout solde de comptes de report réglementaires que ce soit.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence des ajustements au titre de la stabilisation des tarifs et du mouvement net des comptes de report réglementaires sur le résultat net présenté dans l'état du résultat net :

	2016	2015
Avant le mouvement net des comptes de report réglementaires		
Produits	1 393 \$	1 334 \$
Charges d'exploitation	1 238	1 202
Autres (produits) et charges	116	103
Charge d'impôt sur le résultat	2	2
	37	27
Mouvement net des soldes des comptes de report réglementaires		
Ajustements au titre de la stabilisation des tarifs		
Écarts favorables par rapport aux niveaux prévus	(57)	(34)
Ajustement approuvé initial <sup>1)</sup>	(31)	(8)
Prélèvement supplémentaire lié aux régimes de retraite	–	37
	(88)	(5)
Autres ajustements aux comptes de report réglementaires		
Cotisations des membres du personnel aux régimes de retraite	61	24
Autres avantages du personnel	(3)	–
Placements sous forme d'actions privilégiées, après impôt	(8)	(47)
Opérations de couverture réalisées	1	1
	51	(22)
	(37)	(27)
Bénéfice net (perte nette), compte tenu des ajustements au titre de la stabilisation des tarifs et des ajustements aux comptes de report réglementaires	– \$	– \$

<sup>1)</sup> Le conseil a approuvé un virement de 31 \$ au compte de stabilisation des tarifs devant être inscrit au cours de l'exercice 2016 (8 \$ pour l'exercice 2015) afin que les résultats d'exploitation prévus atteignent le seuil de rentabilité. Par conséquent, ce montant a été viré au compte de stabilisation des tarifs de manière constante au cours de l'exercice.

#### a) Dérivés – Opérations de couverture réglementaires latentes

Le tableau qui suit présente les soldes débiteurs (créditeurs) des opérations de couverture réglementaires latentes, qui sont composés des pertes et profits latents sur les instruments financiers dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Pertes (profits) liés à la juste valeur sur les opérations latents de couverture du change <sup>1)</sup>	(3) \$	(3) \$	1 \$
Pertes (profits) liés à la juste valeur latents sur les swaps de taux d'intérêt à terme arrivés à échéance en février 2016 <sup>2)</sup>	–	13	(8)
Pertes (profits) liés à la juste valeur latents sur les swaps de taux d'intérêt à terme échéant en avril 2019 <sup>3)</sup>	54	(3)	–
	51 \$	7 \$	(7) \$

<sup>1)</sup> La Société a conclu un contrat de change à terme afin de couvrir sa quatrième phase d'investissement au titre du placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon. Le contrat à terme est arrivé à échéance et la Société a reçu les dollars américains, lesquels sont maintenant détenus à titre d'instrument de couverture. La quatrième phase d'investissement devrait avoir lieu au cours de l'exercice qui sera clos le 31 août 2017.

<sup>2)</sup> La Société a réglé en trésorerie ces contrats de swaps de taux d'intérêt à terme en février 2016, lorsque les billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 couverts ont été émis [se reporter à la note 21 b)]. La perte réalisée a été reclassée dans le solde débiteur réglementaire au titre des opérations de couverture réalisées [se reporter à la note 9 e)].

## 9. INCIDENCE DES COMPTES DE REPORT RÉGLEMENTAIRES SUR LES ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

### a) Dérivés – Opérations de couverture réglementaires latentes (suite)

<sup>3)</sup> La Société compte régler en trésorerie ces swaps de taux d'intérêt à terme en avril 2019, soit lorsque le refinancement couvert devrait avoir lieu. Lorsque l'opération prévue aura lieu, les profits ou les pertes réalisés seront reclassés dans le solde créditeur ou débiteur réglementaire au titre des opérations de couverture réalisées.

### b) Impôt différé

Le solde débiteur du compte au titre de l'impôt différé qui s'établissait à 45 \$ au 31 août 2016 (44 \$ au 31 août 2015) diffère de la comptabilisation des soldes d'impôt différé liés au placement de la Société dans Aireon. Par conséquent, le placement de la Société dans Aireon n'a aucune incidence nette sur les états consolidés du résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2016.

### c) Avantages du personnel – Soldes débiteurs des congés de maladie cumulatifs

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Congés de maladie cumulatifs qui ne s'acquièrent pas	20 \$	21 \$	21 \$
Congés de maladie cumulatifs acquis	10	12	13
Total des congés de maladie cumulatifs	30 \$	33 \$	34 \$

### d) Cotisations de retraite

Au 31 août 2016, les soldes créditeurs des comptes de report réglementaires comprenaient un montant de 136 \$ (197 \$ au 31 août 2015; 221 \$ au 1<sup>er</sup> septembre 2014) lié au recouvrement de cotisations de retraite au moyen des redevances d'usage. Le passif au titre des prestations constituées à l'égard des régimes de retraite, déduction faite des reports réglementaires connexes, s'établissait comme suit :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Passif au titre des avantages du personnel (note 15)	(1 346) \$	(808) \$	(1 118) \$
Moins :			
Reports réglementaires des ajustements hors trésorerie	1 482	1 005	1 386
Excédent des cotisations aux régimes de retraite par rapport à la charge de retraite	136 \$	197 \$	268 \$
Soldes créditeurs réglementaires – recouvrement de cotisations	(136) \$	(197) \$	(221) \$
(Excédent) insuffisance des charges réglementaires sur les cotisations	– \$	– \$	47 \$

La Société utilise une approche réglementaire pour déterminer la charge nette comptabilisée au résultat net pour les coûts liés aux régimes de retraite. L'objectif de cette approche vise à refléter le coût en trésorerie des régimes de retraite capitalisés dans le résultat net en comptabilisant un ajustement aux comptes de report réglementaires connexes. Ces ajustements réglementaires correspondent à l'écart entre les coûts des régimes de retraite, tel qu'ils sont établis selon l'IAS 19, *Avantages du personnel*, et le coût annuel en trésorerie des régimes.

### e) Opérations de couverture réalisées

Le solde créditeur réglementaire au titre des opérations de couverture réalisées au 31 août 2016 était constitué de la tranche résiduelle de 6 \$ (7 \$ au 31 août 2015) du profit différé sur le contrat à terme sur obligations réglé en février 2011, lequel est amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif dans le résultat net sur la durée des billets d'obligation générale de série BMT 2011-1 couverts.

Le solde débiteur réglementaire au titre des opérations de couverture réalisées de 52 \$ au 31 août 2016 (1 \$ au 31 août 2015) était constitué de la tranche résiduelle de 1 \$ de la perte différée sur le contrat à terme sur obligations réglé en avril 2013 qui est appliquée aux billets d'obligation générale de série BMT 2013-1 et d'une perte différée de 51 \$ comptabilisée dans les autres éléments du résultat global sur les swaps de taux d'intérêt qui ont été réglés en février 2016, laquelle est reclassée selon la méthode du taux d'intérêt effectif dans le résultat net sur la durée des billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 couverts.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

#### f) Le solde créditeur du compte de stabilisation des tarifs était composé des montants suivants :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Compte de stabilisation des tarifs			
Reports d'exploitation <sup>1)</sup>	180 \$	100 \$	91 \$
Écarts de la juste valeur des placements <sup>2)</sup>	(11)	(19)	(15)
	169 \$	81 \$	76 \$

<sup>1)</sup> Si les produits réels venaient à dépasser les charges réelles de la Société, l'excédent serait inscrit comme un crédit au compte de stabilisation des tarifs. Inversement, si les produits réels venaient à être inférieurs aux charges réelles, le manque à gagner serait inscrit comme un débit au compte de stabilisation des tarifs. Un solde débiteur inscrit dans le compte de stabilisation des tarifs représente un montant qui pourra être recouvré au moyen de redevances d'usage futures, tandis qu'un solde créditeur représente un montant qui devra être cédé au moyen des redevances d'usage futures.

<sup>2)</sup> Au 31 août 2016, le total des écarts de la juste valeur des placements par rapport à leur valeur nominale inscrite à l'état de la situation financière de la Société correspondait à un crédit de 14 \$ (22 \$ au 31 août 2015), lequel comprenait des ajustements de la juste valeur de 11 \$ et une variation de la juste valeur de 3 \$ réalisée sur des billets du VAC de catégorie A-2 lors de leur achat au cours de l'exercice 2011. Au cours de l'exercice clos le 31 août 2016, ce montant a diminué en raison des ajustements de la juste valeur favorables sur les placements de 8 \$ (ajustements de la juste valeur défavorables de 4 \$ au 31 août 2015).

## 10. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composaient de ce qui suit :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Trésorerie	119 \$	149 \$	95 \$
Placements à court terme	–	81	98
	119 \$	230 \$	193 \$

## 11. DÉBITEURS ET AUTRES

Les débiteurs et autres se composaient de ce qui suit :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Créances clients	85 \$	91 \$	89 \$
Débiteurs comptabilisés et travaux en cours non facturés	20	19	27
Taxes à la consommation à recevoir	3	26	–
Provision pour créances douteuses	(1)	(1)	(2)
	107 \$	135 \$	114 \$

En août 2015, la Société a résilié l'opération transfrontalière, ce qui a donné lieu à un crédit de taxe sur les intrants recouvrable de 26 \$ au 31 août 2015. Ce montant a été reçu au cours du premier trimestre de l'exercice 2016.

L'exposition de la Société au risque de crédit et au risque de change ainsi qu'aux pertes de valeur liées aux débiteurs est décrite à la note 22.

## 12. PLACEMENTS COURANTS

Les placements courants comprennent ce qui suit :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
VAC II, PCAC et autres (note 22)	279 \$	– \$	– \$
Fonds de réserve pour le service de la dette a)	94	113	112
Fonds de réserve pour les opérations transfrontalières (note 16)	–	–	56
	373 \$	113 \$	168 \$

### a) Fonds de réserve au titre de l'acte de fiducie cadre et clauses restrictives en matière de liquidité stipulées dans l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale

Aux termes de l'acte de fiducie cadre (note 21), la Société est tenue de créer et de maintenir certains fonds de réserve, comme suit :

#### Fonds de réserve pour le service de la dette

À la clôture de chaque exercice, le solde du fonds de réserve pour le service de la dette doit être égal ou supérieur à l'obligation annuelle prévue au titre du service de la dette (amortissement du principal, intérêts et frais) sur les obligations impayées aux termes de l'acte de fiducie cadre, calculée de la manière prévue dans l'acte de fiducie cadre. Tout apport supplémentaire devant être versé au fonds de réserve pour le service de la dette doit, à tout le moins, être fait en versements égaux pendant les quatre trimestres suivants. Les sommes déposées dans le fonds de réserve pour le service de la dette sont détenues par un fiduciaire sous forme d'instruments du marché monétaire à court terme de première qualité et ne sont libérées qu'aux fins du remboursement du principal et du paiement des intérêts et des frais à payer relativement à l'encours des emprunts aux termes de l'acte de fiducie cadre. Toutefois, dans la mesure où aucun événement entraînant une situation de défaut ne s'est produit et continue d'exister, des fonds excédentaires peuvent être libérés de temps à autre à la demande de la Société. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, la Société a retiré 20 \$ des fonds excédentaires.

Aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale (note 21), la Société est tenue de conserver un montant de biens liquides similaire à celui exigé aux termes de l'acte de fiducie cadre relativement aux fonds de réserve. Plus précisément, la Société doit conserver des biens liquides équivalant au moins aux charges d'intérêts nettes sur 12 mois majorées d'un montant correspondant à 25 % des charges d'exploitation et d'entretien annuelles. Les biens liquides comprennent la trésorerie et les placements admissibles à ce titre, les montants détenus dans le fonds de réserve pour l'exploitation et l'entretien ainsi que dans le fonds de réserve pour le service de la dette, de même que toute tranche non utilisée d'une facilité de crédit consentie. En outre, la Société doit maintenir des biens liquides en trésorerie équivalant aux charges d'intérêts nettes sur 12 mois. Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les placements admissibles à ce titre détenus dans les fonds de réserve maintenus aux termes de l'acte de fiducie cadre.

La Société a respecté toutes les exigences du fonds de réserve et clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 août 2016.

## 13. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs se composaient de ce qui suit :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Montants payés d'avance	8 \$	9 \$	9 \$
Stocks	2	3	3
Dérivés	–	1	–
	10 \$	13 \$	12 \$

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

## 14. PLACEMENT SOUS FORME D' ACTIONS PRIVILÉGIÉES D'AIREON

En novembre 2012, la Société a signé des ententes (les « ententes de novembre 2012 ») établissant les modalités de sa participation dans Aireon, coentreprise avec Iridium. Aireon a pour mandat d'offrir une capacité de surveillance par satellite mondiale aux FSNA du monde entier, par l'intermédiaire de récepteurs de surveillance dépendante automatique en mode diffusion (« ADS-B ») intégrés comme charge utile supplémentaire dans la constellation de satellites NEXT. Le calendrier de lancement d'Iridium devrait permettre à Aireon d'être mise en exploitation commerciale d'ici l'année civile 2018.

La participation totale de la Société dans Aireon devrait être acquise en cinq phases d'investissement pour atteindre un montant total maximal de 150 \$ US (197 \$ CA) d'ici l'année civile 2017. Au 31 août 2016, la Société avait investi 120 \$ US (157 \$ CA) [120 \$ US (158 \$ CA) au 31 août 2015; 88 \$ US (95 \$ CA) au 1<sup>er</sup> septembre 2014], réalisant ainsi trois des cinq phases de son placement dans Aireon. Elle est également représentée par quatre des onze membres du conseil d'administration d'Aireon. Chaque phase d'investissement est conditionnelle à l'atteinte, par Aireon et Iridium, de certains objectifs précis en ce qui concerne notamment le développement de la charge utile ADS-B, le déploiement de la constellation de satellites NEXT, la commercialisation du service ADS-B d'Aireon auprès de certains clients FSNA potentiels et l'obtention des approbations réglementaires nécessaires à l'utilisation de la technologie.

En décembre 2013, les ententes de novembre 2012 ont été modifiées afin que trois autres FSNA d'importance, soit ENAV (Italie), Irish Aviation Authority (l'« IAA ») et Naviar (Danemark) (les « investisseurs supplémentaires ») puissent procéder à un investissement global de 120 \$ US (157 \$ CA) dans Aireon. La première phase du placement dans Aireon réalisée par les investisseurs supplémentaires a eu lieu en février 2014, la deuxième phase du placement a été complétée en janvier 2015 et les deux phases restantes devraient être effectuées par les investisseurs supplémentaires au cours de la période s'étalant de l'année civile 2016 à l'année civile 2017.

Conformément aux ententes modifiées, une tranche de la participation sous forme d'actions ordinaires actuelle d'Iridium dans Aireon sera ultérieurement rachetée contre un paiement d'Aireon de 120 \$ US (157 \$ CA), ce qui déterminera de façon définitive les participations de tous les investisseurs dans Aireon. À la suite du rachat et de la conversion connexe de la totalité des actions privilégiées en actions ordinaires, NAV CANADA détiendra 51 % de la participation sous forme d'actions ordinaires pleinement diluée dans Aireon, ENAV en détiendra 12,5 % et l'IAA et Naviar en détiendront chacun 6 %, alors qu'Iridium détiendra la participation restante de 24,5 %. Ce rachat devrait avoir lieu d'ici la fin de l'exercice qui sera clos le 31 août 2021.

Le placement de la Société sous forme d'actions privilégiées d'Aireon prévoit un dividende annuel cumulatif de 5 % [sauf pour la deuxième phase d'investissement d'un montant de 40 \$ US (52 \$ CA), qui prévoit un dividende annuel cumulatif de 10 %] calculé à compter de la date d'émission. Les actions privilégiées sont rachetables contre trésorerie en trois versements annuels à compter de novembre 2020, si les actions privilégiées n'ont pas encore été converties en actions ordinaires ou rachetées à ce moment. Les paiements en trésorerie au titre de ces obligations de rachat comprendront tout dividende non versé.

La Société peut en tout temps ou à l'occasion choisir de convertir une tranche ou la totalité des actions privilégiées d'Aireon qu'elle détient en actions ordinaires.

Tant que l'option de conversion n'est pas exercée, le placement de la Société sous forme d'actions privilégiées ne confère aucun droit à l'actif net résiduel d'Aireon à la Société et, par conséquent, le placement est comptabilisé à titre d'instrument financier. La Société a choisi de désigner l'intégralité du contrat contenant des dérivés incorporés comme étant un actif financier à la juste valeur par le biais du résultat net.

Lors de l'investissement initial des investisseurs supplémentaires en février 2014, le prix payé par les investisseurs supplémentaires pour les actions privilégiées d'Aireon ayant essentiellement les mêmes caractéristiques était considéré comme étant une estimation fiable de la juste valeur d'Aireon. La Société a également utilisé cette donnée pour évaluer la juste valeur de son placement dans Aireon au 31 août 2016, au 31 août 2015 et au 1<sup>er</sup> septembre 2014 puisqu'il a été déterminé que cela représente la meilleure estimation de la juste valeur (note 22).

Au 31 août 2016, la participation totale de la Société en actions ordinaires sur une base pleinement diluée après la conversion s'établissait à 36,5 % (36,5 % au 31 août 2015; 26,9 % au 1<sup>er</sup> septembre 2014).

**NAV CANADA****Notes afférentes aux états financiers consolidés**

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

**14. PLACEMENT SOUS FORME D' ACTIONS PRIVILÉGIÉES D'AIREON (SUITE)**

Les actifs et les passifs d'impôt différé de la Société au 31 août 2016 sont rattachés à son placement dans Aireon et sont détenus au sein d'une des filiales entièrement détenues de la Société. Aireon est une société à responsabilité limitée dont le siège social se situe aux États-Unis et est considérée comme une société de personnes à des fins fiscales américaines et, par conséquent, n'est généralement pas assujettie directement à l'impôt sur le résultat. On attribue plutôt à la Société, à Iridium et aux investisseurs supplémentaires une portion du bénéfice imposable (de la perte fiscale) d'Aireon selon leur participation respective dans le bénéfice imposable ou la perte fiscale d'Aireon aux termes des lois fiscales américaines. La Société a comptabilisé des passifs d'impôt différé se chiffrant à 43 \$ US (56 \$ CA) (52 \$ CA au 31 août 2015; 42 \$ CA au 1<sup>er</sup> septembre 2014) principalement attribuable à la hausse de la juste valeur de la participation de la Société dans Aireon. La Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé se chiffrant à 9 \$ US (11 \$ CA) (8 \$ CA au 31 août 2015; 7 \$ CA au 1<sup>er</sup> septembre 2014) au titre des pertes d'exploitation et des frais de recherche et développement reportés en avant attribués à la filiale de la Société. La comptabilisation des actifs d'impôt différé est fondée sur l'évaluation par la direction de la probabilité de leur réalisation. Les pertes d'exploitation reportées en avant viendront à échéance à compter de l'année civile 2033. Les actifs et passifs d'impôt différé sont présentés sur une base nette dans l'état consolidé de la situation financière à titre de passif d'impôt différé comme il est présenté dans le tableau ci-après.

Le tableau suivant présente l'incidence du placement de la Société sous forme d'actions privilégiées d'Aireon et l'incidence du recours à la comptabilité des activités à tarifs réglementés sur l'état de la situation financière de la Société :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Actifs courants			
Actifs dérivés et autres	3 \$	3 \$	– \$
Placement sous forme d'actions privilégiées	291	282	190
Passifs dérivés	–	–	(1)
Passif d'impôt différé	(45)	(44)	(35)
Incidence sur la situation financière du placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon, compte non tenu de la comptabilité des activités à tarifs réglementés	249 \$	241 \$	154 \$
Soldes débiteurs des comptes de report réglementaires			
Passifs dérivés	– \$	– \$	1 \$
Passif d'impôt réglementaire différé	45	44	35
	45 \$	44 \$	36 \$
Soldes créditeurs des comptes de report réglementaires			
Variation cumulée de la juste valeur du placement sous forme d'actions privilégiées	(162) \$	(153) \$	(97) \$
Profit latent lié à la juste valeur sur l'opération de couverture du change	(3)	(3)	–
	(165) \$	(156) \$	(97) \$
Incidence nette sur la situation financière du placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon, compte tenu de la comptabilité des activités à tarifs réglementés	129 \$	129 \$	93 \$

L'incidence nette sur la situation financière du placement de la Société sous forme d'actions privilégiées d'Aireon compte tenu de la comptabilité des activités à tarifs réglementés reflète les sommes réelles versées dans le cadre du placement de la Société dans Aireon (aux taux de change en vigueur à la date des transactions et incluant les coûts de transaction non amortis).

L'utilisation de comptes de report réglementaires permet de différer la comptabilisation des transactions liées au placement de la Société dans Aireon sur l'état consolidé du résultat net de la Société. Par conséquent, le placement de la Société dans Aireon n'a aucune incidence sur l'état consolidé du résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2016. Ces montants ne sont pas pris en compte aux fins de l'établissement des tarifs jusqu'au moment où ils sont réalisés en trésorerie par le truchement de dividendes reçus après impôt.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

Aireon est une société en démarrage n'exerçant pas d'activités qui a peu de produits et dont la plupart des dépenses sont inscrites à l'actif. Comme il est susmentionné, le placement de la Société sous forme d'actions privilégiées d'Aireon est comptabilisé à titre d'instrument financier tant que l'option de conversion n'est pas exercée. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités financières stratégiques et les activités d'exploitation, mais ne détient aucune participation; ainsi, l'application de la méthode de la mise en équivalence donnerait lieu à une quote-part du résultat net des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence de néant.

L'exercice financier d'Aireon se clôt le 31 décembre. L'IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, restreint l'écart entre la date de clôture d'une coentreprise et celle de l'investisseur à au plus trois mois et exige l'ajustement des résultats à la suite de toutes les transactions importantes qui se produisent dans l'intervalle. Le tableau qui suit présente de l'information sur la situation financière d'Aireon aux 30 juin 2016 et 2015, convertie à partir de montants en dollars américains. Aucune transaction importante exigeant un ajustement aux états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 août 2016 et 2015 ne s'est produite au cours des intervalles.

	31 août 2016	31 août 2015
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 \$	79 \$
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	383	266
	422 \$	345 \$
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	(8) \$	(4) \$
Passifs non courants		
Passifs financiers	(465)	(373)
	(473) \$	(377) \$
Actifs nets	(51) \$	(32) \$

## 15. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre à son personnel des régimes de retraite à prestations définies leur procurant des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. Les régimes d'avantages à long terme du personnel comprennent des droits aux congés de maladie cumulatifs (acquis et qui ne s'acquerraient pas), des prestations d'ILD et des avantages au titre du régime incitatif à long terme de la direction. Les prestations de retraite (autres que celles liées aux régimes complémentaires de retraite) et les prestations d'ILD sont capitalisées. Les autres avantages postérieurs à l'emploi et les autres avantages à long terme ne sont pas capitalisés. La Société a comptabilisé les charges nettes suivantes au titre des régimes de retraite à prestations définies et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi pour les exercices clos les 31 août :

	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages	
	2016	2015	2016	2015
État du résultat net				
Coût des services rendus au cours de la période	145 \$	149 \$	6 \$	6 \$
Coût financier	234	225	9	8
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(202)	(181)	–	–
Total de la charge	177 \$	193 \$	15 \$	14 \$
État des autres éléments du résultat global				
Réévaluations				
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(265) \$	(249) \$	– \$	– \$
Pertes actuarielles (gains actuariels)	750	(133)	7	(5)
Total de la perte comptabilisée (du profit comptabilisé) dans les autres éléments du résultat global	485 \$	(382) \$	7 \$	(5) \$

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

## 15. AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Le coût financier net lié aux avantages du personnel d'un montant de 43 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2016 (53 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015) comprend les charges d'intérêts et les produits d'intérêts liés aux actifs des régimes susmentionnés au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages, y compris des coûts financiers additionnels de 2 \$ (1 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015) liés aux congés de maladie à long terme.

Le taux d'actualisation moyen pondéré utilisé pour l'établissement des réévaluations pour l'exercice clos le 31 août 2016 a été de 3,4 % pour les régimes capitalisés (4,10 % pour l'exercice clos le 31 août 2015) et de 3,32 % pour les régimes non capitalisés (3,99 % pour l'exercice clos le 31 août 2015).

Le solde des avantages du personnel comptabilisés à l'état de la situation financière est le suivant :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Actifs comptabilisés au titre des prestations d'ILD	– \$	3 \$	4 \$

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies capitalisées	(6 720) \$	(5 744) \$	(5 643) \$
Juste valeur des actifs des régimes	5 374	4 936	4 525
Passif lié aux obligations au titre des prestations définies capitalisées	(1 346)	(808)	(1 118)
Passif lié aux obligations au titre des prestations définies non capitalisées	(69)	(58)	(56)
Passif lié aux obligations au titre des autres prestations définies non capitalisées	(233)	(218)	(215)
Passif comptabilisé au titre des régimes à prestations définies	(1 648)	(1 084)	(1 389)
Passifs au titre des avantages du personnel à long terme <sup>1)</sup>	(46)	(43)	(40)
Total des passifs au titre des avantages du personnel à long terme	(1 694) \$	(1 127) \$	(1 429) \$

<sup>1)</sup> Comprend un montant de 1 \$ lié au passif au titre des prestations d'ILD.

La plus récente évaluation actuarielle aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La Société a déterminé, en se fondant sur :

- > les dispositions des régimes à prestations définies capitalisés;
- > les exigences réglementaires (telles que les exigences de capitalisation minimale, la possibilité de se prévaloir d'un congé de cotisations et la possibilité d'utiliser des lettres de crédit pour garantir des paiements spéciaux de solvabilité décelés par des évaluations actuarielles aux fins de capitalisation);
- > les hypothèses et méthodes utilisées pour déterminer l'avantage économique disponible,

que la valeur actualisée des réductions de cotisations futures n'est pas inférieure au solde du total de la juste valeur des actifs des régimes majoré des exigences de capitalisation minimale à l'égard des services passés minoré du total de la valeur actualisée des obligations. Par conséquent, aucune hausse du passif au titre des prestations définies n'est requise au 31 août 2016, au 31 août 2015 et au 1<sup>er</sup> septembre 2014.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

#### a) Caractéristiques des régimes à prestations définies

La Société a créé et maintient, à l'intention de son personnel, des régimes de retraite à prestations définies. Les régimes prévoient le versement de prestations en fonction de l'âge, des années de service et du salaire maximal moyen. Le taux de cotisation des membres du personnel varie selon leur poste et le régime. La Société est l'administrateur et l'employeur promoteur de deux régimes de retraite agréés à prestations définies qui sont capitalisés. De plus, la Société maintient un régime complémentaire de retraite (le « régime complémentaire ») qui n'est pas capitalisé. L'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée séparément pour chacun des régimes, au moyen d'une estimation du montant des avantages futurs que les membres du personnel ont gagnés en contrepartie des services rendus pendant la période en cours et les périodes antérieures; le montant de ces avantages est actualisé en vue de déterminer sa valeur actualisée.

- i) Le régime de retraite de NAV CANADA (le « régime ») a été créé le 1<sup>er</sup> novembre 1996 afin de procurer des prestations de retraite aux membres du personnel de la Société. Le régime a été constitué aux termes d'une entente conclue avec le gouvernement fédéral afin de continuer d'offrir des prestations de retraite et d'autres avantages aux membres du personnel qui ont fait le passage de la fonction publique à la Société.

Le régime est un régime à prestations définies offert à la quasi-totalité des membres salariés du personnel de la Société. Le régime est inscrit aux termes de la *Loi de 1985 sur les normes des prestations de pension* (« LNPP »), du Canada. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le régime comprend deux parties : la partie A est la partie contributive qui offre des prestations aux termes du régime initial, et la partie B est la partie non contributive offerte a) de façon obligatoire à tous les nouveaux gestionnaires embauchés après le 1<sup>er</sup> janvier 2009; b) à tous les nouveaux membres du personnel représentés par six des huit syndicats à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014; et c) à tous les nouveaux membres du personnel représentés par les deux syndicats restants à partir respectivement du 1<sup>er</sup> octobre 2014 et du 1<sup>er</sup> décembre 2014. Avant ces dates d'entrée en vigueur, la participation à la partie B était volontaire pour les membres du personnel représentés par ces syndicats.

Aux termes du régime, les cotisations sont versées par ses membres (partie A seulement) et la Société, qui est le promoteur du régime. Les membres de la partie A du régime cotisent à des taux prescrits. La Société doit cotiser la partie restante de la capitalisation nécessaire pour la partie A et la partie B de manière à s'assurer que les prestations seront versées dans leur intégralité. La détermination de la valeur de ces prestations se fonde sur une évaluation actuarielle annuelle aux fins de la capitalisation effectuée en date du 1<sup>er</sup> janvier.

Le régime fournit, aux termes de la partie A et de la partie B, des prestations fondées sur les services ouvrant droit à pension et les gains ouvrant droit à pension moyens des six meilleures années (cinq années pour les membres représentés par l'ACCTA/Unifor) précédant le départ en retraite ou la fin de contrat de travail. Les prestations sont diminuées à 65 ans du fait de l'intégration des prestations du Régime de pensions du Canada (« RPC ») ou du Régime de rentes du Québec (« RRQ »). Un régime complémentaire distinct a été mis en place par la Société afin de fournir des prestations qui sont supérieures au montant maximal permis en vertu de la LIR au titre des régimes de retraite agréés. Les deux parties du régime ont des méthodes de calcul différentes qui comprennent les droits à prestations, l'intégration du RPC ou de la RRQ et les réductions en raison de départs à la retraite anticipés.

Les prestations sont indexées intégralement pendant la retraite en fonction des augmentations de l'indice des prix à la consommation pour les membres de la partie A et sur une base ad hoc pour les membres de la partie B.

L'objectif de placement du régime est d'assurer la sécurité des prestations promises aux termes du régime à un coût raisonnable pour les membres et la Société. Afin d'atteindre cet objectif, le régime a adopté une stratégie de placement axée sur les passifs. La stratégie cherche à réduire et à gérer la disparité du risque de taux d'intérêt et du risque d'inflation entre les actifs et les passifs du régime et de trouver un équilibre entre le risque et les avantages lors du choix de la composition de l'actif à long terme.

- ii) La Société maintient aussi le régime de retraite de la haute direction de NAV CANADA, lequel est un régime à prestations définies non contributif pour les membres de la haute direction de la Société. Ce régime est également inscrit aux termes de la LNPP. Les membres n'ont pas à verser de cotisations au régime et il ne leur est pas permis de le faire, sauf pour ce qui est des cotisations transférées directement lors de l'adhésion au régime ou des paiements par les membres pour l'achat des années de service ouvrant droit à pension restantes aux termes de l'ancien régime de retraite agréé des membres (rachat de services passés). Les cotisations sont versées par la Société, qui est le promoteur du régime. La Société est tenue de cotiser la capitalisation nécessaire pour s'assurer que les prestations seront versées dans leur intégralité. La détermination de la valeur de ces prestations se fonde sur une évaluation actuarielle annuelle aux fins de la capitalisation.
- iii) La Société offre également d'autres avantages postérieurs à l'emploi à son personnel, y compris certaines prestations pour soins de santé, d'assurance-vie et des allocations de retraite aux retraités admissibles et à leurs personnes à charge. Les autres avantages postérieurs à l'emploi ne sont pas capitalisés.

## 15. AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

### a) Caractéristiques des régimes à prestations définies (suite)

Les versements des prestations des deux régimes de retraite à prestations définies sont effectués à partir des fonds gérés par le fiduciaire et les versements de prestation du régime complémentaire et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi non capitalisés sont effectués par la Société à mesure que les obligations de paiement des prestations deviennent exigibles. Les actifs au titre des régimes de retraite à prestations définies sont détenus en fiducie et sont régis par le Règlement sur les normes de prestation de pension. Le comité de retraite, un comité du conseil, supervise la gestion des placements des actifs des régimes et l'administration des régimes de retraite de la Société, ce qui comprend les deux régimes de retraite à prestations définies agréés et le régime complémentaire de la Société.

### b) Exigences en matière de capitalisation des régimes de retraite

Les évaluations actuarielles aux fins de capitalisation des régimes de retraite sont menées tous les ans au 1<sup>er</sup> janvier et doivent être déposées auprès du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (« BSIF ») au plus tard au mois de juin de la même année. Ainsi, les cotisations pour la période annuelle ouverte le 1<sup>er</sup> juillet 2016 sont fondées sur les évaluations actuarielles effectuées en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La réglementation qui régit la capitalisation des régimes de retraite au palier fédéral nécessite que des évaluations actuarielles soient effectuées tant sur une base de continuité de l'exploitation que selon l'approche de solvabilité. Les évaluations actuarielles effectuées en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 présentaient un déficit de 76 \$ (268 \$ en 2015) selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation et un déficit de solvabilité réglementaire de 306 \$ (556 \$ en 2015).

Selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, les cotisations aux régimes de retraite pour l'exercice clos le 31 août 2016 se sont élevées à 112 \$ (118 \$ au 31 août 2015), y compris un montant de 20 \$ (27 \$ au 31 août 2015) à titre de paiements spéciaux. Selon des prévisions préliminaires reposant sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, la Société s'attend à verser des cotisations aux régimes de retraite de 98 \$ pour l'exercice 2017, et aucun paiement spécial n'est prévu.

La période de capitalisation des déficits de solvabilité est fixée à cinq ans et les déficits antérieurs sont consolidés de façon permanente dans le calcul des paiements spéciaux de solvabilité, ce qui permet un nouveau départ chaque année. La capitalisation des déficits de solvabilité est établie en fonction de la moyenne des ratios de solvabilité sur les trois années consécutives les plus récentes (déficit de solvabilité réglementaire).

La Société répond actuellement aux exigences en matière de capitalisation des régimes de retraite en fonction de la solvabilité par le biais de lettres de crédit. Aux termes des règles en matière de capitalisation des régimes de retraite entrées en vigueur en avril 2011, les paiements spéciaux de solvabilité peuvent être remplacés par des lettres de crédit, à condition que la valeur totale des lettres de crédit ne dépasse pas 15 % des actifs des régimes de retraite. Au 31 août 2016, la Société avait mis en place des lettres de crédit totalisant 463 \$ (ce qui correspond à 9 % des actifs des régimes de retraite agréés au 31 août 2016) pour répondre à ses exigences en matière de capitalisation cumulative des régimes de retraite jusqu'à la clôture de l'année civile 2016. Pour la période annuelle qui sera ouverte le 1<sup>er</sup> juillet 2016, les lettres de crédit seront fondées sur les évaluations actuarielles effectuées en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le montant des cotisations exigées de la Société ainsi que des lettres de crédit supplémentaires au cours des exercices futurs dépendra de l'évolution des actifs des régimes de retraite, des taux d'actualisation et d'autres hypothèses qui seront utilisés dans le cadre des évaluations actuarielles futures pour déterminer les passifs des régimes, de même que de toute modification quant à la conception des régimes de retraite ou aux exigences de capitalisation qui pourraient être promulguées.

**NAV CANADA**
**Notes afférentes aux états financiers consolidés**
*Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)*
**c) Variations des régimes de retraite à prestations définies et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi**

Les variations dans les régimes de retraite à prestations définies et les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi aux 31 août sont les suivantes :

	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages	
	2016	2015	2016	2015
<b>Variations des obligations au titre des prestations</b>				
Obligations au titre des prestations définies aux 1 <sup>er</sup> septembre, exercice précédent	5 802 \$	5 699 \$	218 \$	215 \$
Prestations versées	(175)	(171)	(7)	(6)
Cotisations des participants aux régimes	32	34	–	–
Coûts des services rendus au cours de la période	145	149	6	6
Coût financier	234	225	9	8
Perte actuarielle (gain actuariel) au titre des variations liées aux hypothèses démographiques	(61)	(31)	(2)	–
Perte actuarielle (gain actuariel) au titre des variations liées aux hypothèses financières	836	(101)	22	(5)
Perte actuarielle (gain actuariel) découlant des ajustements liés à l'expérience	(24)	(2)	(13)	–
Obligations au titre des prestations définies aux 31 août	6 789 \$	5 802 \$	233 \$	218 \$
<b>Variation des actifs des régimes</b>				
Juste valeur des actifs des régimes aux 1 <sup>er</sup> septembre, exercice précédent	4 936 \$	4 525 \$	– \$	– \$
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts	265	249	–	–
Produits d'intérêts	202	181	–	–
Cotisations de l'employeur	114	118	7	6
Cotisations des participants aux régimes	32	34	–	–
Prestations versées	(175)	(171)	(7)	(6)
Juste valeur des actifs des régimes aux 31 août	5 374	4 936	–	–
Passif net au titre des prestations définies	(1 415) \$	(866) \$	(233) \$	(218) \$
Passif lié aux obligations au titre des prestations définies non capitalisées aux 31 août	(69) \$	(58) \$	(233) \$	(218) \$
Passif lié aux obligations au titre des prestations définies capitalisées aux 31 août	(1 346) \$	(808) \$	– \$	– \$

## 15. AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

### d) Évaluation de la juste valeur des actifs des régimes de retraite

La composition des actifs des régimes par catégories principales des deux régimes de retraite capitalisés de la Société est la suivante :

	31 août 2016		31 août 2015	
	Prix cotés sur un marché actif	Sans prix cotés sur un marché actif	Prix cotés sur un marché actif	Sans prix cotés sur un marché actif
Titres de participation	43 %	0 %	44 %	0 %
Titres d'emprunt de gouvernements	22 %	0 %	24 %	0 %
Titres d'emprunt de sociétés privées	0 %	4 %	0 %	3 %
Obligations canadiennes à rendement réel	16 %	0 %	15 %	0 %
Stratégies de rendement absolu	2 %	0 %	2 %	0 %
Actifs immobiliers	0 %	13 %	0 %	12 %
	83 %	17 %	85 %	15 %

La stratégie de placement axée sur les passifs [voir g) ci-dessous] comprend des affectations à des titres à revenu fixe du Canada et une stratégie financée de superposition sur les obligations canadiennes à rendement réel, laquelle a augmenté de 18 % l'exposition aux obligations canadiennes à rendement réel (18 % pour l'exercice 2015).

### e) Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles (exprimées sous forme de moyennes pondérées) sont les suivantes :

	Régimes capitalisés			Régimes non capitalisés		
	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Taux d'actualisation	3,40 %	4,10 %	4,00 %	3,32 %	3,99 %	3,87 %
Augmentations de salaire futures	3,10 %	3,00 %	3,00 %	3,10 %	3,00 %	3,00 %
Taux d'évolution des frais médicaux	s.o.	s.o.	s.o.	5,00 %	5,00 %	5,00 %
Inflation	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %

Selon les prévisions, le taux moyen d'augmentation des salaires devrait être équivalent à celui de l'inflation, majoré d'un rajustement pour tenir compte des gains au mérite et des gains de productivité. Une hausse de 5,0 % du coût des prestations liées aux médicaments et aux autres soins de santé a été prévue pour 2016 et par la suite.

Les hypothèses concernant les taux de mortalité futurs sont fondées sur des statistiques publiées et sur les tables de mortalité. Aux 31 août, les durées de vie (en années) qui sous-tendent les valeurs des passifs au titre des régimes à prestations définies sont les suivantes :

	2016	2015
Longévité à l'âge de 65 ans pour les retraités actuels		
Hommes	22,7	22,6
Femmes	24,6	24,5
Longévité à l'âge de 65 ans pour les membres actuels du personnel âgés de 45 ans		
Hommes	23,8	23,7
Femmes	25,6	25,5

À la date d'évaluation annuelle du 31 août 2016, la durée moyenne pondérée de l'obligation au titre de prestations définies était de 19,1 années (17,9 années au 31 août 2015; 18,6 années au 1<sup>er</sup> septembre 2014).

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

#### f) Analyse de sensibilité

L'obligation au titre des prestations définies présentée dans l'analyse de sensibilité suivante a été déterminée au moyen de la même méthode que celle utilisée pour calculer l'obligation au titre des prestations définies présentée dans l'état de la situation financière. Les hypothèses utilisées correspondent aux taux moyens pondérés. La méthode utilisée est cohérente quant aux périodes présentées. La sensibilité est calculée en modifiant une hypothèse (ou un ensemble d'hypothèses en ce qui a trait aux hypothèses à l'égard des hausses du salaire, de l'indexation et des prestations gouvernementales), les autres variables demeurant constantes. La variation réelle de l'obligation au titre des prestations définies sera probablement différente des résultats présentés dans le tableau puisqu'il est probable que plus d'une hypothèse considérée de façon indépendante sera modifiée, et que certaines hypothèses sont corrélées.

	Variations des hypothèses + ou -	Obligation au titre des prestations définies		Coût des prestations	
		Hypothèse d'une augmentation	Hypothèse d'une diminution	Hypothèse d'une augmentation	Hypothèse d'une diminution
Taux d'actualisation	0,25 %	(321) \$	345 \$	(21) \$	22 \$
Hausses du salaire, de l'indexation et des prestations gouvernementales	0,25 %	319 \$	(298) \$	24 \$	(23) \$
Taux tendanciel lié aux soins de santé	1%	25 \$	(20) \$	1 \$	(1) \$
Longévité (en années) pour les membres âgés de 65 ans	1 an	202 \$	(206) \$	12 \$	(12) \$

#### g) Risques associés aux régimes à prestations définies

La nature de ces engagements à l'égard des prestations expose la Société à plusieurs risques, dont le plus important est le risque de capitalisation. Le risque de capitalisation s'entend de la probabilité qu'un niveau anormalement élevé de cotisations nécessaires aux régimes de retraite soit exigé ou que d'importantes variations des cotisations nécessaires aux régimes de retraite se produisent.

Des changements défavorables dans la valeur des actifs des régimes capitalisés, les rendements à long terme et l'inflation attendus, les taux d'intérêt et l'espérance de vie peuvent avoir une incidence importante sur les exigences en matière de capitalisation. Le régime capitalisé investit dans des actifs qui les exposent à un éventail de risques de placement. Des stratégies, des politiques et des processus sont en place pour gérer ces risques. Plus précisément, le risque de capitalisation est géré comme suit :

- les risques de taux d'intérêt et d'inflation sont gérés grâce à la mise en œuvre d'une stratégie de placement axé sur les passifs, laquelle met l'accent sur la réduction de la disparité des risques de taux d'intérêt et d'inflation entre les actifs des régimes de retraite et leurs obligations au titre des prestations;
- le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité liés aux régimes de retraite sont gérés au moyen de la diversification des différentes catégories d'actifs, des facteurs de risques et des secteurs géographiques, ainsi que l'adhésion à des politiques et des lignes directrices définies à l'égard de l'investissement.

## 16. OPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2004, la Société a conclu une opération transfrontalière à long terme avec une entité américaine. Cette opération portait sur la location et la cession-bail de certains équipements et logiciels de navigation aérienne de la Société pendant une durée de 24 ans et était assortie d'une option d'achat après 20 ans.

À la mise en place de cette opération, l'entité américaine a créé une structure d'accueil, la fiducie d'origine législative, dont les seules activités consistent à percevoir certains paiements et à faire des versements à des tiers et à l'entité américaine. La Société obtenait la plupart des avantages économiques de cette entité structurée et était par conséquent exposée aux risques liés à ces activités. Par conséquent, la fiducie d'origine législative a été entièrement consolidée dans les états financiers consolidés de la Société.

Par suite de cette opération, la Société avait une dette à long terme liée à l'opération transfrontalière qui a été comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière. Cette dette était garantie au moyen d'un fonds de réserve pour les opérations transfrontalières, lequel provenait du produit tiré des opérations liées au bail principal. Les actifs de la Société comprenaient des conventions d'engagement de paiement au titre des opérations transfrontalières d'un montant équivalent au produit restant tiré des contrats de location de matériel, alors que les passifs de la Société comprenaient les paiements futurs restants aux termes de la dette liée aux opérations transfrontalières.

**NAV CANADA****Notes afférentes aux états financiers consolidés**

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

## 16. OPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE (SUITE)

L'opération ne comportait aucun risque de change puisque les flux de trésorerie libellés en dollars américains découlant du fonds de réserve lié aux conventions d'engagement de paiement au titre des opérations transfrontalières étaient structurés de façon à ce que les paiements requis aux termes de la dette libellée en dollars américains liée aux opérations transfrontalières soient respectés. Les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés au titre du fonds de réserve pour les opérations transfrontalières et de la dette à long terme liée aux opérations transfrontalières ont fluctué selon le taux de change en vigueur aux dates de clôture.

Le 6 août 2015, la Société a résilié cette opération transfrontalière en négociant un devancement de la date d'exercice de l'option d'achat.

L'opération transfrontalière a été incluse dans l'état consolidé de la situation financière comme suit :

	<b>1<sup>er</sup> septembre 2014</b>
Placements courants	
Partie courante du fonds de réserve lié aux conventions d'engagement de paiement	56 \$
Placements	
Fonds de réserve lié aux conventions d'engagement de paiement	153
Partie courante de la dette à long terme	(56)
Dette à long terme	(153)
	– \$

## 17. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se composaient de ce qui suit :

	<b>Terrains et bâtiments</b>	<b>Systèmes et matériel</b>	<b>Actifs en cours de développement</b>	<b>Total</b>
<b>Coût</b>				
Solde au 1 <sup>er</sup> septembre 2014	163 \$	425 \$	54 \$	642 \$
Entrées	–	–	88	88
Transferts	9	59	(68)	–
Solde au 31 août 2015	172 \$	484 \$	74 \$	730 \$
Solde au 31 août 2015	172 \$	484 \$	74 \$	730 \$
Entrées	–	–	99	99
Transferts	29	71	(100)	–
Solde au 31 août 2016	201 \$	555 \$	73 \$	829 \$
<b>Cumul de l'amortissement</b>				
Solde au 1 <sup>er</sup> septembre 2014	– \$	– \$	– \$	– \$
Amortissement	13	68	–	81
Solde au 31 août 2015	13 \$	68 \$	– \$	81 \$
Solde au 31 août 2015	13 \$	68 \$	– \$	81 \$
Amortissement	13	71	–	84
Solde au 31 août 2016	26 \$	139 \$	– \$	165 \$
<b>Valeurs comptables</b>				
Au 1 <sup>er</sup> septembre 2014	163 \$	425 \$	54 \$	642 \$
Au 31 août 2015	159 \$	416 \$	74 \$	649 \$
Au 31 août 2016	175 \$	416 \$	73 \$	664 \$

Le montant des coûts d'emprunt liés aux immobilisations corporelles qualifiées ayant été inscrit à l'actif pour l'exercice 2016 a été de 2 \$ (1 \$ au 31 août 2015). Le taux d'intérêt moyen pondéré utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt pouvant être inscrits à l'actif pour l'exercice 2016 a été de 5,10 % (5,11 % pour l'exercice 2015).

**NAV CANADA****Notes afférentes aux états financiers consolidés**

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

**18. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles se composaient de ce qui suit :

	Droit de navigation aérienne	Logiciels achetés	Logiciels maison	Actifs en cours de développement	Goodwill	Total
<b>Coût</b>						
Solde au 1 <sup>er</sup> septembre 2014	702 \$	144 \$	139 \$	17 \$	4 \$	1 006 \$
Entrées	–	–	–	24	–	24
Transferts	–	6	12	(18)	–	–
Solde au 31 août 2015	702 \$	150 \$	151 \$	23 \$	4 \$	1 030 \$
Solde au 31 août 2015	702 \$	150 \$	151 \$	23 \$	4 \$	1 030 \$
Entrées	–	–	–	35	–	35
Transferts	–	8	17	(25)	–	–
Solde au 31 août 2016	702 \$	158 \$	168 \$	33 \$	4 \$	1 065 \$
<b>Cumul de l'amortissement</b>						
Solde au 1 <sup>er</sup> septembre 2014	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Amortissement	25	17	13	–	–	55
Solde au 31 août 2015	25 \$	17 \$	13 \$	– \$	– \$	55 \$
Solde au 31 août 2015	25 \$	17 \$	13 \$	– \$	– \$	55 \$
Amortissement	25	17	15	–	–	57
Solde au 31 août 2016	50 \$	34 \$	28 \$	– \$	– \$	112 \$
<b>Valeurs comptables</b>						
Au 1 <sup>er</sup> septembre 2014	702 \$	144 \$	139 \$	17 \$	4 \$	1 006 \$
Au 31 août 2015	677 \$	133 \$	138 \$	23 \$	4 \$	975 \$
Au 31 août 2016	652 \$	124 \$	140 \$	33 \$	4 \$	953 \$

La Société a le droit, aux termes de la Loi sur le SNA, de fournir des services de navigation aérienne civile et elle est la seule autorité compétente qui peut fixer et percevoir les redevances d'usage pour de tels services. Bien que la Loi sur le SNA n'impose pas de limite sur la durée de ces droits aux fins de comptabilisation, le droit de navigation aérienne de la Société sera entièrement amorti d'ici 2046.

## 19. FOURNISSEURS, AUTRES CRÉDITEURS ET PROVISIONS

Les fournisseurs, autres créditeurs et provisions se composaient de ce qui suit :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Fournisseurs et autres créditeurs			
Dettes fournisseurs	16 \$	21 \$	9 \$
Charges à payer	182	167	172
Provisions	2	4	2
Passif financier non dérivé (note 22)	2	3	–
	202 \$	195 \$	183 \$
Provisions et autres			
Provisions	1 \$	1 \$	1 \$
Passif financier non dérivé (note 22)	–	–	2
	1 \$	1 \$	3 \$

Les provisions à court terme comprennent les provisions au titre des réclamations fondées en droit et des garanties. Les provisions à long terme incluent les provisions au titre de la restauration environnementale. Il n'y a eu aucun changement important aux provisions de la Société au cours de l'exercice clos le 31 août 2016.

## 20. PRODUITS DIFFÉRÉS

Les produits différés de 6 \$ au 31 août 2016 (7 \$ au 31 août 2015; 6 \$ au 1<sup>er</sup> septembre 2014) comprennent les sommes reçues à l'avance pour des services liés aux publications aéronautiques, des contrats de développement en cours, d'autres contrats de prestation de services et des redevances d'usage annuelles.

## 21. DETTE À LONG TERME

Cette note fournit des informations sur les modalités contractuelles des prêts et emprunts de la Société portant intérêt, lesquels sont évalués au coût amorti. Pour plus d'informations sur l'exposition de la Société aux risques de taux d'intérêt et de liquidité, voir la note 22.

Comme NAV CANADA est une société sans capital social, elle a financé par emprunts l'acquisition initiale du SNA et a recours à des emprunts pour ses besoins courants. Jusqu'au 21 février 2006, tous les emprunts étaient contractés et garantis aux termes d'un acte de fiducie cadre qui permettait à la Société de disposer d'une capacité d'emprunt consentie totale décroissant chaque année. Le 21 février 2006, la Société a conclu un nouvel acte de fiducie (l'« acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale ») qui a établi un programme d'emprunt non garanti. Les montants empruntés dans le cadre de ce programme sont considérés comme des dettes subordonnées aux termes de l'acte de fiducie cadre. La capacité d'emprunt de la Société aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale ne décroît pas chaque année. De plus, il n'y a pas de limite aux billets pouvant être émis aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale, pourvu que la Société soit en mesure de remplir un test d'endettement supplémentaire.

### a) Garantie

L'acte de fiducie cadre établit une plateforme d'emprunt garantie par une cession des produits et du fonds de réserve pour le service de la dette. L'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale n'est pas garanti, mais il renferme un ensemble de clauses restrictives de faire et de ne pas faire semblables à celles de l'acte de fiducie cadre. De plus, aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale, aucun autre emprunt ne peut être contracté aux termes de l'acte de fiducie cadre; par ailleurs, le montant de 675 \$ au titre de la facilité de crédit bancaire consortiale de la Société [note 22 c)] garantie aux termes de l'acte de fiducie cadre ne peut dépasser le montant dégressif des obligations en circulation émises aux termes de l'acte de fiducie cadre. Au 31 août 2016, ce montant s'élevait à 525 \$ et il diminuera de 25 \$ le 1<sup>er</sup> mars de chaque année parallèlement au paiement annuel de principal sur les obligations-recettes à amortissement de série 97-2. La tranche restante de 150 \$ de la facilité de crédit de 675 \$ a égalité de rang avec les emprunts aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale et augmentera de 25 \$ le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, pour contrebalancer le déclin du montant garanti aux termes de l'acte de fiducie cadre. La tranche de 525 \$ de la facilité de crédit ainsi que les obligations de série 96-3 de 250 \$ et les obligations de série 97-2 de 275 \$ correspondent à un total de 1 050 \$ d'endettement garanti aux termes de l'acte de fiducie cadre et ont priorité de rang sur la dette aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale.

**NAV CANADA****Notes afférentes aux états financiers consolidés**

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

Lorsque les obligations arrivent à échéance ou sont remboursées aux termes de l'acte de fiducie cadre, elles peuvent être remplacées par des billets qui seront émis aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale. Les emprunts contractés aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale ne sont pas garantis, et leur remboursement est subordonné au paiement préalable des obligations contractées aux termes de l'acte de fiducie cadre et retenu jusqu'à celui-ci, à moins que la Société ne puisse satisfaire à un test additionnel relatif à la dette.

**b) Dette**

L'encours de la dette de la Société se composait de ce qui suit :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Obligations et billets à payer			
Émis aux termes de l'acte de fiducie cadre			
Obligations-recettes de série 96-3 à 7,40 % échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2027 d'une valeur nominale de 250 \$	250 \$	250 \$	250 \$
Obligations-recettes à amortissement de série 97-2 à 7,56 % échéant le 1 <sup>er</sup> mars 2027 d'une valeur nominale initiale de 500 \$	275	300	325
	525	550	575
Émis aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale			
Billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 à 3,534 % échéant le 23 février 2046 d'une valeur nominale de 250 \$	250	–	–
Billets d'obligation générale de série BMT 2011-1 à 4,397 % échéant le 18 février 2021 d'une valeur nominale de 250 \$	250	250	250
Billets d'obligation générale de série BMT 2009-1 à 5,304 % échéant le 17 avril 2019 d'une valeur nominale de 350 \$	350	350	350
Billets d'obligation générale de série BMT 2013-1 à 1,949 % échéant le 19 avril 2018 d'une valeur nominale de 350 \$	350	350	350
Billets d'obligation générale de série BMT 2006-1 à 4,713 % arrivés à échéance le 24 février 2016 d'une valeur nominale de 450 \$	–	450	450
	1 200	1 400	1 400
Total des obligations et billets à payer	1 725	1 950	1 975
Ajustements visant à tenir compte des frais de financement différés et des escomptes	(6)	(6)	(7)
Valeur comptable du total des obligations et billets à payer	1 719	1 944	1 968
Moins la partie courante	(25)	(225)	(25)
Total des prêts et des emprunts non courants	1 694 \$	1 719 \$	1 943 \$
Total de la dette liée aux opérations transfrontalières <sup>1)</sup>	–	–	209
Moins la partie courante	–	–	(56)
Total de la dette non courante liée aux opérations transfrontalières	–	–	153
Total de la dette courante	25 \$	225 \$	81 \$
Total de la dette non courante	1 694 \$	1 719 \$	2 096 \$

<sup>1)</sup> La Société avait comptabilisé une dette dans son état consolidé de la situation financière par suite de la conclusion avec une entité américaine, d'une opération transfrontalière à long terme (note 16), jusqu'à la date de résiliation de l'opération, soit le 6 août 2015.

Le 24 février 2016, la Société a émis des billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 échéant le 23 février 2046 d'une valeur de 250 \$. Le produit tiré de ces billets de même que les excédents en trésorerie ont été utilisés pour rembourser les billets d'obligation générale de série BMT 2006-1 d'une valeur de 450 \$ de la Société arrivés à échéance le 24 février 2016.

## 21. DETTE À LONG TERME (SUITE)

### b) Dette (suite)

Les obligations et les billets à payer sont remboursables en tout temps, en totalité ou en partie, au gré de la Société, à la valeur nominale ou au taux de rendement des obligations canadiennes majoré de la prime de remboursement, selon le plus élevé des deux. Les obligations de série 97-2 sont des obligations à amortissement; elles sont remboursables en 20 versements de principal annuels consécutifs de 25 \$ exigibles le 1<sup>er</sup> mars de chaque année jusqu'à leur échéance le 1<sup>er</sup> mars 2027.

Au 31 août 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives de l'acte de fiducie cadre et de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale.

## 22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

### Sommaire des instruments financiers

Le tableau suivant présente la valeur comptable des instruments financiers de la Société par catégories de classement et comprend le classement dans la hiérarchie des justes valeurs de chaque instrument financier. À l'exception de la dette à long terme et du fonds de réserve au titre des conventions d'engagement de paiement liées aux opérations transfrontalières, la valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond à leur juste valeur.

	31 août 2016				
	Prêts et créances	Disponibles à la vente	Juste valeur par le biais du résultat net	Autres passifs financiers	Hiérarchie des justes valeurs
<b>Actifs financiers</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	119 \$	– \$	– \$	– \$	Niveau 1
Débiteurs et autres	107	–	–	–	Niveau 1
Placements courants					
Fonds de réserve pour le service de la dette <sup>1)</sup>	–	94	–	–	Niveau 1
VAC II, PCAC et autres <sup>2), 9)</sup>	–	–	279	–	Niveau 3
Placement sous forme d'actions privilégiées <sup>4), 9)</sup>	–	–	291	–	Niveau 3
	226 \$	94 \$	570 \$	– \$	
<b>Passifs financiers</b>					
Fournisseurs et autres créiteurs					
Dettes fournisseurs et charges à payer	– \$	– \$	– \$	198 \$	Niveau 1
Passif financier non dérivé <sup>5)</sup>	–	–	–	2	Niveau 3
Dette à long terme					
Obligations et billets à payer <sup>6)</sup>	–	–	–	1 719	Niveau 2
Passifs dérivés à long terme <sup>3), 7)</sup>	–	–	54	–	Niveau 2
	– \$	– \$	54 \$	1 919 \$	

**NAV CANADA**
**Notes afférentes aux états financiers consolidés**
*Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)*

	31 août 2015				
	Prêts et créances	Disponibles à la vente	Juste valeur par le biais du résultat net	Autres passifs financiers	Hiérarchie des justes valeurs
<b>Actifs financiers</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	230 \$	– \$	– \$	– \$	Niveau 1
Débiteurs et autres	135	–	–	–	Niveau 1
Placements courants					
Fonds de réserve pour le service de la dette <sup>1)</sup>	–	113	–	–	Niveau 1
Autres actifs courants					
Actifs dérivés <sup>3), 7)</sup>	–	–	1	–	Niveau 2
Placements					
VAC II, PCAC et autres <sup>2), 9)</sup>	–	–	274	–	Niveau 3
Placement sous forme d'actions privilégiées <sup>4), 9)</sup>	–	–	282	–	Niveau 3
Actif dérivé non courant <sup>3), 7)</sup>	–	–	3	–	Niveau 2
	365 \$	113 \$	560 \$	– \$	
<b>Passifs financiers</b>					
Fournisseurs et autres créditeurs					
Dettes fournisseurs et charges à payer	– \$	– \$	– \$	188 \$	Niveau 1
Passif financier non dérivé <sup>5)</sup>	–	–	–	3	Niveau 3
Passifs dérivés <sup>3), 7)</sup>	–	–	14	–	Niveau 2
Dette à long terme					
Obligations et billets à payer <sup>6)</sup>	–	–	–	1 944	Niveau 2
	– \$	– \$	14 \$	2 135 \$	

## 22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

### Sommaire des instruments financiers (suite)

	1 <sup>er</sup> septembre 2014				
	Prêts et créances	Disponibles à la vente	Juste valeur par le biais du résultat net	Autres passifs financiers	Hierarchie des justes valeurs
<b>Actifs financiers</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	193 \$	– \$	– \$	– \$	Niveau 1
Débiteurs et autres	114	–	–	–	Niveau 1
Placements courants					
Fonds de réserve pour le service de la dette <sup>1)</sup>	–	112	–	–	Niveau 1
Fonds de réserve au titre des conventions d'engagement de paiement liées aux opérations transfrontalières <sup>8)</sup>	56	–	–	–	Niveau 3
Placements					
VAC II, PCAC et autres <sup>2), 9)</sup>	–	–	289	–	Niveau 3
Fonds de réserve au titre des conventions d'engagement de paiement liées aux opérations transfrontalières <sup>8)</sup>	153	–	–	–	Niveau 3
Placement sous forme d'actions privilégiées <sup>4), 9)</sup>	–	–	190	–	Niveau 3
Actifs dérivés non courants <sup>3), 7)</sup>	–	–	8	–	Niveau 2
	516 \$	112 \$	487 \$	– \$	
<b>Passifs financiers</b>					
Fournisseurs et autres créditeurs					
Dettes fournisseurs et charges à payer	– \$	– \$	– \$	181 \$	Niveau 1
Passifs dérivés <sup>3), 7)</sup>	–	–	1	–	Niveau 2
Dettes à long terme					
Obligations et billets à payer <sup>6)</sup>	–	–	–	1 968	Niveau 2
Dettes à long terme liées à l'opération transfrontalière <sup>8)</sup>	–	–	–	209	Niveau 3
Provisions et autres					
Passif financier non dérivé <sup>5)</sup>	–	–	–	2	Niveau 3
	– \$	– \$	1 \$	2 360 \$	

Les instruments financiers constatés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète le caractère observable des données utilisées dans le cadre de leur évaluation. La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 Prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels la Société peut accéder à la date d'évaluation;
- Niveau 2 Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 Données relatives aux actifs ou aux passifs qui ne sont pas fondées sur des données de marché actif observables (données non observables).

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

La Société constate les transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au début de l'exercice où les transferts ont lieu.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est une valeur de sortie, que cette valeur soit directement observable ou estimée selon une autre technique d'évaluation. Le calcul de la juste valeur estimative est fondé sur les conditions du marché à une date précise, et pourrait par conséquent ne pas être indicateur des justes valeurs futures.

- <sup>1)</sup> En raison de l'échéance à court terme de ces actifs financiers, leur valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.
- <sup>2)</sup> Ces actifs financiers se composent de placements dans des billets du VAC II, du PCAC et d'autres billets. La juste valeur de ces actifs financiers est établie selon une méthode fondée sur les flux de trésorerie actualisés dont il est question plus loin dans la présente note.
- <sup>3)</sup> Les actifs et passifs dérivés courants et non courants sont inscrits à la juste valeur déterminée en fonction des taux de change à terme en vigueur sur le marché et des taux d'intérêt à la date de clôture. La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques liés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt.
- <sup>4)</sup> Cet instrument est comptabilisé à la juste valeur selon les méthodes d'évaluation décrites à la note 14.
- <sup>5)</sup> En ce qui a trait à une des filiales de la Société, dans certains cas, aux termes de la convention d'actionnaires modifiée, un actionnaire ne détenant pas le contrôle pourrait exiger que ses actions soient achetées à un prix équivalent à leur juste valeur à ce moment-là, sous réserve de certains ajustements. Le passif a été comptabilisé lors de sa naissance selon la valeur actualisée du montant du rachat. Les variations du passif attribuables aux variations de la juste valeur des actions sous-jacentes sont comptabilisées à titre de modification de l'estimation dans la période au cours de laquelle elles se produisent.
- <sup>6)</sup> Les obligations et billets à payer sont constatés à l'origine à leur juste valeur, déduction faite des frais de financement, des primes, des escomptes, des soldes débiteurs des comptes de report réglementaires et des soldes créditeurs des comptes de report réglementaires qui découlent des règlements en trésorerie relativement aux opérations de couverture qui sont admissibles à titre de couverture efficace aux fins de la comptabilité. Ils sont par la suite mesurés au coût amorti. Tout écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance est constaté à l'état consolidé du résultat net sur la durée de l'obligation ou du billet à payer selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La juste valeur des obligations et des billets à payer de la Société est établie selon les cours vendeur en vigueur sur le marché secondaire à la date de clôture. Au 31 août 2016, la juste valeur s'établissait à 2 058 \$ (2 284 \$ au 31 août 2015; 2 313 \$ au 1<sup>er</sup> septembre 2014), compte tenu des intérêts courus de 25 \$ (26 \$ au 31 août 2015; 26 \$ au 1<sup>er</sup> septembre 2014).
- <sup>7)</sup> Les présents instruments financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction.
- <sup>8)</sup> La juste valeur est calculée comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus, actualisés au moyen des taux d'intérêt en vigueur sur le marché ajustés en fonction des risques propres à l'instrument pour une durée similaire. Au 1<sup>er</sup> septembre 2014, la juste valeur du fonds de réserve au titre des conventions d'engagement de paiement liées aux opérations transfrontalières s'élevait à 236 \$, dont une tranche de 56 \$ était classée comme placement courant et une tranche de 180 \$ était classée comme placement à long terme. La juste valeur de la dette à long terme liée aux opérations transfrontalières atteignait 236 \$.
- <sup>9)</sup> Les présents instruments financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Il n'y a eu aucun changement dans le classement des instruments financiers depuis le 31 août 2015.

Les billets du VAC II, les placements dans le PCAC restructuré et d'autres placements sont évalués à la juste valeur au moyen de données de niveau 3. Le tableau suivant présente les écarts de la juste valeur de ces instruments financiers utilisés aux fins de l'établissement des tarifs aux 31 août :

	2016			2015		
	Valeur nominale	Écarts de la juste valeur	Juste valeur	Valeur nominale	Écarts de la juste valeur	Juste valeur
Billets du VAC II						
Catégorie A-1	191 \$	(8) \$	183 \$	191 \$	(12) \$	179 \$
Catégorie A-2	94	(6)	88	94	(8)	86
	285	(14)	271	285	(20)	265
PCAC	7	–	7	9	(1)	8
Autres billets	1	–	1	2	(1)	1
Total	293 \$	(14) \$	279 \$	296 \$	(22) \$	274 \$

## 22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

### **Sommaire des instruments financiers (suite)**

Les billets du VAC II reçus à la suite de la restructuration du PCAC commandité par des tiers mise de l'avant par le comité pancanadien des investisseurs en janvier 2009 regroupent des placements financés par emprunts ainsi que des actifs traditionnels et de la trésorerie. Les placements financés par emprunts comportent une exigence éventuelle qui consiste à fournir des garanties supplémentaires à l'occurrence de certains événements déclencheurs (appels de marge). Les actifs traditionnels ne sont pas des placements financés par emprunts et ils se composent de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales, de titres de créance de sociétés ainsi que d'équivalents de trésorerie. Les billets des catégories A-1 et A-2 prévoient le paiement d'intérêts trimestriels, à condition que le taux Canadian Dollar Offered Rate (le « CDOR ») de trois mois soit supérieur à 50 points de base. Les billets du VAC II sont assortis d'une facilité de financement de marge qui servira à couvrir les appels de marge éventuels. Cette facilité de financement de marge est offerte par certaines banques canadiennes et étrangères.

La Société détient du PCAC (Superior Trust) commandité par une banque d'une valeur de 7 \$ à l'égard duquel une restructuration a été réalisée. DBRS Limited (DBRS) a attribué à cette fiducie la note AA (élevé) (fs).

Les autres billets, composés des billets reflète pour actifs non admissibles, également reçus à la suite de la restructuration du PCAC commandité par des tiers, reproduisent le rendement des actifs sous-jacents connexes fortement exposés au marché hypothécaire résidentiel américain et sont assortis des mêmes modalités de remboursement.

Les billets du VAC II, le PCAC et d'autres billets devraient venir à échéance au cours de l'exercice 2017 et ont par conséquent été classés comme étant courants dans l'état de la situation financière au 31 août 2016. Comme il est expliqué plus bas, la Société a déterminé la juste valeur de ces placements selon la méthode fondée sur les flux de trésorerie actualisés en tenant compte de l'information disponible sur la conjoncture du marché à la date d'évaluation, soit le 31 août 2016. Les estimations auxquelles la Société est parvenue sont assujetties à une certaine incertitude relative à la mesure et elles dépendent de la conjoncture du marché à la date d'évaluation.

Le total de la provision pour pertes sur créances prévues sur ces placements de la Société au 31 août 2016 s'élevait à néant (1 \$ au 31 août 2015). Le montant des pertes sur créances prévues se rapportant aux billets reflète pour actifs non admissibles a été établi selon les estimations de la réalisation prévue des actifs sous-jacents. Au 31 août 2016, les billets de catégories A-1 et A-2 étaient notés respectivement AA (faible) (fs) et A (faible) (fs) par DBRS. Étant donné que les notes accordées sont des notes de crédit de qualité supérieure, la Société n'a pas constitué de provision pour pertes sur créances à l'égard des billets de catégories A-1 et A-2.

La Société a utilisé une méthode fondée sur les flux de trésorerie actualisés pour déterminer la juste valeur de ces placements en tenant compte du risque prévu et du profil de rendement des billets en comparaison avec le rendement du marché. La Société a utilisé un facteur d'actualisation approprié pour un instrument à rendement élevé dans le cas des billets reflète pour actifs non admissibles.

**NAV CANADA****Notes afférentes aux états financiers consolidés**

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

La Société a utilisé les taux prévus et les facteurs d'actualisation suivants :

31 août 2016		
Billets restructurés	Rendement	Facteur d'actualisation en fonction du marché
VAC II, catégorie A-1	Taux des acceptations bancaires minoré de 50 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 5,8 %
VAC II, catégorie A-2	Taux des acceptations bancaires minoré de 50 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 8,1 %
PCAC de Superior Trust	Taux des acceptations bancaires majoré de 33 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 5,8 %
Autres billets	Taux des acceptations bancaires majoré de 30 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 27,1 %
31 août 2015		
Billets restructurés	Rendement	Facteur d'actualisation en fonction du marché
VAC II, catégorie A-1	Taux des acceptations bancaires minoré de 50 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 3,9 %
VAC II, catégorie A-2	Taux des acceptations bancaires minoré de 50 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 6,0 %
PCAC de Superior Trust	Taux des acceptations bancaires majoré de 33 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 3,9 %
Autres billets	Taux des acceptations bancaires majoré de 30 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 27,1 %
1 <sup>er</sup> septembre 2014		
Billets restructurés	Rendement	Facteur d'actualisation en fonction du marché
VAC II, catégorie A-1	Taux des acceptations bancaires minoré de 50 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 1,6 %
VAC II, catégorie A-2	Taux des acceptations bancaires minoré de 50 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 2,9 %
PCAC de Superior Trust	Taux des acceptations bancaires majoré de 33 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 2,3 % et taux des acceptations bancaires majoré de 4,4 %
Autres billets	Taux des acceptations bancaires majoré de 30 points de base	Taux des acceptations bancaires majoré de 27,1 %

La Société est d'avis que les facteurs d'actualisation en fonction du marché présentés ci-dessus reflètent les rendements d'un marché actif pour des instruments assortis d'échéances et de risques semblables à ceux des billets respectifs.

Une variation de 50 points de base des facteurs d'actualisation en fonction du marché influencerait sur l'écart de la juste valeur dans une mesure d'environ 1 \$. Rien ne saurait garantir l'absence de recul de la juste valeur des placements de la Société dans des billets du VAC II, dans du PCAC et dans d'autres billets ou l'absence de toute détérioration notable des marchés financiers pouvant entraîner des appels de marge excédant la capacité du VAC II à y faire face et la comptabilisation d'une importante perte sur créances. La juste valeur estimative des placements de la Société, y compris les pertes sur créances estimatives prévues, pourrait changer au cours des périodes à venir. Tout changement de la sorte pourrait être important et serait reflété à l'état du résultat net à mesure qu'il surviendrait.

## 22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

### Sommaire des instruments financiers (suite)

Le tableau qui suit résume l'évolution de la juste valeur des instruments financiers classés au niveau 3 :

	31 août 2016			
	Billets du VAC II et billets reflète pour actifs non admissibles	PCAC	Placement sous forme d'actions privilégiées	Total
Juste valeur au 31 août 2015	266 \$	8 \$	282 \$	556 \$
Produit <sup>1)</sup>	–	(2)	–	(2)
Augmentation nette de la juste valeur <sup>3)</sup>	–	–	10	10
Radiation	(1)	–	–	(1)
Diminution nette de la provision pour juste valeur	6	1	–	7
Diminution nette de la provision pour pertes sur créances	1	–	–	1
Incidence du change	–	–	(1)	(1)
Juste valeur au 31 août 2016	272 \$	7 \$	291 \$	570 \$

	31 août 2015			
	Billets du VAC II et billets reflète pour actifs non admissibles	PCAC	Placement sous forme d'actions privilégiées	Total
Juste valeur au 1 <sup>er</sup> septembre 2014	270 \$	19 \$	190 \$	479 \$
Investissement supplémentaire	–	–	36	36
Produit <sup>2)</sup>	–	(11)	–	(11)
Augmentation nette de la juste valeur <sup>3)</sup>	–	–	8	8
Diminution (augmentation) nette de la provision pour juste valeur	(4)	–	–	(4)
Incidence du change	–	–	48	48
Juste valeur au 31 août 2015	266 \$	8 \$	282 \$	556 \$

<sup>1)</sup> Au cours de l'exercice 2016, la Société a touché une somme en principal de 2 \$ découlant principalement du billet de Superior Trust. Après le 31 août 2016, la Société a reçu un montant en principal de 73 \$ lié aux billets du VAC II ainsi que le solde restant du principal de 7 \$ du billet de Superior Trust.

<sup>2)</sup> Au 1<sup>er</sup> septembre 2014, un montant de 10 \$ des autres placements de la Société dans le PCAC était détenu dans une fiducie non visée par la restructuration de janvier 2009 du PCAC commandité par des tiers. Cette fiducie a fait l'objet d'un plan d'arrangement aux termes de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) qui a été ratifié par la Cour supérieure de l'Ontario. En septembre 2014, dans le cadre de l'arrangement, la Société a reçu de la part d'un contrôleur nommé par la cour un produit de 10 \$ à l'égard de la fiducie.

<sup>3)</sup> L'augmentation nette de la juste valeur est principalement constituée des produits de dividendes accumulés.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

#### Gestion des risques financiers

La Société est exposée à plusieurs risques en raison du fait qu'elle détient des instruments financiers. Ce qui suit est une description de ces risques et de la façon dont ils sont gérés.

##### a) Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché se compose de trois sortes de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque lié à d'autres prix. L'objectif de la gestion du risque de marché est de maintenir l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables, tel qu'il est énoncé dans la politique de la Société en matière de trésorerie approuvée par le conseil.

Les risques de prix liés aux placements dans des billets du VAC II et aux placements dans le PCAC restructuré ont été énoncés dans la présente note. L'utilisation de la méthode fondée sur les flux de trésorerie actualisés décrite précédemment a donné lieu à l'établissement d'une valeur comptable totale de 279 \$ pour les placements dans des billets dont la valeur nominale se chiffre à 293 \$. La différence de 14 \$ est constituée des écarts de la juste valeur découlant de l'actualisation des flux de trésorerie aux taux du marché.

##### i) Risque de taux d'intérêt :

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le tableau suivant présente un sommaire des actifs et des passifs financiers exposés au risque de taux d'intérêt :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Actifs financiers à taux variables			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	119 \$	230 \$	193 \$
Placements dans le fonds de réserve pour le service de la dette	94	113	112
Placements dans des billets du VAC II, du PCAC et d'autres billets	279	274	289
Total des actifs financiers à taux variables	492 \$	617 \$	594 \$
Passifs financiers à taux fixe			
Obligations et billets à payer	1 719 \$	1 944 \$	1 968 \$

Les placements compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie et dans le fonds de réserve pour le service de la dette de la Société portent intérêt aux taux variables en vigueur sur le marché. Les placements dans des billets du VAC II rapportent également des intérêts à taux variables. Une baisse des taux d'intérêt mènerait à un recul des produits touchés sur ces instruments. Une variation de 100 points de base des taux d'intérêt variables donnerait lieu à un écart annuel d'environ 5 \$ dans le résultat net de la Société avant les ajustements au titre de la stabilisation des tarifs.

La Société ne comptabilise pas les actifs ou passifs financiers à taux fixes désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou comme étant disponibles à la vente. Ainsi, l'incidence de toute variation des taux d'intérêt à la date de clôture sur les actifs ou passifs à taux fixes n'aurait pas d'effet sur le résultat ou les capitaux propres de la Société.

Le risque de taux d'intérêt lié aux emprunts à long terme de la Société portant intérêt à taux fixe découle de la fixation d'un nouveau taux à l'échéance du titre d'emprunt et du refinancement de la dette. La Société réduit cette source de risque de taux d'intérêt en étalant les échéances des emprunts sur des périodes allant jusqu'à 2046 de sorte que seule une tranche de l'encours de la dette arrivera à échéance dans un exercice donné. De plus, la Société a conclu des ententes selon le modèle de l'International Swaps and Derivatives Association et elle a conclu, en novembre 2010, une opération visant un contrat à terme sur obligations afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur les charges d'intérêts liées à l'émission de billets de la série BMT 2011-1, dont le règlement a eu lieu le 18 février 2011. Un profit de 11 \$ sur le contrat à terme sur obligations a été différé et inscrit au poste de la dette à long terme. Ce profit a été affecté aux billets d'obligation de série BMT 2011-1 et il est amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## 22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

### *Gestion des risques financiers (suite)*

#### **a) Risque de marché (suite)**

##### **i) Risque de taux d'intérêt (suite) :**

En juin 2012, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt à terme s'élevant à 200 \$ aux termes desquels la Société devait payer un taux d'intérêt fixe sur un montant notionnel et recevra en échange un taux d'intérêt variable fondé sur le taux CDOR à trois mois, dans le but d'atténuer l'incidence éventuelle d'une hausse des taux d'intérêt sur le coût de refinancement d'une tranche des billets de série BMT 2006-1 d'un montant de 450 \$ qui sont arrivés à échéance le 24 février 2016. Les swaps de taux d'intérêt à terme ont été réglés en trésorerie, ce qui a entraîné une perte de 51 \$ qui a été différée dans les autres éléments du résultat global et qui fait l'objet d'un reclassement dans le résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 couverts.

En juillet 2012, la Société a conclu une opération visant un contrat à terme sur obligations d'un montant de 250 \$ dans le but d'atténuer l'incidence éventuelle d'une hausse des taux d'intérêt sur le coût de refinancement de billets de série BMT 2010-1 d'un montant de 250 \$ qui sont arrivés à échéance le 29 avril 2013. Une perte de 2 \$ sur le contrat à terme sur obligations a été différée et incluse dans la dette à long terme. La perte a été appliquée aux billets d'obligation de série BMT 2013-1 et elle est amortie dans les résultats au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

En janvier 2015, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt à terme s'élevant à 200 \$ aux termes desquels la Société paiera un taux d'intérêt fixe sur un montant notionnel et recevra en échange un taux d'intérêt variable fondé sur le taux CDOR à trois mois, dans le but d'atténuer l'incidence éventuelle d'une hausse des taux d'intérêt sur le coût de refinancement d'une tranche des billets de série BMT 2009-1 d'un montant de 350 \$ qui arriveront à échéance le 17 avril 2019. La Société compte régler ces ententes au moyen de sa trésorerie en avril 2019 et inclura de tout profit ou perte qui surviendra à ce moment-là dans une tranche du coût de refinancement des billets susmentionnés.

La Société n'a conclu aucun autre contrat sur dérivés pour gérer le risque de taux d'intérêt.

##### **ii) Risque de change :**

La Société est exposée au risque de change sur les ventes et les achats qui sont libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutefois, la Société facture et perçoit la vaste majorité de ses produits en dollars canadiens et elle engage également des charges d'exploitation et des dépenses d'investissement principalement en dollars canadiens. Dans certains cas, la Société a recours à des contrats de change à terme pour réduire le risque auquel elle est exposée sur des ententes contractuelles en devises. La plus grande partie de l'exposition au risque de change de la Société se rapporte au dollar américain (\$ US). La Société n'est pas exposée à un risque important lié aux autres devises.

**NAV CANADA****Notes afférentes aux états financiers consolidés**

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

Le tableau suivant illustre l'exposition au risque de change de la Société relativement au dollar américain :

	31 août 2016		31 août 2015	
	\$ CA	\$ US	\$ CA	\$ US
Actifs financiers				
Courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 \$	14 \$	22 \$	17 \$
Débiteurs et autres	8	6	4	3
Autres				
Actifs dérivés	–	–	1	1
Non courants				
Placement sous forme d'actions privilégiées	291	222	282	214
	317 \$	242 \$	309 \$	235 \$
Passifs financiers				
Courants				
Fournisseurs et autres créditeurs	1 \$	1 \$	2 \$	2 \$
Passifs dérivés	–	–	1	–
Non courants				
Passif d'impôt différé	45	34	44	33
	46 \$	35 \$	47 \$	35 \$
Exposition nette	271 \$	207 \$	262 \$	200 \$

La Société désigne certains de ses contrats à terme comme des instruments de couverture des flux de trésorerie afin de couvrir l'exposition de la Société aux répercussions des fluctuations des taux de change. Au 31 août 2016, la Société avait acheté 15 \$ US (16 \$ CA) afin de couvrir le coût en dollars canadiens d'une partie des engagements en cours concernant l'acquisition d'actions privilégiées supplémentaires dans Aireon.

La sensibilité aux taux de change s'entend du montant net de l'exposition aux fluctuations des taux de change à la date de clôture, déduction faite des couvertures du risque de change.

Au 31 août 2016, si le dollar canadien s'était apprécié ou déprécié de 10 % par rapport au dollar américain, toutes les autres variables demeurant constantes, le résultat net, compte non tenu du mouvement net des comptes de report réglementaires, aurait augmenté ou diminué de 25 \$ (25 \$ au 31 août 2015).

**iii) Risque lié à d'autres prix :**

Le risque lié à d'autres prix s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), sans égard au fait que ces changements soient causés par des facteurs propres à l'instrument financier individuel ou à son émetteur, ou par des facteurs touchant tous les instruments financiers similaires négociés sur les marchés.

Afin de réduire le risque de pertes découlant des activités de placement, la Société n'investit que dans des instruments de premier ordre (se reporter aux paragraphes suivants sur le risque de crédit) et à court terme, exclusion faite des placements suivants : billets du VAC II, placements dans du PCAC et autres billets et placements dans Aireon. Les risques liés aux prix associés aux placements dans des billets du VAC II, dans du PCAC et dans d'autres billets ont été analysés dans la présente note.

Le placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon (note 14) est exposé au risque lié aux prix. La juste valeur de ce placement pourrait varier au fil du temps du fait, entre autres, de la conjoncture et des flux de trésorerie d'Aireon. Aireon est une entreprise en démarrage et toute variation de la juste valeur pourrait être importante. Une variation de 5 % de la juste valeur du placement sous forme d'actions privilégiées ferait varier les produits financiers (charges financières) d'environ 10 \$ US (13 \$ CA) au 31 août 2016 [10 \$ US (13 \$ CA) au 31 août 2015].

## 22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

### Gestion des risques financiers (suite)

#### b) Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier cause une perte financière à l'autre partie du fait qu'elle omette de s'acquitter de son obligation. Le risque de crédit maximal auquel la Société était exposée au 31 août 2016 représente la valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs, des fonds de réserve, des placements et des contrats à terme visant l'achat ou la vente de devises.

Le fonds de réserve pour le service de la dette et les équivalents de trésorerie, le cas échéant, sont placés conformément à la politique de placement restrictive de la Société pour gérer le risque de crédit. La Société n'investit que dans des obligations à court terme, généralement pour des périodes d'au plus 90 jours. Exclusion faite des placements dans des billets du VAC II, dans du PCAC et dans d'autres billets, la Société limite ses placements à des obligations du gouvernement fédéral, de certains gouvernements provinciaux ou d'entités bénéficiant d'une garantie du gouvernement fédéral ou provincial ou, encore, à d'autres obligations d'entités dont la cote de solvabilité attribuée par au moins deux agences de notation du crédit se situe parmi les deux meilleures catégories en ce qui concerne la dette à long terme ou parmi la meilleure catégorie en ce qui concerne la dette à court terme. La Société n'investit pas dans des instruments qui sont exposés à un risque lié aux actifs synthétiques sous-jacents. Le portefeuille de la Société est diversifié et comporte des limites exprimées en dollars et en pourcentage qui s'appliquent aux contreparties. Aucun placement de la Société en trésorerie et en équivalents de trésorerie ou dans le fonds de réserve pour le service de la dette n'est en souffrance ou douteux. Les placements sont tous assortis de cotes de crédit à long terme de AAA ou de AA ou de la catégorie la plus élevée des cotes de crédit à court terme, soit R1 (élevé) de la part de DBRS.

Le risque de crédit à l'égard des placements dans des billets du VAC II ainsi que dans du PCAC et dans d'autres billets a été abordé plus tôt dans la présente note.

Les débiteurs se composent principalement de comptes clients à court terme qui ont lieu dans le cours normal des activités. La Société fournit des services de navigation aérienne à divers exploitants d'aéronefs, notamment à des transporteurs aériens commerciaux canadiens et internationaux ainsi qu'à des exploitants de petits aéronefs d'aviation générale. La Société surveille les limites de crédit et le respect des modalités de paiement afin de gérer le risque de perte sur créances. La Société a établi une limite de crédit maximale de 4 \$ pour les clients les plus importants auxquels elle fournit des services de navigation aérienne et elle dispose d'autres mesures de contrôle du crédit qui réduisent son risque de crédit. Les modalités générales de paiement de la Société prévoient des périodes de paiement de trente jours pour les services de navigation aérienne et des périodes de paiement pouvant aller jusqu'à quarante-cinq jours pour d'autres types de services. Des périodes de paiement plus brèves sont imposées lorsque les circonstances concernant le client le justifient. Les politiques de crédit de la Société font en sorte également d'exiger des paiements à l'avance ou d'obtenir une sûreté satisfaisante dans certains cas.

La Société constitue une provision pour créances douteuses qui représente son estimation des pertes qui devraient être subies à l'égard des débiteurs.

Le classement chronologique des créances clients était le suivant :

	31 août 2016			31 août 2015
	Solde brut	Provision	Solde net	Solde net
0 à 30 jours	81 \$	– \$	81 \$	89 \$
31 à 60 jours	–	–	–	–
61 à 90 jours	1	–	1	1
Plus de 91 jours	3	(1)	2	–
Total	85 \$	(1) \$	84 \$	90 \$

Il n'y a eu aucun changement important à la provision pour créances douteuses de la Société au cours de l'exercice clos le 31 août 2016.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

#### c) Risque de liquidité

S'entend du risque de liquidité le risque que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance. La méthode que préconise la Société pour gérer ses liquidités consiste à évaluer les besoins de liquidités à court terme et prévus autant dans des conditions normales que dans des conditions difficiles afin de s'assurer qu'elle maintient des réserves suffisantes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, ou des marges non utilisées suffisantes sur sa facilité de crédit consentie, pour répondre aux exigences de liquidité à court et à long terme. Aux termes de son acte de fiducie cadre et de son acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale, la Société est tenue de conserver un certain fonds de réserve et certains niveaux de trésorerie, tel qu'il est expliqué à la note 21.

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable auprès d'un consortium d'institutions financières canadiennes de même que des facilités de lettres de crédit distinctes aux fins de la capitalisation des régimes de retraite. Les facilités de crédit étaient utilisées comme suit :

	31 août 2016
Facilités de crédit	
Facilité de crédit conclue avec un consortium d'institutions financières canadiennes <sup>1)</sup>	675 \$
Facilités de lettres de crédit aux fins de la capitalisation des régimes de retraite <sup>2)</sup>	515
Total des facilités de crédit disponibles	1 190
Moins les lettres de crédit en cours <sup>2)</sup>	474
Capacité d'emprunt consentie inutilisée	716
Moins les sommes affectées au fonds de réserve pour l'exploitation et l'entretien <sup>3)</sup>	270
Facilités de crédit disponibles pouvant être utilisées sans restriction	446 \$

<sup>1)</sup> La facilité de crédit consentie par un consortium d'institutions financières canadiennes d'un montant de 675 \$ est constituée de deux tranches d'un montant égal échéant le 12 septembre 2018 et le 12 septembre 2020. Après le 31 août 2016, ces dates d'échéance ont été prorogées au 12 septembre 2019 et au 12 septembre 2021. La convention relative à la facilité de crédit prévoit des emprunts à divers taux d'intérêt fondés sur certains taux de référence, plus précisément le taux préférentiel et le taux des acceptations bancaires au Canada, ainsi que sur la cote de crédit de la Société au moment du prélèvement. Une commission d'utilisation est également exigible pour les emprunts supérieurs à 25 % du montant disponible. La Société est tenue de payer des commissions d'engagement qui sont tributaires de sa cote de crédit. Au 31 août 2016, la Société respectait les clauses restrictives de la facilité de crédit.

<sup>2)</sup> Les facilités de lettres de crédit aux fins de la capitalisation des régimes de retraite comportent quatre facilités auprès d'institutions financières canadiennes, lesquelles totalisent 515 \$ (note 15), dont une tranche de 350 \$ arrivera à échéance le 31 décembre 2016 et une tranche de 165 \$ arrivera à échéance le 31 décembre 2017, sauf si les facilités sont prorogées. Après le 31 août 2016, une tranche de 125 \$ du montant arrivant à échéance le 31 décembre 2016 a été prorogée au 31 décembre 2017. Du montant de 474 \$ présenté plus haut au titre des lettres de crédit en cours au 31 août 2016, une tranche de 463 \$ a été tirée aux fins de la capitalisation des régimes de retraite aux fins de la solvabilité.

<sup>3)</sup> La Société doit conserver un fonds de réserve équivalant à au moins 25 % de ses charges d'exploitation et d'entretien annuelles de l'exercice précédent, telles qu'elles sont définies dans l'acte de fiducie cadre. Au 31 août 2016, la Société respectait cette condition au moyen de l'affectation d'une tranche inutilisée de 270 \$ de sa facilité de crédit consentie. Si, à la clôture d'un exercice donné, le solde du fonds de réserve pour l'exploitation et l'entretien équivaut à moins de 25 % des charges d'exploitation et d'entretien de la Société pour l'exercice (avant les autres ajustements aux comptes de report réglementaires, les amortissements, les charges financières, les autres éléments du résultat global et les charges extraordinaires), la Société doit, à tout le moins, y suppléer en portant le solde du fonds au niveau requis au cours des quatre trimestres qui suivent au moyen de l'inclusion d'apports supplémentaires ou de l'affectation d'une tranche de sa facilité de crédit consentie. Le fonds de réserve pour l'exploitation et l'entretien peut servir à régler les charges d'exploitation et d'entretien, au besoin.

**NAV CANADA****Notes afférentes aux états financiers consolidés**

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

**23. ENGAGEMENTS****a) Analyse des échéances**

Le tableau suivant présente une analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés de la Société liés à ses passifs financiers au 31 août 2016 :

	Paiements restants – pour les exercices qui seront clos les 31 août						
	Total	2017	2018	2019	2020	2021	Par la suite
Dettes fournisseurs et charges à payer	198 \$	198 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Passif financier non dérivé	2	2	–	–	–	–	–
Passifs dérivés	54	–	–	54	–	–	–
Dettes à long terme (y compris la partie courante) <sup>1), 2)</sup>	1 725	25	375	375	25	275	650
Paiements d'intérêts <sup>2)</sup>	708	85	83	74	53	46	367
	2 687 \$	310 \$	458 \$	503 \$	78 \$	321 \$	1 017 \$

<sup>1)</sup> Les paiements représentent un principal de 1 725 \$. La Société entend refinancer ses emprunts en principal à leurs dates d'échéance. La Société peut choisir de rembourser une partie de ces emprunts avec les liquidités disponibles ou d'augmenter la taille d'un refinancement pour générer des liquidités additionnelles ou à d'autres fins, ou encore d'également racheter intégralement ou en partie une émission avant sa date d'échéance prévue.

<sup>2)</sup> De plus amples renseignements sur les taux d'intérêt et les dates d'échéance de la dette à long terme sont présentés à la note 21 afférente aux présents états financiers consolidés.

**b) Engagements en capital**

La Société a des engagements fermes en vue de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles qui s'élevaient à 118 \$ au 31 août 2016 (130 \$ au 31 août 2015; 24 \$ au 1<sup>er</sup> septembre 2014). Le tableau suivant présente une analyse des échéances des engagements en capital :

	Paiements restants – pour les exercices qui seront clos les 31 août						
	Total	2017	2018	2019	2020	2021	Par la suite
Engagements en capital	118 \$	42 \$	22 \$	10 \$	12 \$	6 \$	26 \$

**c) Contrats de location simple**

Contrats de location pour le preneur

Les contrats de location simple de la Société lui accordent principalement le droit d'utiliser les terrains, les bureaux et les installations réservées aux services techniques, et leur durée varie de un an à soixante ans. Beaucoup de ces contrats de location, surtout ceux conclus avec des entités du secteur public, des municipalités et des administrations aéroportuaires, entraînent des coûts minimes pour la Société. Une option de renouvellement figure dans bon nombre de ces contrats et la Société peut s'en prévaloir tant qu'elle a besoin de l'actif pour la prestation de services de navigation aérienne. Lorsque les contrats de location de la Société comprennent une clause d'indexation, celle-ci repose normalement sur un taux fixe ou une hausse de pourcentage.

Les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple se présentent comme suit :

	Paiements restants – pour les exercices qui seront clos les 31 août						
	Total	2017	2018	2019	2020	2021	Par la suite
Contrats de location simple	44 \$	8 \$	7 \$	7 \$	6 \$	7 \$	9 \$

Des charges au titre des contrats de location simple de 10 \$ ont été comptabilisées par la Société dans les charges liées aux installations et à l'entretien dans l'état du résultat net pour l'exercice clos le 31 août 2016 (10 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015).

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

#### d) Placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon

La Société a des obligations contractuelles visant un placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon, sous réserve des conditions stipulées dans les ententes de novembre 2012, telles que modifiées par la suite, qui sont décrites à la note 14. Les montants sont présentés en \$ CA convertis au moyen du taux de change avec le \$ US en vigueur à la date de clôture de la période considérée, à l'exception du placement de 15 \$ US (16 \$ CA) qui devrait être effectué au cours de l'exercice 2017, qui est converti au moyen du taux couvert. Les obligations contractuelles visant le placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon au 31 août 2016 se présentaient comme suit :

	Paiements restants – pour les exercices qui seront clos les 31 août						Par la suite
	Total	2017	2018	2019	2020	2021	
Placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon	36 \$	16 \$	20 \$	– \$	– \$	– \$	– \$

En mars 2016, les ententes de novembre 2012 ont été modifiées afin de refléter le report de la quatrième tranche du placement à l'exercice 2017.

#### e) Lettres de crédit

Au 31 août 2016, le montant de 474 \$ [note 22 c)] au titre des lettres de crédit en cours était composé d'un montant de 463 \$ aux fins de la capitalisation des régimes de retraite prélevé aux fins de la solvabilité (note 15) et d'un montant de 11 \$ à d'autres fins.

## 24. ÉVENTUALITÉS

#### a) Éventualités de nature juridique

La Société est partie à des procédures judiciaires dans le cours normal de ses activités. La direction ne prévoit pas que l'issue de l'une ou l'autre de ces procédures aura une incidence négative importante sur la situation financière consolidée de la Société, ni sur ses résultats d'exploitation consolidés.

#### b) Engagements d'indemnisation

La Société n'a donné aucune garantie importante hormis les engagements d'indemnisation qu'elle conclut généralement dans le cours normal des activités, tel qu'il en est fait mention ci-après. Aux termes de ces engagements d'indemnisation, la Société est tenue d'indemniser les contreparties relativement aux coûts engagés et aux pertes subies en raison de divers événements. Ces indemnisations sont semblables à celles que la Société exige de la part de ses fournisseurs de services et de produits, ainsi qu'à celles exigées par d'autres sociétés du secteur de l'aviation.

Les principaux engagements d'indemnisation de la Société sont les suivants :

##### Opération transfrontalière

En septembre 2003 et en février 2004 respectivement, la Société a conclu deux opérations transfrontalières relativement à une partie de son équipement et de ses logiciels de navigation aérienne. Les 7 juin 2012 et 6 août 2015, la Société a résilié ses deux opérations de location-acquisition en négociant un devancement de la date d'exercice des options d'achat. La Société a convenu d'indemniser les autres parties aux opérations pour certains frais ou pour certaines obligations, y compris certaines taxes qui pourraient incomber à ces parties relativement à l'équipement loué, ou en raison de la participation de ces parties aux opérations transfrontalières. Ces engagements d'indemnisation continueront d'exister après la résiliation des opérations transfrontalières, mais uniquement à l'égard d'événements survenus avant la résiliation des opérations. Ces engagements d'indemnisation ne prévoient aucune limite quant au montant maximal d'une indemnisation éventuelle.

##### Prestation de services et ventes de systèmes

i) La Société a conclu cinq ententes visant la vente et la maintenance de technologies qui prévoient l'indemnisation des contreparties pour un montant pouvant aller jusqu'à 1 000 \$ pour chaque réclamation et au total à l'égard des pertes subies par suite d'une négligence de la Société. En outre, la Société a conclu une entente visant la vente et la maintenance de technologies qui prévoit l'indemnisation de la contrepartie pour un montant pouvant aller jusqu'à 5 034 \$ US (6 602 \$ CA), soit le montant maximal de la couverture d'assurance de la Société aux termes du SNA. La Société possède une assurance responsabilité civile aux termes du SNA qui couvre ces engagements d'indemnisation. Des indemnités peuvent être réclamées postérieurement à l'échéance des ententes.

## 24. ÉVENTUALITÉS (SUITE)

### b) Engagements d'indemnisation (suite)

#### Prestation de services et ventes de systèmes (suite)

- ii) La Société a conclu une entente, déjà arrivée à échéance, avec Ressources naturelles Canada pour la fabrication de produits d'information liés à l'aviation civile qui prévoit l'indemnisation de la contrepartie pour un montant pouvant aller jusqu'à concurrence de 100 \$ pour chaque réclamation et au total à l'égard des pertes subies par la contrepartie qui découleraient directement ou indirectement de l'entente. La Société possède une assurance responsabilité civile qui couvre cet engagement d'indemnisation. Des indemnités peuvent être réclamées postérieurement à l'échéance de l'entente.
- iii) La Société a conclu une convention de vente qui prévoit la fourniture d'un système de gestion des données des services de circulation aérienne civile et la prestation de services connexes, qui indemniserait le cocontractant pour un montant maximal de 35 \$ US (46 \$ CA) au titre du passif cumulé de la Société dans le cadre de toute réclamation, quelle qu'elle soit, qui pourrait survenir du fait ou dans le cadre de l'entente. L'assurance-responsabilité de la Société couvre cet engagement d'indemnisation. Une indemnité peut être réclamée postérieurement à l'échéance de l'entente.

#### Indemnités relatives au PCAC commandité par des tiers

Dans le cadre de la restructuration du PCAC commandité par des tiers (se reporter à la note 22), la Société (à titre de membre du comité pancanadien des investisseurs) a convenu d'indemniser les fiduciaires désignés dans les actes de fiducie visant le PCAC dans l'éventualité où ces derniers venaient à subir des pertes en conséquence de la seule application des résolutions extraordinaires adoptées par un nombre suffisant de porteurs de parts des fiducies. Aux termes de l'entente d'indemnisation, la Société a reconnu que les fiduciaires ont droit aux indemnités contractuelles existantes prescrites par les actes de fiducie et elle a convenu de subordonner ses recouvrements à tout droit des fiduciaires. En outre, tous les membres du comité pancanadien des investisseurs se sont engagés à fournir une protection supplémentaire venant s'ajouter aux indemnités contractuelles prescrites dans les actes de fiducie. Cette protection fournie par les membres du comité ne comporte pas de responsabilité solidaire entre ces derniers et elle s'établit sur une base proportionnelle parmi les membres du comité selon les placements globaux respectifs de chacun dans le PCAC commandité par des tiers. Bien que l'indemnité puisse être réclamée postérieurement à la conclusion de la restructuration du PCAC, les modalités du plan de restructuration ratifié par la Cour ont éliminé, dans les faits, l'exposition au risque de la Société.

#### Autres engagements

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des engagements d'indemnisation avec des contreparties dans le cadre d'opérations telles des ententes de services, de la prestation de services d'entretien, des ventes de systèmes, des ventes de biens, des contrats de licence, des opérations visant la location ou l'utilisation d'emplacements, des contrats d'apport de capital ainsi que des engagements d'indemnisation visant des administrateurs et des dirigeants. Aux termes de ces engagements d'indemnisation, la Société est tenue d'indemniser les contreparties pour les coûts engagés et les pertes subies en raison de divers événements tels que l'issue de litiges, la contamination de l'environnement ou des sanctions réglementaires pouvant frapper une contrepartie ou un tiers par suite d'une opération ou, dans certains cas restreints, pour les passifs découlant des actes exécutés par les indemnisés ou de leur négligence. Les modalités de ces engagements d'indemnisation varient en fonction de chaque contrat. Certains engagements d'indemnisation sont conclus pour une période illimitée et, de façon générale, ne prévoient aucune limite quant au montant maximum éventuel. De par leur nature, les engagements d'indemnisation ne permettent pas de faire une estimation raisonnable du montant global qui pourrait être exigé. La Société possède une assurance responsabilité civile qui couvre la plupart des engagements d'indemnisation mentionnés ci-dessus.

Depuis sa création, la Société n'a fait aucun paiement important aux termes d'engagements d'indemnisation et aucun montant important n'a été inscrit dans les états financiers consolidés relativement à ces engagements.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

## 25. OPÉRATIONS CONCLUES AVEC LE GOUVERNEMENT DU CANADA

La Société a conclu avec divers ministères et organismes du gouvernement fédéral des accords prévoyant la prestation de divers services, comme des services de sécurité renforcée, la prévision et l'observation des conditions météorologiques et des services aux installations. Ces accords prévoient des modalités qui ont été négociées commercialement.

La Société a également conclu avec le ministère de la Défense nationale (le « MDN ») une convention ayant trait à l'échange de divers services comme le contrôle de l'espace aérien, les installations, l'information, les systèmes et les protocoles, pour leur bénéfice mutuel sans coûts ni charges d'importance pour l'une ou l'autre des parties.

Le gouvernement du Canada maintenait un programme d'indemnisation sans frais pour la Société, qui protégeait celle-ci contre les pertes liées au terrorisme qui excéderaient la couverture d'assurance de la Société. Ce programme a été mis en place peu après le 11 septembre 2001 et a pris fin le 30 juin 2016. La Société a souscrit une assurance pour risque de guerre qui prend fin le 15 novembre 2017. La Société est tenue par contrat d'indemniser le gouvernement du Canada à l'égard de toute perte qu'il subirait ou qui lui serait réclamée, et qui est couverte par l'assurance responsabilité applicable à l'aviation de la Société.

## 26. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les principaux dirigeants, les filiales, la coentreprise ainsi que les régimes de retraite agréés destinés aux membres du personnel.

Les soldes et les transactions entre NAV CANADA et ses filiales ont été éliminés lors de la consolidation et ne sont pas mentionnés dans la présente note. Les détails des transactions qui ont eu lieu entre la Société et d'autres parties liées figurent ci-dessous.

### Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société se composent des membres du conseil et de la haute direction. La haute direction est composée des cadres supérieurs qui relèvent directement du chef de la direction et des vice-présidents directeurs. La rémunération des principaux dirigeants incluse dans le résultat net de la Société pour les exercices clos les 31 août se composait de ce qui suit :

	2016	2015
Salaires et autres avantages	9 \$	6 \$
Prestations définies, y compris les prestations de retraite	2	2
Régime incitatif à l'intention de la direction	2	3
Autres régimes d'avantages du personnel à long terme	2	2
Total de la rémunération	15 \$	13 \$

Aucun prêt n'a été accordé aux principaux dirigeants au cours de l'exercice 2016.

### Transactions avec des régimes de retraite agréés

Les transactions que la Société a conclues avec ses deux régimes de retraite agréés comportent les cotisations versées aux régimes et les lettres de crédit servant à la capitalisation des régimes de retraite aux fins de solvabilité, lesquelles sont décrites à la note 15, et un remboursement de certains frais de 15 \$ par le régime pour l'exercice clos le 31 août 2016 (12 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015).

### Transactions avec la coentreprise

Comme il a été souligné à la note 14, la Société détient une participation dans Aireon. Cette participation a été classée à titre de coentreprise puisque la Société exerce un contrôle conjoint sur les principales décisions stratégiques relatives aux activités financières et d'exploitation d'Aireon. Les transactions que la Société a conclues avec Aireon pour l'exercice clos le 31 août 2016 comprenaient des produits de dividendes de 10 \$ (8 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015) et des recouvrements de coûts de 3 \$ (3 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015).

Au 31 août 2016, les débiteurs de la Société se chiffraient à 3 \$ (1 \$ au 31 août 2015; néant au 1<sup>er</sup> septembre 2014) et cette dernière avait comptabilisé des dividendes à recevoir de 25 \$ (15 \$ au 31 août 2015; 7 \$ au 1<sup>er</sup> septembre 2014).

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

## 27. GESTION DU CAPITAL

La Société est une entreprise constituée sans capital social et, ainsi qu'il en est question à la note 1, elle ne doit pas fixer les redevances d'usage à un niveau qui soit supérieur à celui qui est nécessaire pour satisfaire à ses exigences financières présentes et futures à l'égard de la prestation des services de navigation aérienne civile. La Société considère que le capital équivaut à la somme de sa dette à long terme contractée par émission de titres, de ses résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que de ses comptes de report réglementaires et de certains avantages du personnel. Cette définition du capital est celle à laquelle la direction a recours, et elle peut ne pas être comparable à des mesures analogues présentées par d'autres sociétés. Le capital de la Société s'établit comme suit :

	31 août 2016	31 août 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2014
Obligations et billets à payer (note 21)	1 719 \$	1 944 \$	1 968 \$
Capitaux propres			
Résultats non distribués	28	28	28
Comptes de report réglementaires			
Soldes débiteurs (note 9)	(1 708)	(1 131)	(1 497)
Soldes créditeurs (note 9)	476	448	414
Avantages du personnel (note 15)			
Passif (actif) du régime d'ILD	1	(3)	(4)
Passif au titre des avantages liés aux régimes de retraite capitalisés	1 346	808	1 118
Passif au titre des congés de maladie cumulatifs	21	21	21
<b>Total du capital</b>	<b>1 883 \$</b>	<b>2 115 \$</b>	<b>2 048 \$</b>

En plus d'assurer un suivi de son capital, selon la définition de celui-ci qui est donnée plus haut, la Société prend également en considération, aux fins de la gestion de la suffisance du capital, des risques éventuels connus et des obligations, notamment la capitalisation de ses régimes de retraite à prestations définies et d'autres décisions en matière d'établissement de taux prises par le conseil.

Les principaux objectifs de la Société lorsqu'elle procède à la gestion du capital sont les suivants :

- préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation;
- fournir des fonds pour l'acquisition continue des systèmes et des équipements nécessaires à la mise en œuvre et au maintien d'une plateforme technologique moderne et efficace pour le SNA;
- assurer le financement des fonds de réserve et satisfaire les besoins en matière de liquidités et de fonds de roulement;
- maintenir les cotes de crédit de la Société afin de faciliter l'accès aux marchés financiers à des taux d'intérêt concurrentiels;
- réduire les charges d'intérêts engagées par la Société sous réserve de l'application de mesures appropriées d'atténuation des risques.

Étant donné que la Société n'a pas de capital social, elle atteint ces objectifs en appliquant une méthode qui permet de déterminer le moment et le niveau appropriés des recouvrements de coûts au moyen de l'établissement des taux des redevances d'usage ainsi que le niveau approprié de la dette et des facilités de crédit consenties. Cette méthode inclut le processus de budgétisation des dépenses d'investissement et des dépenses d'exploitation de la Société et tient compte de la situation générale de l'économie et des marchés financiers. Le conseil approuve le niveau de la dette et des facilités de crédit consenties. La Société n'est pas soumise à des exigences concernant son capital imposées par des tiers.

La Société n'a apporté aucun changement à sa méthode de gestion du capital au cours de l'exercice clos le 31 août 2016.

## 28. PASSAGE AUX IFRS

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a annoncé que les IFRS s'appliqueraient aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 de toutes les entreprises au Canada ayant une obligation de rendre publiquement des comptes. Ainsi, la Société aurait été tenue d'appliquer les IFRS à compter de l'exercice clos le 31 août 2012.

Après 2011, le CNC a publié plusieurs versions révisées de l'Introduction à la Partie I du *Manuel de CPA Canada*, laquelle permet aux entités admissibles ayant des activités à tarifs réglementés d'adopter les IFRS pour la première fois au plus tard dans le cadre de leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. La Société est une entité admissible et elle a décidé de se prévaloir de l'option de report. En janvier 2014, le CNCI a publié la norme provisoire IFRS 14, *Comptes de report réglementaires*, laquelle permettra essentiellement à la Société de continuer à comptabiliser les soldes des comptes de report réglementaires selon les IFRS conformément aux PCGR canadiens en vigueur. La Société a choisi d'adopter par anticipation cette norme au moment de son passage aux IFRS.

L'IFRS 1 exige que des informations financières comparatives soient fournies. La Société applique les IFRS depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014. Des informations financières comparatives pour l'exercice clos le 31 août 2015 sont également fournies. Selon l'IFRS 1, les nouveaux adoptants doivent appliquer rétrospectivement toutes les IFRS en vigueur à la date de clôture, sous réserve de certaines exemptions facultatives et obligatoires.

### a) IFRS 1 – Exemptions facultatives

Les exemptions s'appliquant à la Société qui ont été appliquées lors de la transition des PCGR canadiens aux IFRS sont présentées ci-dessous.

#### i) Regroupements d'entreprises

L'IFRS 1 permet à un nouvel adoptant des IFRS de choisir la date à partir de laquelle il applique de manière prospective l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, pourvu qu'il le fasse au plus tard à la date de sa transition aux IFRS. La Société a choisi d'appliquer l'IFRS 3 de manière prospective à compter de sa date de transition, soit le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

#### ii) Immobilisations corporelles et incorporelles – Coût présumé

L'IFRS 1 permet à un nouvel adoptant des IFRS d'utiliser, comme coût présumé selon les IFRS, la valeur comptable, selon les PCGR canadiens, des immobilisations corporelles et incorporelles utilisées dans les activités assujetties à la réglementation des tarifs. Étant donné que toutes les immobilisations corporelles et incorporelles de la Société sont utilisées dans des activités assujetties à la réglementation des tarifs, la Société s'est prévalu de ce choix pour toutes ses immobilisations. Suivant le choix de l'option du coût présumé, la valeur comptable nette des immobilisations présentée dans les états financiers de la Société aux termes des PCGR canadiens est devenue le nouveau coût à la date de transition aux IFRS, et les amortissements cumulés des immobilisations corporelles et incorporelles sont ramenés à néant.

#### iii) Coûts d'emprunt

Selon l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, une entité doit inscrire à l'actif les coûts d'emprunt relatifs à tous les actifs qualifiés pour lesquels la date de commencement pour l'inscription à l'actif est égale ou postérieure à la date de transition aux IFRS. La Société a choisi d'inscrire à l'actif les coûts d'emprunt de manière prospective à compter de la date de transition aux IFRS.

#### iv) Contrats de location

Selon l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, une entité est tenue d'apprécier un accord pour déterminer s'il contient un contrat de location sur la base des faits et circonstances existant à la date de passation de l'accord. La Société a choisi d'appliquer l'exemption facultative de l'IFRS 1 selon laquelle elle peut apprécier les accords existants à la date de transition aux IFRS sur la base des faits et circonstances existant à cette date. La Société a choisi également d'appliquer une autre exemption facultative à l'IFRS 1 qui stipule que lorsque la Société a déterminé, en vertu des PCGR antérieurs, qu'un accord contient un contrat de location et que sa détermination est conforme à celle imposée par l'IFRIC 4, à ceci près qu'elle a été faite à une date autre que celle requise par l'IFRIC 4, elle n'est pas tenue de refaire cette détermination à la date de transition aux IFRS.

## 28. PASSAGE AUX IFRS (SUITE)

### a) IFRS 1 – Exemptions facultatives (suite)

#### v) Passifs relatifs au démantèlement

L'IFRIC 1, *Variation des passifs existants relatifs au démantèlement ou à la remise en état et des autres passifs similaires*, impose que des changements spécifiés dans un passif relatif au démantèlement ou à la remise en état ou un passif similaire soient ajoutés au coût de l'actif auquel ils correspondent ou déduits de ce coût; le montant amortissable ajusté de l'actif est ensuite amorti de manière prospective sur sa durée d'utilité restant à courir. Un nouvel adoptant n'est pas tenu de se conformer à ces dispositions en ce qui concerne les variations de tels passifs qui se sont produites avant la date de transition aux IFRS. La Société a choisi d'appliquer cette exigence de manière prospective. Par conséquent, elle a :

- > évalué le passif à la date de transition aux IFRS selon l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*;
- > dans la mesure où le passif entre dans le champ d'application de l'IFRIC 1, estimé le montant qui aurait été inclus dans le coût de l'actif correspondant lorsque le passif a pris naissance, en actualisant le passif à cette date en utilisant la meilleure estimation du taux d'actualisation historique ajusté au titre du risque qui se serait appliqué à ce passif dans l'intervalle;
- > calculé l'amortissement cumulé sur ce montant à la date de transition aux IFRS, sur la base de l'estimation actuelle de la durée d'utilité de l'actif, en appliquant la méthode d'amortissement qu'elle a adoptée selon les IFRS.

#### vi) Apports

Selon l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, une entité est tenue de comptabiliser les apports de clients à titre de produits plutôt qu'à titre de réduction de la valeur d'un actif. Un nouvel adoptant peut désigner n'importe quelle date avant la date de transition aux IFRS et appliquer l'IFRIC 18 à tous actifs transférés par des clients à compter de cette date. La Société a choisi d'appliquer cette exigence de manière prospective à compter de la date de transition aux IFRS.

#### vii) Instruments financiers

Selon l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, une entité est tenue de désigner un actif financier, lors de sa comptabilisation initiale, comme étant disponible à la vente ou de désigner un instrument financier (à condition qu'il remplisse certains critères) comme étant un actif ou un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net. Un nouvel adoptant peut désigner, à la date de transition, tout actif ou passif financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, pourvu que les critères pertinents permettant un tel classement soient remplis à cette date. Un nouvel adoptant peut aussi désigner, à la date de transition, tout actif financier qui n'est pas classé comme étant détenu à des fins de transaction comme étant disponible à la vente. Lors de la transition aux IFRS, la Société a désigné certains de ses instruments financiers comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou comme étant disponibles à la vente.

La Société a choisi de redésigner sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie, qui sont passés de la catégorie « détenus à des fins de transaction » à la catégorie des « prêts et créances ». Étant donné que la valeur comptable établie au coût historique selon les IFRS est égale à la juste valeur de ces instruments aux termes des PCGR canadiens à la date de transition, ce choix n'a donné lieu à aucun ajustement.

La Société a choisi de redésigner son fonds de réserve pour le service de la dette, qui est passé de la catégorie « détenus à des fins de transaction » à la catégorie « disponibles à la vente ». Étant donné que la valeur comptable établie au coût historique selon les IFRS est égale à la juste valeur de ces instruments aux termes des PCGR canadiens à la date de transition, ce choix n'a donné lieu à aucun ajustement.

La Société a choisi de désigner son placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Suivant les PCGR canadiens, le dérivé incorporé était séparé du contrat hôte et les instruments étaient classés respectivement dans les catégories « détenus à des fins de transaction » et « prêts et créances ». Étant donné que, selon les PCGR canadiens, la valeur comptable totale des instruments correspondait à la juste valeur de l'instrument composé à la date de transition, ce choix n'a donné lieu à aucun ajustement.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

#### b) Rapprochements entre les PCGR canadiens et les IFRS

Afin d'expliquer l'incidence de la transition des PCGR canadiens aux IFRS sur la situation financière et les résultats de la Société présentés dans ses états financiers, des rapprochements : a) des capitaux propres au 31 août 2015 [compris dans les tableaux énumérés à b)]; b) de l'état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> septembre 2014 et au 31 août 2015; et c) de l'état consolidé du résultat net pour l'exercice clos le 31 août 2015, sont présentés ci-après.

La transition aux IFRS n'a pas eu d'incidence significative sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement ou de financement de la Société.

Certaines différences sur le plan de la présentation entre les PCGR canadiens et les IFRS n'ont pas d'incidence sur le bénéfice ou le total des capitaux propres présentés. Certains actifs et passifs ont été reclassés à un autre poste aux termes des IFRS à la date de transition, et de nouveaux postes sont présentés séparément dans les états financiers consolidés.

Les ajustements à la date de transition aux IFRS sont expliqués plus en détail dans les notes jointes aux tableaux suivants.

## 28. PASSAGE AUX IFRS (SUITE)

### b) Rapprochements entre les PCGR canadiens et les IFRS (suite)

Rapprochement de l'état de la situation financière au 1<sup>er</sup> septembre 2014

	PCGR canadiens	Notes	Reclassement i), ii)	Ajustements transitoires (en millions)					IFRS
				Avantages au titre des régimes de retraite à prestations définies ii), iii)	Autres avantages postérieurs à l'emploi ii), iv)	Avantages à long terme ii), v)	Opération transfrontalière vi)	Passif relatif au démantèlement vii)	
<b>Actifs</b>									
<b>Actifs courants</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	193	\$							193
Débiteurs et autres	114								114
Placements	-		168						168
Partie courante du fonds de réserve pour les obligations découlant de contrats de location-acquisition	56		(56)						-
Autres	12								12
	375		112	-	-	-	-	-	487
	36		(36)						-
<b>Actifs réglementaires</b>									
<b>Fonds de réserve</b>									
Service de la dette	112		(112)						-
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	190		(190)						-
<b>Actifs non courants</b>									
Placements	252		190						442
Placement sous forme d'actions privilégiées	96		94						190
Dérivé incorporé au placement sous forme d'actions privilégiées	87		(87)						-
Dividende à recevoir à long terme	7		(7)						-
Actif dérivé à long terme	8								8
Avantages du personnel	276			(268)		(4)			4
Immobilisations corporelles	651						(10)	1	642
Immobilisations incorporelles	1 006								1 006
<b>Actifs avant les soldes débiteurs des comptes de report réglementaires</b>	3 096		(36)	(268)	-	(4)	(10)	1	2 779
<b>Soldes débiteurs des comptes de report réglementaires</b>	-		37	1 386	40	34	-	-	1 497
<b>Total des actifs et des soldes débiteurs des comptes de report réglementaires</b>	3 096	\$	1	1 118	40	30	(10)	1	4 276

	PCGR canadiens	Notes	Ajustements transitoires (en millions)					IFRS
			Reclassement (i), ii)	Avantages au titre des régimes de retraite à prestations définies (ii), iii)	Autres avantages postérieurs à l'emploi (ii), iv)	Avantages à long terme (ii), v)	Opération transfrontalière (vi)	
<b>Passifs</b>								
<b>Passifs courants</b>								
Fournisseurs et autres crédateurs	187 \$	(6)		2				183 \$
Passifs dérivés	1							1
Produits différés	–	6						6
Partie courante de la dette à long terme	25				56			81
Partie courante des obligations décaulant de contrats de location-acquisition	56				(56)			–
	269	–	–	2	–	–	–	271
	76	(76)						–
<b>Compte de stabilisation des tarifs</b>								
<b>Passifs non courants</b>								
Dette à long terme	1 950	(7)			153			2 096
Obligations décaulant de contrats de location-acquisition	161				(161)			–
Passifs réglementaires	336	(336)						–
Avantages du personnel	–	239	1 118	40	32			1 429
Passif d'impôt différé	35							35
Autres	241	(239)					1	3
	2 723	(343)	1 118	40	32	(8)	1	3 563
<b>Capitaux propres</b>								
Ajustements au titre des IFRS des résultats non distribués (du déficit) lors de la transition	–		(1 386)	(40)	(38)			(1 464)
Ajustements réglementaires des résultats non distribués (du déficit) lors de la transition	–		1 386	40	38			1 464
Résultats non distribués	28							–
Cumul des autres éléments du résultat global	–							28
<b>Total des capitaux propres</b>	28	–	–	–	–	–	–	28
<b>Passifs et capitaux propres avant les soldes des comptes de report réglementaires</b>	3 096	(419)	1 118	40	34	(8)	1	3 862
<b>Soldes créditeurs des comptes de report réglementaires</b>	–	420	–	–	(4)	(2)	–	414
<b>Total des passifs, des capitaux propres et des soldes créditeurs des comptes de report réglementaires</b>	3 096 \$	1	1 118	40	30	(10)	1	4 276 \$

## 28. PASSAGE AUX IFRS (SUITE)

### b) Rapprochements entre les PCGR canadiens et les IFRS (suite)

Rapprochement de l'état consolidé de la situation financière au 31 août 2015

	PCGR canadiens	Ajustements transitoires (en millions)							IFRS	
		Notes	Reclassement	Avantages au titre de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Avantages à long terme	Opération transfrontalière	Passif relatif au démantèlement		Coûts d'emprunt
	i), ii)	ii), iii)	ii), iv)	vii)	viii)	ix)	x)			
<b>Actifs</b>										
<b>Actifs courants</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	230 \$									
Débiteurs et autres	135									
Placements	–	113								
Autres	13									
	378	113	–	–	–	–	–	–	–	491
<b>Actifs réglementaires</b>										
<b>Fonds de réserve</b>										
Service de la dette	113	(113)								–
<b>Actifs non courants</b>										
Placements	274									
Placement sous forme d'actions privilégiées	159	123								274
Dérivés incorporés au placement sous forme d'actions privilégiées										282
Dividendes à recevoir à long terme	15	(15)								–
Actif dérivé à long terme	3									–
Avantages du personnel	189		(181)							3
Immobilisations corporelles	645							1	1	2
Immobilisations incorporelles	975									649
<b>Actifs avant les soldes débiteurs des comptes de report réglementaires</b>	2 916	(57)	(181)	–	(5)	–	–	1	1	2 677
<b>Soldes débiteurs des comptes de report réglementaires</b>	–	58	1 005	35	33					1 131
<b>Total des actifs et des soldes débiteurs des comptes de report réglementaires</b>	2 916 \$	1	824	35	28	–	–	1	1	2
										3 808 \$

	Ajustements transitoires (en millions)										
	PCGR canadiens	Reclas- sement Notes i), ii)	Avantages au titre des régimes de retraite à pres- tations définies ii), iii)	Autres avantages postérieurs à l'emploi ii), iv)	Avantages à long terme ii), v)	Opération transfon- talière vi)	Passif relatif au déman- tèlement vii)	Coûts d'emprunt viii)	Produits au titre des apports ix)	Compte de stabilisation des tarifs xi)	IFRS
<b>Passifs</b>											
<b>Passifs courants</b>											
Fournisseurs et autres créditeurs	202 \$	(9)			2						195 \$
Passifs dérivés	14										14
Produits différés	–	7									7
Partie courante de la dette à long terme	225										225
	441	(2)			2						441
	77	(77)									–
<b>Compte de stabilisation des tarifs</b>											
<b>Passifs non courants</b>											
Dettes à long terme	1 725	(6)									1 719
Passifs réglementaires	348	(348)									–
Avantages du personnel	255		807	34	31			1	2		1 127
Passif d'impôt différé	44										44
Autres	253	(253)				1					1
	2 370	(352)	807	34	31	1					2 891
<b>Capitaux propres</b>											
Ajustements au titre des IFRS des résultats non distribués (du déficit) lors de la transition et après la transition	–		(988)	(34)	(38)			1	2		(1 057)
Ajustements réglementaires des résultats non distribués (du déficit) lors de la transition et après la transition	–		988	35	38			1		(4)	1 057
Résultats non distribués Ajustements au titre des IFRS du cumul des autres éléments du résultat global	28			1				2	(4)		28
Ajustements réglementaires du cumul des autres éléments du résultat global	–	(14)									(14)
Cumul des autres éléments du résultat global	–										–
	28			1				2	(4)		28
<b>Total des capitaux propres Passifs et capitaux propres avant les soldes des comptes de report réglementaires</b>	2 916	(431)	807	35	33	1	1	2	(4)	4	3 360
<b>Soldes créditeurs des comptes de report réglementaires</b>	–	432	17	(5)							448
<b>Total des passifs, des capitaux propres et des soldes créditeurs des comptes de report réglementaires</b>	2 916 \$	1	824	35	28	1	1	2	–	–	3 808 \$

## 28. PASSAGE AUX IFRS (SUITE)

### b) Rapprochements entre les PCGR canadiens et les IFRS (suite)

Rapprochement de l'état consolidé du résultat net pour l'exercice clos le 31 août 2015

	PCGR canadiens	Ajustements transitoires (en millions)										IFRS	
		Notes	Reclassement (i), (ii)	Avantages au titre des régimes de retraite à prestations définies (ii), (iii)	Autres avantages postérieurs à l'emploi (ii), (iv)	Avantages à long terme (ii), (v)	Opération tatière (vi)	Coûts d'emprunt (viii)	Produits au titre des apports (ix)	Placement dans Aireon (x)	Compte de stabilisation des tarifs (xi)		
<b>Produits</b>													
Redevances d'usage	1 280 \$												1 280 \$
Autres produits	52											2	54
Stabilisation des tarifs	(40)	40											—
	1 292	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1 334
<b>Charges d'exploitation</b>													
Salaires et avantages du personnel	858	1	(20)	(9)	(1)								829
Services techniques	112												112
Installations et entretien	68												68
Amortissements et dépréciation	—	136											136
Autres	58	(1)											57
Stabilisation des tarifs	(27)	27											—
	1 069	163	(20)	(9)	(1)								1 202
<b>Autres charges</b>													
Intérêts	102	(102)											—
Amortissements	136	(136)											—
Stabilisation des tarifs	(1)	1											—
	237	(237)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Autres (produits) et charges</b>													
Produits financiers	—	(2)						(11)		(9)			(22)
Coût financier net lié aux avantages du personnel	—		44	8	1			11		(40)			53
Autres charges financières	—	103											113
Autres (profits) et pertes	—	(1)											(41)
Ajustements de juste valeur et autres (profits) et pertes	(3)	3											—
Stabilisation des tarifs	(11)	11											—
	(14)	114	44	8	1				(1)	(49)			103
<b>Bénéfice net (perte nette) avant l'impôt sur le résultat et le mouvement net des comptes de report réglementaires</b>													
Charge d'impôt sur le résultat	—	—	(24)	1	—	—	—	—	1	49		2	29
<b>Bénéfice net (perte nette) avant le mouvement net des comptes de report réglementaires</b>													
Mouvement net des soldes des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette), après impôt sur le résultat	—	—	(24)	1	—	—	—	—	1	47		—	27
<b>Bénéfice net (perte nette) après le mouvement net des comptes de report réglementaires</b>													
Impôt sur le résultat	—	—	24							(47)		(4)	(27)
	— \$	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	(4)	— \$

Rapprochement de l'état consolidé du résultat global pour l'exercice clos le 31 août 2015

		Ajustements transitoires (en millions)									
	PCGR canadiens	Reclassement (i), (ii)	Avantages au titre des régimes de retraite à prestations définies (ii), (iii)	Autres avantages postérieurs à l'emploi (ii), (iv)	Avantages à long terme (ii), (v)	Opération transfrontalière (vi)	Coûts d'emprunt (viii)	Produits au titre des apports (ix)	Placement dans Aireon (x)	Compte de stabilisation des tarifs (xi)	IFRS
<b>Bénéfice net (perte nette) après le mouvement net des comptes de report réglementaires</b>	– \$	–	–	1	–	–	1	2	–	(4)	– \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>											
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net</b>											
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	–		382	5							387
Mouvement net des soldes des comptes de report réglementaires lié aux autres éléments du résultat global	–		(382)	(5)							(387)
<b>Éléments qui seront reclassés dans le résultat net :</b>											
Variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	–	(14)									(14)
Mouvement net des soldes des comptes de report réglementaires lié aux autres éléments du résultat global	–	14									14
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	– \$	–	–	1	–	–	1	2	–	(4)	– \$

## 28. PASSAGE AUX IFRS (SUITE)

### b) Rapprochements entre les PCGR canadiens et les IFRS (suite)

Explication des ajustements :

#### i) Changements de présentation

##### > État consolidé de la situation financière

Aux termes des PCGR canadiens, les fonds de réserve étaient présentés séparément au bilan de la Société. Aux termes des IFRS, ils sont présentés à l'état consolidé de la situation financière dans les placements courants et les placements non courants selon la nature des actifs sous-jacents.

Aux termes des PCGR canadiens, la Société présentait les montants des comptes de report réglementaires et les montants du compte de stabilisation des tarifs séparément sauf pour ce qui est des comptes de report réglementaires au titre des opérations de couverture réalisées à l'égard de la dette à long terme qui étaient présentés dans la dette à long terme. Aux termes des IFRS, la Société présente ces éléments sous un poste des actifs (« soldes débiteurs des comptes de report réglementaires ») et sous un poste des passifs (« soldes créditeurs des comptes de report réglementaires ») à l'état consolidé de la situation financière.

Aux termes des PCGR canadiens, la Société présentait séparément les éléments suivants : placement sous forme d'actions privilégiées, dérivés incorporés au placement sous forme d'actions privilégiées et dividendes non courants à recevoir. Aux termes des IFRS, la Société a désigné l'instrument composé comme étant un actif financier à la juste valeur par le biais du résultat net et, à ce titre, les composantes de l'instrument sont présentées dans le placement sous forme d'actions privilégiées à l'état consolidé de la situation financière.

Aux termes des PCGR canadiens, la Société présentait les éléments suivants dans les créditeurs et charges à payer : dettes fournisseurs, charges à payer et produits reportés. Aux termes des IFRS, la Société présente les éléments suivants séparément à l'état consolidé de la situation financière : fournisseurs et autres créditeurs et produits différés.

Aux termes des PCGR canadiens, les passifs au titre des prestations définies étaient présentés dans les autres passifs du bilan de la Société. Aux termes des IFRS, les passifs au titre des prestations définies et des autres avantages à long terme sont présentés à titre d'avantages du personnel dans les passifs non courants de l'état consolidé de la situation financière.

##### > État consolidé du résultat net

Aux termes des PCGR canadiens, les charges d'intérêts et la dotation aux amortissements étaient présentées dans les autres charges. Aux termes des IFRS, les charges d'intérêts sont présentées dans les autres (produits) et charges à titre d'autres charges financières. Les amortissements sont présentés dans les charges d'exploitation.

Aux termes des PCGR canadiens, la Société présentait les éléments suivants à titre d'ajustements de juste valeur et autres : produits d'intérêts, variations de la juste valeur des contrats de change, variations de la juste valeur des placements et profits ou pertes de change. Aux termes des IFRS, la Société présente séparément les éléments suivants à l'état consolidé du résultat net : produits financiers et autres (profits) et pertes. Les autres (profits) et pertes comprennent les variations de la juste valeur des contrats de change ainsi que les profits et les pertes de change. Les produits financiers se composent des produits d'intérêts et des variations de la juste valeur des placements.

Aux termes des PCGR canadiens, les jetons de présence étaient présentés dans les autres charges d'exploitation. Aux termes des IFRS, les jetons de présence sont inclus dans les salaires et avantages du personnel.

Aux termes des PCGR canadiens, les gains et les pertes reportés sur les contrats à terme sur obligations étaient présentés dans les comptes de report réglementaires et l'amortissement des gains et des pertes reportés sur la durée de l'instrument de refinancement était présenté dans les charges d'intérêts. Aux termes des IFRS, l'amortissement des profits et des pertes différés est présenté à titre de mouvement des comptes de report réglementaires dans l'état consolidé du résultat net.

##### > État consolidé du résultat global

Aux termes des PCGR canadiens, la Société ne présentait pas de montants se rapportant aux autres éléments du résultat global. Aux termes des IFRS, les autres éléments du résultat global et le mouvement net des soldes des comptes de report réglementaires sont présentés comme il est souligné dans le tableau précédent.

Les ajustements des autres éléments du résultat global de la Société reflètent les réévaluations hors trésorerie des instruments de couverture et les réévaluations des régimes d'avantages sociaux qui ne sont pas pris en compte aux fins de l'établissement des tarifs. Par conséquent, des comptes de report réglementaires ont été créés.

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

> Tableau consolidé des flux de trésorerie

Aux termes des PCGR canadiens, les paiements au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi en lien avec les droits aux congés de maladie acquis et les prestations d'ILD étaient présentés dans les cotisations aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Aux termes des IFRS, ces avantages sont classés à titre d'avantages à long terme et les paiements sont présentés dans les paiements à des membres du personnel et à des fournisseurs.

> Comptes de report réglementaires

Aux termes des PCGR canadiens, le montant net des ajustements réglementaires était présenté dans le même poste de l'état des résultats que les opérations sous-jacentes, le cas échéant (c'est-à-dire, que le mouvement de la charge de retraite réglementaire était comptabilisé dans le même poste que la charge de retraite). Aux termes des IFRS, les ajustements réglementaires sont présentés séparément des opérations sous-jacentes dans les états consolidés du résultat net et du résultat global à titre de mouvement net des soldes des comptes de report réglementaires.

ii) **Comptabilité des activités à tarifs réglementés**

Comme le permettent les PCGR canadiens, la Société appliquait des méthodes comptables propres aux entreprises à tarifs réglementés. Aux termes des IFRS, la comptabilité des activités à tarifs réglementés est autorisée, et les conséquences liées à la transition ont principalement trait à la présentation et à l'information à fournir. Lors de la transition aux IFRS, la Société a contrebalancé l'incidence sur les résultats non distribués en apportant des ajustements aux comptes de report réglementaires, puisque cette incidence sera prise en compte dans l'établissement des tarifs selon l'approche réglementaire utilisée par la Société.

Le passage aux IFRS ne modifie pas l'approche aux termes de laquelle la Société établit le tarif des redevances d'usage. Cette approche est fondée sur les règles de facturation de la Loi sur le SNA, lesquels prescrivent, entre autres choses, que le tarif des redevances, établi d'après des projections raisonnables et prudentes, ne peut être tel que les produits découlant de ces redevances soient supérieurs aux obligations financières courantes et futures de la Société dans le cadre de la prestation des services de navigation aérienne civile.

iii) **Avantages au titre des régimes de retraite à prestations définies, déduction faite des passifs réglementaires**

Au 1<sup>er</sup> septembre 2014, aux termes des PCGR canadiens, la Société avait un actif au titre des prestations constituées de 268 \$ et un passif réglementaire de 221 \$, ce qui donnait un montant net de 47 \$ à recouvrer au fil du temps au moyen des redevances d'usage. L'incidence de l'adoption des IFRS sur les prestations constituées au titre des régimes de retraite à prestations définies décrites plus loin correspond à l'élimination de l'actif au titre des prestations constituées de 268 \$ comptabilisé aux termes des PCGR canadiens, à une majoration du passif au titre des prestations constituées de 1 118 \$, qui passerait ainsi de 56 \$ à 1 174 \$, et à une diminution des résultats non distribués (augmentation du déficit) de 1 386 \$ lors de la transition aux IFRS. Cette incidence est contrebalancée par la comptabilisation d'un débit de 1 386 \$ aux comptes de report réglementaires, laquelle entraîne l'élimination du passif réglementaire de 221 \$ comptabilisé aux termes des PCGR canadiens et la comptabilisation d'un débit de 1 165 \$ aux comptes de report réglementaires. Des explications plus détaillées sur les diverses composantes de cet ajustement figurent ci-dessous.

> Aux termes des PCGR canadiens, les gains et les pertes actuariels étaient reportés hors bilan et amortis par imputation au résultat, avant la stabilisation des tarifs, selon la méthode du « corridor ». Aux termes des IFRS, la Société comptabilise ces gains et pertes actuariels dans les autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils sont constatés, sans reclassement subséquent dans le résultat net. La Société a choisi de reclassement dans les résultats non distribués les ajustements des autres éléments du résultat global. De plus, aux termes des PCGR canadiens, les coûts des services passés acquis étaient reportés et amortis. Aux termes des IFRS, ces coûts sont immédiatement comptabilisés comme une charge dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Par conséquent, des pertes actuarielles de 1 158 \$ et des coûts des services passés acquis de 15 \$ qui étaient reportés hors bilan aux termes des PCGR canadiens ont été constatés à l'état consolidé de la situation financière d'ouverture établi en IFRS.

> Aux termes des PCGR canadiens, la date d'évaluation annuelle pour déterminer la situation de capitalisation du régime peut tomber, au plus tôt, trois mois avant la date de clôture, pourvu que cette date demeure la même d'un exercice à l'autre. Aux termes des IFRS, la situation de capitalisation du régime fait l'objet d'évaluations actuarielles effectuées avec une régularité suffisante pour s'assurer que les montants constatés dans les états financiers consolidés ne diffèrent pas de façon significative de ceux qui auraient été déterminés à la date de clôture. L'incidence du changement de date d'évaluation de la Société à l'égard de ses régimes de retraite pour la période du 31 mai 2014 au 31 août 2014 se traduit par une perte de 213 \$ qui a été constatée à l'état consolidé de la situation financière d'ouverture établi en IFRS. Cette perte est principalement attribuable à une baisse de 30 points de base du taux d'actualisation fondé sur le taux du marché qui a été utilisé pour calculer les obligations au titre des régimes de retraite au cours du trimestre clos le 31 août 2014.

## 28. PASSAGE AUX IFRS (SUITE)

### b) Rapprochements entre les PCGR canadiens et les IFRS (suite)

Explication des ajustements (suite) :

#### iii) Avantages au titre des régimes de retraite à prestations définies, déduction faite des passifs réglementaires (suite)

Aux termes des PCGR canadiens, la charge de retraite comprenait toutes les charges de retraite, y compris des régimes complémentaires de retraite (non capitalisés), ainsi que la charge de retraite réglementaire et elle était présentée dans les salaires et avantages du personnel. Aux termes des IFRS, la charge de retraite est ventilée et ses différentes composantes sont présentées séparément dans les états consolidés du résultat net et du résultat global, comme il est décrit ci-après.

- > Les coûts des services rendus au cours de l'exercice et les montants inscrits à l'actif connexes sont comptabilisés dans les salaires et avantages du personnel.
- > Les intérêts nets découlant du montant net des obligations au titre des prestations constituées sont comptabilisés dans le résultat net et sont présentés dans le coût financier net lié aux avantages du personnel.
- > Les ajustements réglementaires liés aux prestations de retraite comptabilisées dans le résultat net sont présentés séparément dans le mouvement net des comptes de report réglementaires à l'état consolidé du résultat net.
- > Les gains et les pertes actuariels et les ajustements réglementaires compensatoires connexes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global dans l'état consolidé du résultat global.

Ce changement dans la comptabilité en faveur des IFRS n'aura pas d'incidence sur l'établissement des redevances d'usage étant donné que la Société continuera d'utiliser le même mode de comptabilisation propre aux activités à tarifs réglementés pour recouvrer les charges de retraite qu'aux termes des PCGR canadiens, qui repose sur le recouvrement des montants des cotisations aux régimes de retraite de l'exercice considéré et des exercices antérieurs.

#### iv) Autres avantages postérieurs à l'emploi

L'ajustement total découlant de la transition aux IFRS pour les autres avantages postérieurs à l'emploi se traduit par une augmentation de 40 \$ des passifs comptabilisés au titre de ces avantages et par une diminution correspondante des résultats non distribués (augmentation du déficit). La Société a entièrement contrebalancé cette incidence en comptabilisant un débit du même montant aux comptes de report réglementaires, ainsi qu'une diminution du déficit correspondante de 40 \$. Des explications plus détaillées sur les diverses composantes de cet ajustement figurent plus loin.

- > Aux termes des PCGR canadiens, les gains et les pertes actuariels étaient reportés hors bilan et amortis par imputation au résultat net, avant la stabilisation des tarifs, selon la méthode du « corridor ». Aux termes des IFRS, la Société comptabilise ces gains et pertes actuariels dans les autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils sont constatés, sans reclassement subséquent dans le résultat net. La Société a choisi de reclasser dans les résultats non distribués les ajustements des autres éléments du résultat global. Par conséquent, des pertes actuarielles de 24 \$ qui étaient reportées hors bilan aux termes des PCGR canadiens ont été constatées à l'état consolidé de la situation financière d'ouverture établi en IFRS.
- > Aux termes des PCGR canadiens, la date d'évaluation annuelle pour déterminer la situation de capitalisation des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi peut tomber, au plus tôt, trois mois avant la date de clôture, pourvu que cette date demeure la même d'un exercice à l'autre. Aux termes des IFRS, la situation de capitalisation de ces régimes fait l'objet d'évaluations actuarielles effectuées avec une régularité suffisante pour s'assurer que les montants constatés dans les états financiers consolidés ne diffèrent pas de façon significative de ceux qui auraient été déterminés à la date de clôture. L'incidence du changement de date d'évaluation de la Société à l'égard de ses autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi pour la période du 31 mai 2014 au 31 août 2014 se traduit par une perte de 11 \$ qui a été constatée à l'état consolidé de la situation financière d'ouverture établi en IFRS. Cette perte est principalement attribuable à une baisse de 30 points de base et de 20 points de base du taux d'actualisation fondé sur le taux du marché qui a été utilisé pour calculer respectivement les obligations liées aux assurances vie et soins de santé et aux allocations de retraite des autres régimes postérieurs à l'emploi au cours du trimestre clos le 31 août 2014.
- > Aux termes des PCGR canadiens, des périodes d'attribution plus longues étaient permises lorsque des augmentations de salaire ultérieures surviennent après la période de service validée. Aux termes des IFRS, la période d'attribution se limite à la période maximale de service validée. Ce changement s'est traduit par une hausse de 5 \$ de l'obligation au titre des allocations de retraite, laquelle a été constatée à l'état consolidé de la situation financière d'ouverture établi en IFRS.
- > Un des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi prévoyant des droits acquis aux congés de maladie (pour lequel l'obligation de 8 \$, cumulée aux coûts différés des services passés de 9 \$ et aux pertes actuarielles différées de 4 \$, représentait un passif de 21 \$ au 31 août 2014) est classé comme « autre régime d'avantages postérieurs à l'emploi » aux termes des PCGR canadiens. Après réévaluation, ces avantages ont été classés à titre d'avantages à long terme avec le passif lié aux congés de maladie cumulatifs dont il est question ci-après à la note v).

## NAV CANADA

### Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)

Les autres avantages postérieurs à l'emploi suivants étaient présentés dans les salaires et avantages du personnel selon les PCGR canadiens : allocations de retraite et avantages postérieurs à l'emploi comme l'assurance vie et les prestations pour soins de santé. Aux termes des IFRS, les autres avantages postérieurs à l'emploi sont ventilés et leurs différentes composantes sont présentées séparément dans les états consolidés du résultat net et du résultat global, comme il est décrit ci-après.

- > Les coûts des services rendus au cours de l'exercice et les montants inscrits à l'actif connexes sont comptabilisés dans les salaires et avantages du personnel.
- > Les intérêts nets découlant du montant net des obligations au titre des prestations constituées sont comptabilisés dans le résultat net et sont présentés dans le coût financier net lié aux avantages du personnel.
- > Les ajustements réglementaires liés aux autres avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés dans le résultat net sont présentés séparément dans le mouvement net des comptes de report réglementaires à l'état consolidé du résultat net.
- > Les gains et les pertes actuariels et les ajustements réglementaires compensatoires connexes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global dans l'état consolidé du résultat global.

#### v) Avantages à long terme, déduction faite des passifs réglementaires

Aux termes des PCGR canadiens, les coûts liés aux prestations d'ILD sont imputés aux résultats à mesure qu'ils sont engagés, ce qui est conforme aux IFRS. Aux termes des IFRS, les avantages à long terme du personnel sont présentés séparément à titre d'avantages à long terme.

Aux termes des PCGR canadiens, les prestations d'ILD étaient évaluées à la date d'évaluation annuelle de la Société, soit le 31 mai 2014. Aux termes des IFRS, les prestations d'ILD sont évaluées à la date de clôture. L'incidence du changement de date d'évaluation de la Société pour son régime d'ILD, qui passe du 31 mai 2014 au 31 août 2014, se traduit par un recul de 4 \$ de l'actif au titre des prestations d'ILD constituées et par une diminution correspondante des résultats non distribués (augmentation du déficit) de 4 \$. Cette perte est principalement attribuable aux résultats réels du régime au cours du trimestre clos le 31 août 2014. Cette incidence sur les résultats non distribués a été entièrement contrebalancée par la comptabilisation d'un débit aux comptes de report réglementaires du même montant, ainsi qu'une diminution du déficit correspondante de 4 \$.

Aux termes des PCGR canadiens, les droits aux congés de maladie cumulatifs qui ne s'acquièrent pas n'étaient pas comptabilisés à titre de passif avant que le congé ait été pris; seuls les droits aux congés de maladie acquis étaient comptabilisés et les gains et pertes actuariels, de même que les coûts des services passés, étaient reportés hors bilan et amortis par imputation au résultat selon la méthode du « corridor ». Aux termes des IFRS, un passif au titre des droits aussi bien aux congés de maladie cumulatifs acquis qu'à ceux qui ne s'acquièrent pas est comptabilisé et des gains et pertes actuariels relatifs aux droits aux congés de maladie acquis et qui ne s'acquièrent pas, de même que les coûts des services passés, sont présentés dans le résultat net de la période au cours de laquelle les congés sont pris. Par conséquent, des pertes actuarielles de 4 \$ et des coûts des services passés de 9 \$ qui ont été reportés hors bilan aux termes des PCGR canadiens ont été constatés à l'état consolidé de la situation financière d'ouverture établi en IFRS. De plus, un passif au titre des droits aux congés de maladie cumulatifs qui ne s'acquièrent pas qui n'était pas constaté aux termes des PCGR canadiens a été comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière établi en IFRS. Ces ajustements se sont traduits par une hausse de 34 \$ du passif au titre des congés de maladie acquis et qui ne s'acquièrent pas et par une diminution correspondante des résultats non distribués (augmentation du déficit) de 34 \$. Cette incidence sur les résultats non distribués a été entièrement contrebalancée par la comptabilisation d'un débit aux comptes de report réglementaires, ainsi qu'une diminution du déficit correspondante de 34 \$.

Les avantages à long terme suivants étaient présentés dans les salaires et avantages du personnel selon les PCGR canadiens : prestations d'ILD et congés de maladie cumulés (dont les droits sont acquis ou ne s'acquièrent pas). Aux termes des IFRS, la charge au titre des avantages à long terme est ventilée et ses différentes composantes sont présentées séparément dans l'état consolidé du résultat net, comme il est décrit ci-après.

- > Les coûts des services rendus au cours de l'exercice et les montants inscrits à l'actif connexes sont comptabilisés dans les salaires et avantages du personnel.
- > Les intérêts nets découlant du montant net des obligations au titre des prestations constituées ainsi que les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans le résultat net et sont présentés dans le coût financier net lié aux avantages du personnel.
- > Les ajustements réglementaires liés aux avantages à long terme sont présentés séparément dans le mouvement net des comptes de report réglementaires à l'état consolidé du résultat net.

## 28. PASSAGE AUX IFRS (SUITE)

### b) Rapprochements entre les PCGR canadiens et les IFRS (suite)

Explication des ajustements (suite) :

#### vi) Opérations transfrontalières, déduction faite des passifs réglementaires

Aux termes des PCGR canadiens, bien que la Société soit considérée comme détenant une participation économique variable dans la fiducie d'origine législative, soit l'entité structurée créée par une entité américaine au début de l'opération, la Société n'était pas perçue comme bénéficiaire principal de la fiducie d'origine législative en question et, par conséquent, n'était pas tenue de consolider cette entité. Ainsi, les obligations découlant des contrats de location-acquisition – les conventions d'engagement de paiement, les fonds de réserve et les obligations découlant des contrats de location-acquisition étaient comptabilisés au bilan de la Société lorsque l'opération était conclue. Aux termes des IFRS, la fiducie d'origine législative est consolidée en totalité dans les états financiers consolidés de la Société jusqu'à la résiliation de l'opération de location-acquisition le 6 août 2015, puisque la Société était exposée au rendement de la fiducie d'origine législative et avait le pouvoir d'influer sur ce rendement. L'obligation découlant de contrats de location-acquisition a été éliminée dans les états financiers consolidés et la Société a comptabilisé la dette à long terme de la fiducie d'origine législative dans l'opération transfrontalière. Le tableau ci-dessous montre que les ajustements apportés lors de la transition aux IFRS n'ont aucune incidence nette sur les résultats non distribués.

	Débit (crédit) au titre des ajustements transitoires
Décomptabilisation de ce qui suit :	
Immobilisations corporelles	(10) \$
Partie courante des obligations découlant de contrats de location-acquisition	56
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	161
Autres passifs réglementaires	2
Comptabilisation de ce qui suit :	
Partie courante de la dette à long terme	(56)
Dette à long terme	(153)
<b>Incidence nette sur les résultats non distribués</b>	<b>– \$</b>

La charge d'intérêts sur la dette à long terme est compensée par les produits d'intérêts tirés des conventions d'engagement de paiement et, par conséquent, il n'y a eu aucune incidence nette sur le résultat net de la Société de l'exercice 2015.

#### vii) Passif relatif au démantèlement

Aux termes des PCGR canadiens, une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée lorsque la Société dispose de l'information nécessaire pour faire une estimation raisonnable de la juste valeur d'une telle obligation. Si la date de règlement de l'obligation est inconnue ou qu'elle ne peut faire l'objet d'une estimation, la Société ne peut faire une estimation raisonnable de la juste valeur du passif et, par conséquent, aucune obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation n'est constatée. Aux termes des IFRS, l'incertitude quant à la date de règlement de l'obligation liée à mise hors service d'une immobilisation est prise en compte dans l'évaluation de la provision. En raison de la transition, la Société a comptabilisé un passif de 1 \$ au titre des obligations liées à la mise hors services d'immobilisations, ainsi qu'une augmentation de l'actif correspondant de 1 \$.

#### viii) Coûts d'emprunt

Aux termes des PCGR canadiens, la Société n'inscrivait pas à l'actif les coûts d'emprunt liés à des projets d'investissement. Aux termes des IFRS, la Société est tenue, dans certains cas, d'inscrire les coûts d'emprunt à l'actif. Ainsi, la charge d'intérêts comptabilisée avec les autres charges financières est réduite par les montants inscrits à l'actif selon les IFRS. La méthode de comptabilisation des coûts d'emprunt inscrits à l'actif prescrite selon les IFRS servira également aux fins de l'établissement des tarifs. Par conséquent, aucun report réglementaire n'a été établi pour contrer cet effet.

#### ix) Apports liés aux immobilisations corporelles

Aux termes des PCGR canadiens, les apports liés aux immobilisations corporelles étaient comptabilisés au bilan à titre de diminution de la valeur de l'actif auxquels ils se rapportaient. Aux termes des IFRS, les apports provenant de tiers qui constituent des produits servant à contrebalancer le coût des immobilisations corporelles sont comptabilisés à titre de produits. La méthode de comptabilisation de ces apports prescrite par les IFRS servira aux fins de l'établissement des tarifs. Par conséquent, aucun report réglementaire n'a été établi pour contrer cet effet.

## **NAV CANADA**

### **Notes afférentes aux états financiers consolidés**

*Exercices clos les 31 août 2016 et 2015 (en millions de dollars)*

**x) Placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon, déduction faite des passifs réglementaires**

Aux termes des PCGR canadiens, les montants présentés dans les états des résultats qui se rapportaient au placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon de la Société (produits d'intérêts effectifs, produits de dividendes, impôts sur le résultat, incidence du change et ajustements de juste valeur du dérivé incorporé) faisaient l'objet d'une compensation dans le même poste au moyen d'un ajustement réglementaire. Aux termes des IFRS, tous les ajustements réglementaires sont présentés séparément des opérations sous-jacentes à titre de mouvement net des soldes des comptes de report réglementaires.

**xi) Compte de stabilisation des tarifs**

La Société applique une procédure de stabilisation des tarifs afin d'atténuer l'incidence de facteurs imprévisibles et incontrôlables sur ses activités. Des montants sont ajoutés au compte de stabilisation des tarifs ou en sont déduits en fonction des variations des montants utilisés lors de l'établissement des redevances d'usage. Aux termes des IFRS, la Société continuera d'appliquer une procédure de stabilisation des tarifs. Cependant, au cours de l'exercice de transition, les montants établis selon les IFRS ont été comparés à ceux établis selon les PCGR canadiens et des montants supplémentaires ont été soit ajoutés soit déduits du compte de stabilisation des tarifs.





# DIRIGEANTS ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

**Neil R. Wilson**

Président et chef de la direction

**Brian K. Aitken, CPA, CA**

Vice-président directeur, Finances,  
et chef de la direction financière

**Raymond G. Bohn**

Vice-président principal,  
Ressources humaines

**Elizabeth Cameron**

Vice-présidente,  
Relations de travail

**Rudy Kellar**

Vice-président directeur,  
Prestation des services

**Leigh Ann Kirby**

Vice-présidente, avocate en chef  
et secrétaire générale

**Sidney Koslow**

Vice-président et chef de  
la direction des technologies

**Larry Lachance**

Vice-président,  
Sécurité et qualité

**Charles Lapointe**

Vice-président, Opérations techniques

**Donna Mathieu**

Vice-présidente, Placement  
des fonds de pension

**Claudio Silvestri**

Vice-président et chef de  
la direction de l'information

**Robert Thurgur**

Vice-président, Exploitation

**Kim Troutman**

Vice-président, Ingénierie

---

**Conseillers juridiques**

Gowling Lafleur Henderson s.r.l.

**Auditeurs**

KPMG s.r.l.

**Banquiers**

Banque Royale du Canada

**Renseignements généraux et financiers**

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, prière d'écrire à :

**NAV CANADA**

Communications  
77, rue Metcalfe, Ottawa (Ontario) Canada K1P 5L6

On peut aussi obtenir des renseignements généraux par téléphone au numéro  
1-800-876-4693 ou sur Internet à [www.navcanada.ca](http://www.navcanada.ca).

On peut se procurer des copies des états financiers de la Société, du Rapport de  
gestion, ainsi que la notice annuelle sur le site du Système électronique de données  
d'analyse et de recherche (SEDAR) à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

**Avis d'assemblée annuelle**

L'assemblée annuelle des membres de NAV CANADA se tiendra le mercredi  
11 janvier 2017 à 16 h au Centre Shaw, situé au 55, promenade du Colonel-By,  
à Ottawa (Ontario).





AU SERVICE D'UN MONDE  
EN MOUVEMENT

[navcanada.ca](http://navcanada.ca)